unicef
for every child

SEARCH FOR COMMON GROUND

RAPPORT DE L'ANALYSE DES RISQUES LIÉS À LA CRISE SÉCURITAIRE ET DES FACTEURS DE COHÉSION SOCIALE AU BURKINA FASO

FLORENCE FERRARI (CHERCHEUSE PRINCIPALE) ET
BOUBAKARY BARRY (ASSISTANT DE RECHERCHE)

MARS 2020



Contacts:
Julien Niankoye - jbolamou@sfcg.org
Beatrice Odountan - babouya@sfcg.org

Table des matières

1. Liste des tables et graphiques **Erreur ! Signet non défini.**
2. Abréviations **Erreur ! Signet non défini.**
3. Résumé **Erreur ! Signet non défini.**
4. Contexte de la recherche **Erreur ! Signet non défini.**
   4.1. Introduction et objectifs de la recherche **Erreur ! Signet non défini.**
   4.2. Contexte **Erreur ! Signet non défini.**
      4.2.1. Contexte politico-sécuritaire national 12
      4.2.2. Contexte humanitaire **Erreur ! Signet non défini.**
      4.2.3. Contexte des régions et localités d'étude **Erreur ! Signet non défini.**
5. Méthodologie **Erreur ! Signet non défini.**
   5.2 Zones étudiées et type de données collectées **Erreur ! Signet non défini.**
   5.3. Profils des enquêtés par sondage **Erreur ! Signet non défini.**
   5.4. Limitations **Erreur ! Signet non défini.**
6. Résultats **Erreur ! Signet non défini.**
   6.1. Dimensions des conflits **Erreur ! Signet non défini.**
      6.1.1. Typologie de conflits **Erreur ! Signet non défini.**
         Généralités introductives **Erreur ! Signet non défini.**
         Aperçu par commune **Erreur ! Signet non défini.**
         Place des jeunes filles et des femmes dans les conflits **Erreur ! Signet non défini.**
         Place des enfants et des jeunes dans les conflits **Erreur ! Signet non défini.**
      6.1.2. Les causes des conflits **Erreur ! Signet non défini.**
         Les causes profondes des conflits **Erreur ! Signet non défini.**
         Causes récentes et facteurs aggravants **Erreur ! Signet non défini.**
   6.2. Conséquences des conflits et mécanismes de gestion des conflits **Erreur ! Signet non défini.**
      6.2.1. Conséquences des conflits **Erreur ! Signet non défini.**
         Conséquences générales **Erreur ! Signet non défini.**
         Les femmes, jeunes filles et filles **Erreur ! Signet non défini.**
         Les enfants, garçons et filles **Erreur ! Signet non défini.**
      6.2.2. Cohésion sociale et dynamiques de résilience au conflit 49
         Cohésion sociale **Erreur ! Signet non défini.**
         Mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits **Erreur ! Signet non défini.**
         Perceptions résumées par commune sur les mécanismes de prévention ou gestion des conflits **Erreur ! Signet non défini.**
   6.3. Vulnérabilités et situation humanitaire 54
      6.3.1. Vulnérabilités sociales **Erreur ! Signet non défini.**
         Crise sécuritaire et vie dans la localité **Erreur ! Signet non défini.**
         Crise sécuritaire et risque de radicalisation **Erreur ! Signet non défini.**
      6.3.2. Situation humanitaire des personnes déplacées **Erreur ! Signet non défini.**
         Présence de personnes déplacées **Erreur ! Signet non défini.**
         Relation des personnes déplacées avec la communauté hôte **Erreur ! Signet non défini.**
         Assistance aux personnes déplacées **Erreur ! Signet non défini.**
         Situation des déplacés par commune **Erreur ! Signet non défini.**
7. Conclusions **Erreur ! Signet non défini.**
8. Recommandations **Erreur ! Signet non défini.**
9. Annexes

Erreur ! Signet non défini.

1. Liste des tables et graphiques

Carte 1 : Localités et régions visitées lors de la collecte des données

Graphique 1 : Typologie de conflits les plus présents dans les localités d'étude selon les participants
Graphique 2 : Causes des conflits selon les répondants par commune
Graphique 3 : Conséquences des conflits sur la population par localité
Graphique 4 : Existence des mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits par localité
Graphique 5 : Appréciation de l'efficacité des mécanismes locaux
Graphique 6 : Qualification de la crise sécuritaire par localité
Graphique 7 : Réponses à la question de comment cela a-t-il affecté la localité ?
Graphique 8 : Perception de l'influence de la crise sécuritaire sur la radicalisation des personnes par localité
Graphique 9 : Perceptions sur l'existence d'une urgence humanitaire dans la localité
Graphique 10 : Connaissance de présence de personnes déplacées dans la localité
Graphique 11 : Perception des répondants de l'intégration des personnes déplacées dans la vie de la localité par commune
Graphique 12 : Réponses à la question " Qu'est-ce que vous pensez du fait que les personnes déplacées arrivent chez vous ? » par commune
Graphique 13 : Perception diversifiées par commune de l'existence de la prise en charge des personnes déplacées
Graphique 14 : Diversité des Modalités de prise en charge des personnes déplacées par commune

Tableau 1 : Chiffres officiels du CONASUR sur la répartition par communes des personnes déplacées internes enregistrées au Burkina Faso
Tableau 2 : Entretiens réalisés par localité
Tableau 3 : Focus groups réalisés par localité
Tableau 4 : Typologie des conflits « classiques »
Tableau 5 : Typologie des conflits « exceptionnels »
Tableau 6 : Conséquences des conflits : tableau récapitulatif
Tableau 7 : Perception du niveau de radicalisation de la jeunesse par localité
Tableau 8 : Répartition des répondants selon leur statut par commune
Tableau 9 : Répartition par statut des répondants à la question sur l'intégration des personnes déplacées dans la vie de la localité d'accueil
Tableau 10 : Extraits de la situation telle que racontée dans les FGD ou les entretiens

2. Abréviations

AAL : Autorité administrative locale
ACLED: Armed Conflict Location & Event Data Project
AGR : Activité génératrice de revenu
CONASUR : Conseil national pour les secours d'urgence
CODESUR : Conseil départemental pour les secours d'urgence
CPD : Country Program Document
CVD : Comité villageois de développement
DDRR : Désarmement, démobilisation, réinsertion, réintégration
EEI : Engins explosif improvisé
EIGS : État islamique au Grand Sahara
FDS : Force de défense et de sécurité
FGD : Focus Group Discussion
GAD : Groupe d'autodéfense
GANE : Groupe armé non étatique
GSIM : Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
KII : Key Informant Interview (Entretien clé)
ONG : Organisation non gouvernementale
OP : Organisation de producteurs
OSC : Organisation de la société civile
RGPH : Recensement général de la population et de l'habitation au Burkina Faso
RMP: Revue mi-parcours
SEARCH: Search for Common Ground
UNICEF : United Nations International Children's Emergency Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)

3. Résumé

Contexte et objectif de l'étude

Cette étude a été réalisée par *Search for Common Ground* sous le mandat de l'UNICEF en mars 2020 dans 10 localités réparties dans 5 régions du Burkina Faso : Dédougou et Djibasso dans la Boucle du Mouhoun, Kaya et Bourzanga dans le Centre- Nord, Diapaga et Kantchari dans l'Est, Ouahigouya et Thiou dans le Nord, et Dori et Seytenga dans le Sahel. Elle a pour objectif de fournir une analyse des conflits, identifier les mécanismes de résilience aux conflits, analyser la vulnérabilité des populations, déterminer la place de la radicalisation dans les zones ciblées, et enfin d'analyser la situation humanitaire des régions ciblées, spécifiquement celle des personnes déplacées. Elle vise également à aider l'UNICEF à revoir ses stratégies de protection de l'enfance en améliorant leur sensibilité aux conflits tout en accroissant leur contribution à la cohésion sociale et la paix. Le contexte de la zone d'étude sont explicités dans le chapitre suivant.

Méthodologie

L'étude a utilisé une combinaison d'approches quantitative (un sondage de 1,613 personnes) et qualitative (79 entretiens et 42 focus groupes). La collecte des données a été réalisée sans difficultés majeures, à l'exception de l'insécurité, notamment dans la Boucle de Mouhoun. L'étude comprend une brève description de chaque commune cible, y compris le nombre de personnes déplacées par commune, sur la base des données officielles du Conseil national pour les secours d'urgence (CONASUR).

Résultats de l'étude

Tous les résultats présentés ici, sauf la partie sur le contexte, proviennent des données qualitatives et quantitatives récoltées dans le cadre de l'enquête. Elles reflètent donc les perceptions des personnes y ayant participé.

Contexte sécuritaire et social

Le Burkina Faso est un pays touché par l'action de groupes armés non étatiques (GANE) depuis 2016. Le pays vit dans une stabilité précaire, en particulier dans les cinq régions objet de cette étude : Sahel, Est, Centre Nord, Nord, Boucle de Mouhoun. La plupart des groupes dont il est question dans cette recherche ont un lien particulier avec le Mali dans la mesure où ils s'y sont formés et l'utilisent comme base de repli. Toutefois, ils recrutent en majorité au Burkina Faso sur la base de facteurs sociaux, religieux, économiques ou politiques. Parmi ces facteurs, on compte le sentiment d'abandon par l'État de part de la population, surtout dans la région du Nord et du Sahel ; les inégalités socio-économiques ; la pauvreté et le manque de perspective socio-économiques pour les jeunes ; le sentiment de certaines communautés d'être stigmatisées ou marginalisées par d'autres ; la méfiance vis-à-vis des forces de défense. Depuis quelques années, les groupes d'autodéfense communautaires sont réapparus avec davantage de force et d'ampleur, ce qui contribue dans une certaine mesure à l'insécurité locale. Tous ces facteurs, et en premier lieu les attaques des GANE, ont provoqué de grands déplacements de population ayant comme conséquence des situations humanitaires difficiles. Une des caractéristiques est la réduction en termes de disponibilité et de qualité, des services de base (notamment accès à l'eau, à la santé, à l'éducation), déjà faibles auparavant.

Analyse de la situation de conflits

Le rapport présente les résultats de l'étude de façon générale et désagrégée par commune car c'est à ce niveau que s'observent le plus de différences, aussi bien au niveau des données qualitatives que quantitatives. En effet, les différences de perception de la situation entre jeunes et adultes, ou entre hommes et femmes, sont souvent moindres et ne sont présentées que lorsqu'elles sont pertinentes.

Dans toutes les communes, les conflits identifiés sont principalement de quatre types : conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflits interethniques, conflits sur l'accès aux ressources naturelles et conflits de chefferie.

Sur base des données récoltées, l'étude propose un classement des conflits en deux grandes catégories :

- Conflits classiques. Conflits entre individus notamment entre agriculteurs et éleveurs ; litiges sur le foncier (remise en cause de ventes entre autochtones et étrangers liées à des cas d'expropriation ou accaparement des terres (*land grabbing*[1]) ; conflits basés sur des relents de relations passées d'esclavagisme entre Rimaibé et Peuls ; litiges autour de l'héritage, et la sorcellerie. Conflits impliquant plusieurs membres des communautés. Ils incluent ceux liés à l'accès aux ressources naturelles et à leur exploitation (mines et forêts principalement) ; ceux de pouvoir (chefferie ou politique) et les conflits interethniques ou communautaires.
- Conflits « exceptionnels ». Conflits liés aux diverses violences et tensions nées depuis le début des attaques des GANE. Ils incluent les violences liées à l'action de ces groupes (contre la population et contre les symboles de l'État). Ils incluent également les violences liées à la gestion ou aux réactions à cette crise (attaques des Force de défense et de sécurité (FDS) contre la population, attaques des groupes d'autodéfense contre la population ; tensions produites par l'actions de ces groupes).

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les divers types de conflits fonciers touchent toutes les communes ; ceux interethniques sont aussi diffus mais présents principalement à Kaya, Thiou, Ouahigouya, Dori, Djibasso. Les conflits sur les ressources naturelles sont mentionnés principalement à Dédougou et Djibasso, et ceux de chefferie à Kantchari, Ouahigouya, Dori, Thiou. Les conflits inter ou intra religieux ne sont que très peu mentionnés dans toute l'étude. D'autres conflits apparaissent par zone : ceux entre Peuls et Rimaibés, dits aussi « conflits d'esclavage », sont dénoncés à Thiou et Dori, et ceux entre jeunes et adultes principalement à Dori.

La recherche montre que la menace des GANE, qui est pour l'essentiel à l'origine de la crise humanitaire dans les zones ciblées, vient se superposer aux réalités locales, s'y mêle et exacerbe les tensions existantes, surtout en termes d'accroissement de la méfiance. Les réalités diffèrent d'une commune à une autre, par exemple la violence liée aux actions des GANE est surtout rapportée à Thiou (où il est aussi questions de la violence des FDS), Kantchari, Ouahigouya et Bourzanga (où il est aussi question de la violence des groupes d'auto-défense).

[1] Le *land grabbing*, accaparement des terres en français, est le phénomène d'acquisition, à titre onéreux ou gratuit, de grandes étendues de terres agricoles dans les pays en voie de développement, par des multinationales, et des investisseurs privés ou publics, pour des exploitations qui ne profiteront pas aux populations locales.

En termes de gravité de conflits ou de tensions, les communes d'étude peuvent être rangées en trois groupes :

- Dédougou, Seytenga, Diapaga, Bourzanga où la situation sécuritaire et conflictuelle est partiellement contenue
- Djibasso, Dori, Kantchari, Ouahigouya où la situation sécuritaire et conflictuelle est plus préoccupante
- Thiou et Kaya qui se trouvent un peu entre les deux, avec des dynamiques d'aggravation de la situation.

Les causes des conflits, lointaines ou immédiates, sont aussi les mêmes facteurs qui sont décrits comme favorisant la radicalisation. Il s'agit du sentiment d'injustice (socio-économique) et de l'abandon par l'État, la discrimination, la pauvreté, l'appât du gain et l'absence de perspectives d'emploi. Les éléments déclencheurs sont aussi similaires, mais entrent davantage dans le détail, par exemple : les conflits non gérés ou mal résolus, la volonté de vengeance, les difficultés économiques accrues, la consommation de stupéfiants, des prêches religieux intolérants, la déception ou la défiance des populations vis-à-vis des FDS, la diffusion des messages de haine notamment par certains leaders et autorités, et l'influence des réseaux sociaux. Au sein des conflits, il apparait que les enfants sont les principales victimes et les conséquences sont expliquées dans la partie qui suit. Ils peuvent aussi être acteurs, bien que de façon marginale, comme cela a été mentionné dans certaines communes. Les femmes sont aussi la plupart du temps des victimes, et n'ont que rarement un rôle actif dans les conflits.

Conséquences des conflits

Les données récoltées permettent d'identifier les conséquences des conflits et d'en proposer le classement suivant : dégâts humains, conséquences psychologiques, économiques et sociales :

- Dégâts humains : morts et blessés, déplacements des populations, séparations forcées et dislocation de familles
- Conséquences psychologiques : sentiments de dignité bafouée, la peur, l'angoisse et la psychose, les traumatismes, et la volonté de vengeance chez certaines victimes. Les conflits et les situations qui en résultent contribuent fortement au développement de la méfiance interpersonnelle et intercommunautaire.
- Conséquences économiques et sociales : perte de biens matériels, réduction de la liberté de mouvement, réduction de la possibilité d'exercer les activités génératrices de revenus, réduction de la production agricole, et réduction de l'accès à certains services sociaux. L'augmentation des cas de mariages précoces et forcés est aussi dénoncée, de même que la stigmatisation accrue de certaines communautés, notamment les Peuls. Enfin, les difficultés économiques résultant des conflits poussent de nombreuses personnes, y compris les enfants, à explorer de nouvelles sources de revenus qui risquent souvent de les mettre en danger.

Enfants, jeunes, femmes et hommes sont tous fortement touchés par les conséquences des conflits. L'impact sur les enfants reprend l'ensemble des impacts que la crise provoque à tous les niveaux. L'enfant développe des traumatismes et des peurs sur la base de ce qu'il vit. Il absorbe la peur, la violence, l'isolement, la méfiance, l'insécurité, l'instabilité et peut réagir par la violence. En ce qui concerne son développement physique, au vu de la possibilité réduite pour les parents en cette période de crise de générer des revenus, l'enfant se trouve en situation d'accès réduit à l'eau et la nourriture. L'accès à des soins de santé est aussi

fortement compromise et l'accès à l'éducation est l'une des difficultés les plus fréquemment mentionnées. Les difficultés économiques conduisent à des situations de graves violations de droits de l'enfant : travail des enfants, mendicité, prostitution, mariage forcé et précoce, et banditisme. Les garçons et les hommes sont plus souvent victimes d'assassinats que les filles ou femmes, qui sont-elles plus souvent enlevées. De plus, la dislocation des familles se traduit souvent par la séparation des hommes d'une part, et du reste de la famille d'autre part. Les femmes se retrouvent donc souvent seules à la tête de la famille.

La cohésion sociale est mise à mal par tous ces conflits. La méfiance entre communautés, mais aussi entre individus, se répand. Comme l'a dit un participant au focus group d'éleveurs à Ouahigouya, « *avec la crise, non seulement les gens ne savent plus qui est où* , (Car les familles se disloquent lors des déplacements), *mais aussi qui est qui ?* ».

Mécanismes de gestion et prévention des conflits

Des mécanismes de résolution et prévention des conflits existent dans toutes les localités. Ils ne sont pas connus par tous les membres des communautés, mais ceux qui les connaissent les qualifient généralement d'inclusifs et relativement efficaces.

Selon les communes, ils sont principalement composés des leaders communautaires (chefs traditionnels ou religieux), des autorités administratives et locales, et des FDS. À Kantchari par exemple, on cite souvent les FDS, à Dori ce sont les leaders religieux et à Thiou les groupes d'autodéfense. L'inclusivité de ces mécanismes de gestion et de prévention est reconnue par plus de 50% des répondants dans toutes les communes sauf à Diapaga et Ouahigouya. Toutefois les jeunes, et surtout les femmes, ne participent généralement que de façon marginale.

L'efficacité de ces mécanismes réside principalement dans la recherche de compromis, un accord entre les parties tout en excluant une solution imposée de l'extérieur. De plus, selon les localités, certaines structures, telles que les Commissions foncières villageoise et systèmes de parentés à plaisanteries[2], ressortent comme des moyens de prévention et de gestion des conflits.

Même si les mécanismes de prévention et résolution des conflits semblent efficaces pour des conflits de gravité réduite, notamment les conflits individuels, cette efficacité décroit selon la gravité et la complexité du conflit. Résoudre une situation de tension créée par les attaques de GANE semble être, du moins partiellement, en dehors de la portée de ces mécanismes locaux seuls. Cela parce que les facteurs ayant portés à la création des GANE et à leur capacité d'opérer comprennent des dynamiques locales mais aussi nationales, qui requièrent donc une prise en charge et une résolution globale. Cela est, par exemple, le cas dans la construction de la confiance entre institutions et population, les efforts nécessaires afin d'adresser le sentiment de discrimination et stigmatisation vis-à-vis de certaines ethnies, y compris par l'État, rendre la gestion des ressources naturelles (notamment minières et forestières) plus transparentes et favorables à

[2] La parenté à plaisanterie est une pratique sociale typique d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale qui autorise, voire parfois oblige, des membres d'une famille/ ethnie ou région, territoire et province à se moquer ou s'insulter, et ce sans conséquence. Ces échanges verbaux peuvent être considérés comme des moyens de gestion des tensions sociales. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Parent%C3%A9_%C3%A0_plaisanterie consultée le 10.07.2020)

la population, etc.

Vulnérabilités, radicalisation et situation humanitaire

Les attaques des GANE viennent s'ajouter aux conflits que chaque commune connaissait déjà (les conflits dits classiques). Or ces conflits et les tensions en résultant n'étaient pas toujours résolus mais simplement maintenus sous contrôle pour éviter qu'ils implosent. La paix sociale de ces communes est donc mise à rude épreuve par des attaques armées, le contexte de peur et tensions engendrées, ou par les déplacements de populations. Cela aboutit à une détérioration des conditions de vie et de la cohésion sociale. L'ensemble de ces situations alimente, selon les participants à l'étude, la radicalisation des jeunes. L'influence de la crise sécuritaire sur la radicalisation est reconnue par les acteurs consultés surtout à Kaya, Ouahigouya, Seytenga et Diapaga, alors qu'elle est vue comme plus réduite à Thiou et Djibasso. Les aspects de la crise pouvant favoriser la radicalisation sont : le sentiment d'insécurité, le chômage et désœuvrement des personnes, surtout des jeunes, et le manque de repères aux niveaux communautaire et social. Les jeunes désœuvrés est le groupe le plus cité dans toutes les communes, sauf à Thiou, Diapaga et Bourzanga où les jeunes éleveurs les dépassent.

En ce qui concerne la situation des personnes déplacées, elle varie d'une commune à l'autre, mais toutes expriment le souhait prioritaire de rentrer dans leur localité ou commune d'origine. Globalement on peut distinguer deux groupes de situations

- Un premier groupe de communes dans lesquelles la présence de personnes déplacées est importante : Bourzanga, Thiou, Dori, Djibasso, Kantchari, Kaya.
- Un groupe de communes où leur présence est plus faible : Dédougou, Diapaga, Seytenga.

Le niveau d'intégration diffère selon les communes, bien qu'elle soit souvent qualifiée de moyenne et l'aide reçue, que ce soit par l'administration, la population locale ou les ONG, est appréciée mais considérée insuffisante. Il semblerait que moins importante est l'aide reçue, moins important est *aussi* le sentiment d'intégration.

Conclusions et recommandations

Il ressort de ce qui précède que la situation sécuritaire et conflictuelle des localités de l'étude est, bien qu'à des degrés différents, délicate, difficile et complexe. À l'origine de cela est la superposition des conditions socio-économiques préexistantes difficiles, l'existence de conflits anciens non réglés, les tensions amenées par les attaques des GANE, les difficultés économiques et la méfiance que l'ensemble de ces facteurs engendre. Cela crée effectivement un terreau propice à la radicalisation.

Les mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits existent et fonctionnent mais sont partiellement dépassés par cette situation car les dynamiques qui les provoquent ne sont pas toutes de leur ressort. Les enfants subissent de plein fouet toutes les conséquences, ce qui non seulement les met dans des conditions très difficiles, mais hypothèque leur chance d'un avenir paisible et prometteur.

Les femmes sont au premier rang dans la lutte pour la survie quotidienne de la famille. Toutefois, comme cela est déjà bien connu, les femmes et les jeunes se retrouvent relégués au rôle de *cadets sociaux* et n'ont donc qu'un rôle marginal dans les discussion et prise de décisions publiques. Cela limite leur potentiel en

tant qu'acteurs de paix, et, surtout pour les jeunes, constitue au contraire un réservoir de frustrations qui alimentent les tensions existantes au niveau local.

Le nombre de personnes déplacées augmente de jour en jour et ce qui les pousse à fuir ne peut être traité que de façon synergique par une collaboration entre acteurs locaux et nationaux agissant non pas uniquement de façon répressive et militaire, mais aussi dans une démarche d'écoute et de prise en charge des difficultés sociales et économiques.

Extrait des recommandations pour améliorer la sensibilité des interventions aux conflits (*do no harm*)

- Continuer à conduire des travaux d'analyses de conflit, de contexte, ou de besoin, au niveau communal et les réaliser de façon participative en impliquant les catégories les plus marginales comme les femmes, les jeunes, les personnes déplacées, les ethnies non majoritaires, les enfants selon les questions, etc. ;
- En tenant compte que la priorité des personnes déplacées est de retourner chez elles :
    - Privilégier le plaidoyer de l'UNICEF auprès des acteurs compétents, la pacification et sécurisation du territoire afin de créer les conditions de retour
    - Appuyer la prévention des conflits et la résilience des populations est également clé dans la mesure où cela agirait à la base en limitant les risques de déplacements ;
- Préférer, lorsque faisable, la mise en place de systèmes d'activité génératrices de revenus (AGR), ou d'appuis monétaires, plutôt que la distribution de biens ;
- Soumettre à discussion dans la communauté la possibilité de mettre les femmes en avant comme destinataires des soutiens prévus, car elles sont au centre de la gestion familiale ;
- Mettre autant que possible en avant les acteurs locaux dans l'assistance aux personnes déplacées (autorités locales, leaders communautaires, associations, etc.) afin de prévenir d'éventuelles tensions entre résidents et personnes déplacés ;
- Continuer à assurer un appui économique aux personnes déplacés, qui représente aussi une stratégie de prévention des conflits et de renforcement de la cohésion sociale.
- Soumettre à discussion avec les communautés hôtes la pertinence et les modalités possibles d'inclure les franges vulnérables des communautés hôtes dans l'appui, ou du moins les faire bénéficier de projets collectifs, par exemple les Espaces Amis des Enfants ;
- Maintenir en priorité le focus de l'UNICEF sur l'appui en éducation et en assistance psychosociale aux personnes déplacés et vulnérables, notamment les enfants et les adolescents ;
- Réfléchir entre acteurs humanitaires, l'État et les collectivités locales pour mieux se coordonner afin d'éviter de multiplier les collectes de données dans une même zone. Un début pourrait être de s'assurer que les autorités communales et régionales disposent de l'ensemble des données qui sont récoltées dans leur territoire et les partagent avec les intervenants ;
- Organiser des séances d'échange et discussion de cette recherche avec les communautés dans les localités ciblées ;
- Identifier les points d'eau et les considérer comme points stratégiques et sensibles, appuyer le développement de dynamiques positives pour leur entretien et leur sécurisation, promouvoir des dialogues sur des interventions, et aider la communauté à faire ressortir les bonnes pratiques.

Extrait des recommandations pour renforcer la cohésion sociale et la paix (*do more good*)

- Travailler sur la déconstruction des rumeurs et préjugés sur des ethnies, y compris l'ethnie peul, en impliquant l'ensemble des acteurs de changement au sein de la communauté, et notamment les leaders communautaires, les jeunes et les femmes, et s'assurer que ces derniers impliquent la communauté ;
- Appuyer le renforcement de capacités des acteurs clés des localités (autorités locales administratives et politiques, leaders locaux (chefs coutumiers et religieux, chefs de clan ou de famille) personnes ressources (enseignants, infirmiers), forces de l'ordre, leaders de la société civile (associations de femmes, de jeunes, d'agriculteurs et d'éleveurs, médias) sur l'identification et la déconstruction des rumeurs et des fausses informations circulant, notamment en période de tension et conflit ;
- Analyser les risques de protection de l'enfance vis-à-vis de la présence des groupes armés et des d'autodéfense dans les zones de conflits, y compris en matière de violations graves des droits de l'enfant (recrutement forcé) ;
- Si elle n'existe pas déjà, prévoir une recherche spécifique sur le rôle des enfants en tant qu'acteurs de paix et en tant qu'acteurs de conflit (comme par exemple leur participation dans des GANE) ;
- Renforcer les mécanismes de prévention et résolution des conflits/réconciliation, y compris dans leur rôle d'information et sensibilisation ainsi que d'écoute, mobilisation et engagement des communautés, les faire connaître, les appuyer pour améliorer leur fonctionnement et accroître davantage leur inclusivité et légitimité ;
- Engager l'administration locale et leur communauté (à l'aide de ce rapport et des données collectées) dans un processus de consultation ouvert et participatif afin d'identifier/valider les thèmes phares à traiter pour réduire les risques de radicalisation et réduire les tensions interethniques ;
- Dans les communes où les tensions et violences ne sont pas trop élevées, et en stricte collaboration avec les autorités locales, organiser des consultations afin d'identifier les mesures les plus pertinentes à soutenir conjointement avec l'administration afin de résoudre, mais surtout prévenir les conflits agriculteurs-éleveurs ;
- Réfléchir avec les communautés concernées aux meilleures stratégies de renforcement de la confiance entre individus, au sein et entre les familles, entre générations, entre les communautés, et entre population et institutions ;
- Appuyer les groupes et dynamiques de femmes et jeunes leaders et renforcer leur capacité d'analyse, de réflexion, d'action et de mobilisation, afin d'améliorer leur position, rôle, et participation dans une société qui tend à les maintenir marginalisés ;
- Travailler à établir un dialogue local intergénérationnel afin d'identifier avec précisions les frustrations de jeunes et les pistes pouvant y remédier ;
- Réaliser une recherche-action participative sur la pauvreté des jeunes, leur exclusion des sphères de décisions, le modèle de société de consommation qui leur est offert, et l'influence de cette situation contradictoire en tant que facteur dans la radicalisation ;
- Appuyer le potentiel d'action positive des jeunes en tant qu'acteurs de paix. Des actions pacifiques, comme la sécurisation de points d'eau, pourraient être envisagées, en prenant les précautions nécessaires afin d'éviter que des acteurs de sécurisation ne se transforment progressivement en des groupes d'autodéfense ou autres milices communautaires.
- Des programmes de désarmement, démobilisation, retour et réintégration (DDRR) pourraient être envisagés en ciblant les jeunes (et les enfants lorsque applicable). Le contenu devrait être proposé par

les jeunes eux-mêmes, et l'accent mis sur les aspects de réintégration socio-économique pour tous les jeunes affectés par le conflit, pas seulement ceux qui ont été dans les groupes armés.

Contexte de la recherche

4.1. Introduction et objectifs de la recherche

Ce rapport présente les résultats de la recherche « Analyse des risques liées à la crise sécuritaire et des facteurs de cohésion sociale au Burkina Faso » commanditée par l'UNICEF et réalisée par *Search for Common Ground*. Cette recherche propose une analyse des conflits sensible aux dynamiques de genre et en incluant les aspects liés à l'âge. Son objectif est de permettre à l'UNICEF d'améliorer la conception et la planification des composantes de programmes, tout en prenant en considération les risques dans le contexte du Burkina Faso. Il vise à alimenter la réflexion menée par l'UNICEF et les principaux partenaires et parties prenantes dans le cadre du processus de revue de mi-parcours (RMP) du CPD 2018-2020[3].

Les objectifs spécifiques visés sont :

- Décrire les causes et facteurs des conflits qui ont une influence sur la gravité, les durées probables et les impacts potentiels au Burkina Faso ;
- Faire une analyse détaillée de la dynamique des conflits dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Est ;
- Faire une cartographie des acteurs impliqués, et leurs relations, positions, intérêts et besoins dans les conflits ;
- Identifier et décrire les causes profondes et immédiates, ainsi que les facteurs déclencheurs des conflits ;
- Identifier les conséquences, les manifestations et l'impact des conflits sur la vie des communautés, les droits des enfants et les femmes, en particulier les plus vulnérables ;
- Décrire l'impact des conflits sur les droits des enfants aux niveaux individuel, familial, communautaire et institutionnel ;
- Présenter les implications et les recommandations pour la revue à mi-parcours du CPD, notamment ce qui ne peut être mis en œuvre dans les zones affectées par le conflit actuel et la possibilité d'extension sur d'autres zones, et les stratégies de prévention de conflits.

4.2. Contexte

Le contexte du Burkina Faso est connu par la plupart des acteurs principaux destinataires de cette étude. C'est pourquoi il est proposé un rappel des généralités nationales, politico-sécuritaires et humanitaires pour se concentrer ensuite sur les régions et localités d'étude.

4.2.1. Contexte politico-sécuritaire national[4]

Le Burkina Faso, à l'instar de certains pays de la bande sahélo-saharienne, présente un environnement sécuritaire précaire, soumis à des périls divers et ce depuis 2016 avec l'arrivée des GANE venus du Mali.

[3] UNICEF 2018-2020 Country program development https://www.unicef.org/about/execboard/files/2017-PL26-Burkina_Faso-CPD-ODS-EN.pdf

[4] Burkina Faso. Sortir de la spirale des violences, International Crisis Group, 2020 https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences
Burkina Faso : un terreau pour la propagation du conflit malien ? Centre Franco Paix en résolution des conflits et missions de paix, 2019 https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/07/2019_07_N-Hubert_Burkina-Faso.pdf

Au plan national, les tensions politiques au sommet de l'État sont arrivées à leur comble lors des événements des 30 et 31 octobre 2014 qui ont entrainé la chute du régime du Président Blaise Compaoré, le contraignant à l'exil en Côte d'Ivoire. C'est à la suite de sa chute qu'ont commencé les incursions des groupes armés sur le territoire burkinabè. Depuis lors, une méfiance s'est installée entre partisans de l'ancien régime et les dignitaires du pouvoir actuel : les derniers accusant de manière récurrentes les tenants de l'ancien régime d'être à la base des attaques terroristes à des fins de vengeance politique, alors que les premiers déclarent leur innocence dans le cadre de cette crise sécuritaire.

Les GANE ont déclenché des spirales de violence sans précédent dans une partie du pays à commencer par la capitale Ouagadougou qui a connu 3 attentats meurtriers en l'espace de trois années (janvier 2016, août 2017, mars 2018)[5]. Le projet de données sur la localisation des conflits armés et des événements permet de suivre les attaques, incidents et autres évènements enregistrés et démontre une augmentation aussi bien du nombre de combats que des attaques contre les civils pendant les trois derniers quadrimestres de 2019 et le premier de 2020[6]. L'année 2020 a commencé violemment avec trois attaques ayant provoqué au moins 90 morts et qui font craindre pour l'évolution de la situation.[7] Les second quadrimestre de 2020 semble toutefois moins meurtrier. De plus, les crimes violents et les attaques à petite échelle sont en augmentation dans les zones auparavant calmes de l'ouest et du sud du Burkina Faso, notamment à travers des attaques signalées en fin 2019 dans la zone transfrontalière Burkina-Côte d'Ivoire, principalement dans la région des Cascades.[8]

Ces groupes extrémistes utilisent souvent le Mali comme base arrière, mais s'appuient en grande partie sur des citoyens du Burkina Faso recrutés sur la base de facteurs proprement locaux – qu'ils soient sociaux, religieux, économiques ou politiques.

Trois groupes djihadistes opèrent depuis 2015-2016 sur le territoire burkinabè : le groupe local Ansarul Islam, et deux groupes apparus au Mali, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) [9]et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).[10] Autour d'eux gravitent des petits groupes plus ou moins structurés qui ne constituent pas un front uni mais forment une alliance de circonstance. Dans le nord du Burkina, le GSIM agit avec un mode opératoire bien défini : enlèvements, attaques contre les symboles de l'État et pose d'engins explosif improvisé (EEI). À l'est opère l'EIGS qui mène des attaques complexes et très violentes. L'EIGS est bien implanté dans le septentrion de la région de l'Est, à cheval entre le Niger et

[5] 15 janvier 2016 avec l'attaque de l'Hôtel Splendide et du Café Cappuccino (une trentaine de morts) ; 13 août 2017 avec l'attaque du Café Aziz Istanbul (18 morts selon la présidence) et le 2 mars 2018 avec les attaques de l'ambassade de France et de l'état-major des armées (8 ou 9 morts selon les sources)

[6] https://acleddata.com/dashboard/#/dashboard

[7] Nouveaux massacres commis par des groupes armés islamistes https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/23/burkina-faso-nouveaux-massacres-commis-par-des-groupes-armes-islamistes

[8] https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-alerts-and-april-trends-2020#burkina-faso ;

[9] « *En mars 2019, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), dirigé par Adnane Abou Walid al-Sahraoui, est intégré à l'État islamique en Afrique de l'Ouest À partir de cette date, les attaques de l'État islamique dans le Grand Sahara sont désormais revendiquées sous le label de l'État islamique en Afrique de l'Ouest. Les deux branches demeurent séparées territorialement, mais des djihadistes nigérians auraient été envoyés dans la zone d'action de l'ex-EIGS*[34] » :
https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat_islamique_en_Afrique_de_l%27Ouest consultée le 10.07.2020

[10] Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, International Crisis Group, 2020
https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences

le Burkina, et contrôle la presque totalité des sites d'or et des forêts classées de la zone.

La territorialisation des groupes se focalise en zone rurale, où l'absence de l'État est évidente. Ainsi, les populations délaissées par le pouvoir central se sont retrouvées face à des groupes armés comme une nouvelle forme d'autorité avec un style de gouvernance à distance. L'État est de plus en plus perçu comme une entité qui réduit les opportunités des populations rurales au profit des populations urbaines par la vente des terres et des réserves, l'industrialisation du secteur minier aux dépens de l'exploitation artisanale, etc. Par ailleurs, entre 75% et 80% des attaques ont pour cible des symboles de l'État, les forces de défenses et de sécurité, et les autorités coutumières[11]. Il semble toutefois que les attaques contre les civils aient augmenté depuis 2019. Enfin, l'État est perçu par une partie de la population comme instrumentalisé par les puissances occidentales, surtout dans la région de l'Est où se pose avec acuité la problématique de l'occupation de la plupart des aires protégées par des concessionnaires de chasse, dont des étrangers qui louent les services de mercenaires étrangers pour traquer les populations et les braconniers sur ces sites.

Enfin, dans les régions Est, Centre, Plateau-Central et Centre-Nord, des groupes d'autodéfense montrent une influence grandissante. Cette situation a notamment permis la montée en puissance des groupes Koglwéogo, et Dozo dans une moindre mesure, en vue de remplacer l'État dans son rôle régalien d'assurer la sécurité des populations. Il leur est notamment reproché de manière récurrente d'être à l'origine de graves dérapages à travers de nombreuses exactions contre des populations civiles souvent innocentes, favorisant de surcroît des tensions intercommunautaires aux conséquences dramatiques.

4.2.2. Contexte humanitaire[12]

Sur le plan humanitaire, l'escalade de la violence armée cause une situation d'urgence humanitaire sans précédent au Sahel. La situation humanitaire a connu une forte dégradation depuis le début de l'année. À la date du 25 mars 2020, 838,548 personnes avaient été contraintes de fuir leur domicile, soit une augmentation de 7,5% par rapport à la situation du 29 février 2020. Parmi ces personnes déplacées internes, 23% sont des femmes et 61% des enfants de moins de 18 ans.

Ces populations vivent souvent dans des conditions insoutenables soit dans des abris de fortune ou dans des familles qui peinent déjà à assurer leur pitance quotidienne. Toujours au 25 mars 2020, plus de 56% des personnes déplacées sont sans abri ou n'ont pas un abri adéquat. Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire est passé de 1,5 million en décembre 2019 à 2,2 millions en janvier 2020.

Selon l'Aperçu des besoins humanitaires[13], 948,000 personnes ont besoin de protection, 1,6 millions sont en insécurité alimentaire et 1,5 million de personnes dépendent de l'aide humanitaire en matière de santé à cause de 135 centres de santé fermés et 140 fonctionnant à minima[14]. Avant la fermeture des écoles le 16

[11] Search for Common Ground, Rapport de Démarrage, Analyse des risques liées à la crise sécuritaire et des facteurs de cohésions sociales au Burkina Faso, LRPS 915299/2019.

[12] OCHA Burkina Faso, Aperçu de la situation humanitaire au 15 avril 2020 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20200415_apercu_de_la_situation_humanitaire_bfa_fr.pdf

[13] OCHA Burkina Faso, Aperçu de la situation humanitaire au 15 avril 2020 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20200415_apercu_de_la_situation_humanitaire_bfa_fr.pdf

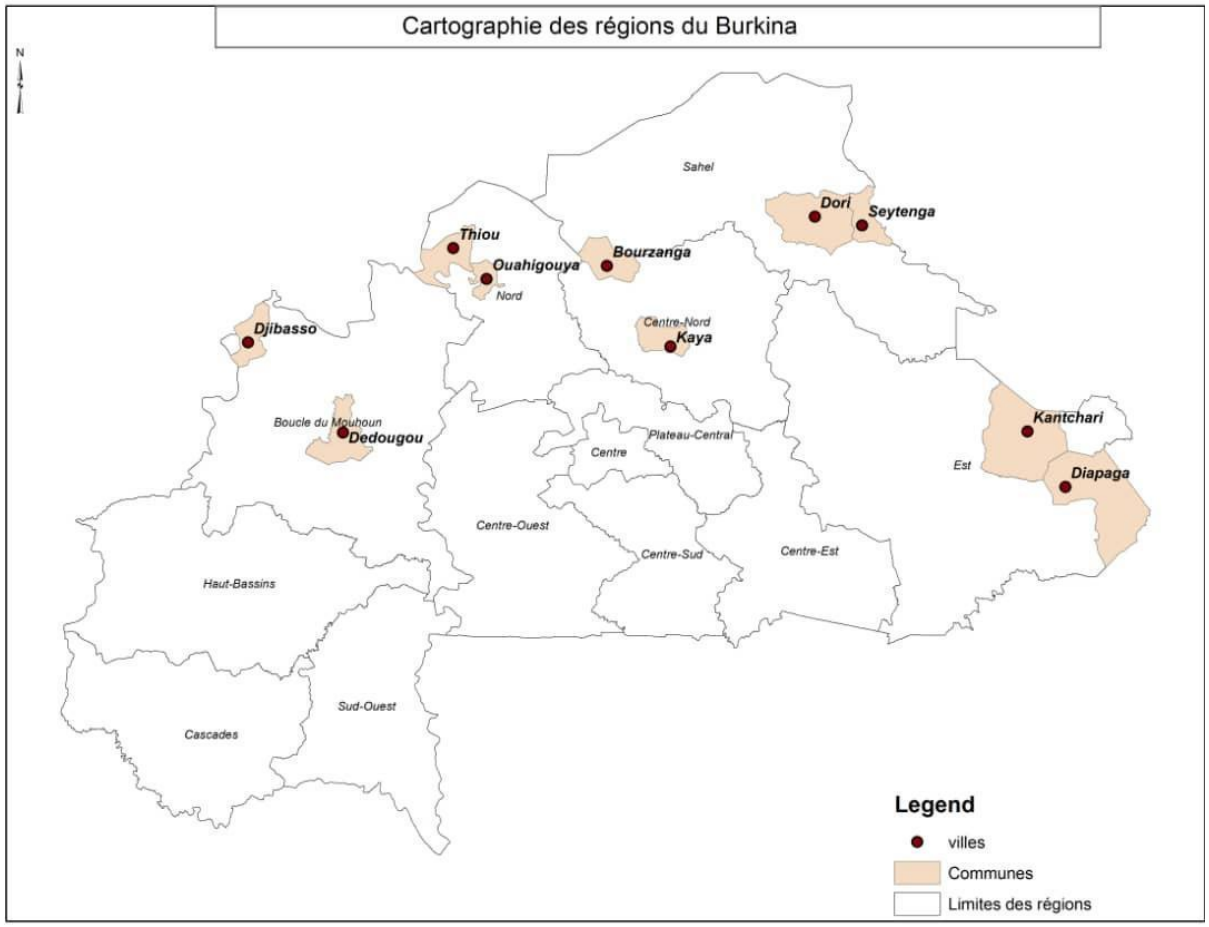
[14] Centres de santé fermés, 2 mars 2020 https://drive.google.com/file/d/1dkg6-jCq8dv_CauUru2U-froVgs0eDdo/view

mars pour contenir le coronavirus (COVID-19)[15], 339,909 élèves étaient déjà privés d'accès à l'éducation, du fait de la fermeture de 2,512 écoles en raison de l'insécurité[16].

4.2.3. Contexte des régions et localités d'étude

L'étude s'est concentrée dans les dix communes indiquées dans la carte ci-dessous.

Carte 1 : Localités et régions étudiées lors de la collecte des données



Une courte présentation par région d'étude et par commune objets de la collecte des données est proposée ici afin de faciliter la compréhension du contexte dans lequel évoluent les populations et se déroulent les conflits.

***La région de la Boucle du Mouhoun** est affectée par l'insécurité dans 2 de ses 5 provinces, Kossi et Sourou. C'est une région typiquement agricole aussi appelée « le grenier du Burkina ».*

[15] Communiqué du gouvernement https://drive.google.com/file/d/1QhZI3TjsPMyUxnFky_xXu7Uad4J0KiH_/view
[16] Écoles fermées, 10 mars 2020 https://drive.google.com/open?id=1AeW_pYMpKFOt87R0hVFGV3tYLICMIuDe

Dédougou. Chef-lieu de la région avec une population estimée à 87,841 habitants (source mairie) avec environ 404 personnes déplacées[17]. La ville n'a pas connu d'attaques particulières liées à l'action des GANE, mais constitue un centre de refuge pour les personnes déplacées victimes du terrorisme des provinces de Kossi et du Sourou. C'est une ville cosmopolite dont la population est composée essentiellement des ethnies Bwaba (les autochtones), Marka, Mossi et Peuls. Les trois premiers groupes se retrouvent majoritairement dans l'agriculture et le commerce tandis que les Peuls sont majoritairement éleveurs. Le commerce y est également développé, principalement avec les échanges avec Bobo-Dioulasso, la capitale économique située à environ 175 km de Dédougou.

Djibasso. Commune rurale de la province de Kossi, surpeuplée, avec une population estimée à 100,000 (source mairie) et environ 1415 personnes déplacées[18]. C'est une ville carrefour située à moins de 30 km de la frontière du Mali, qui la rend du même coup très fragile et vulnérable aux actions des GANE venant du Mali. Elle a été secouée par de nombreuses attaques ayant occasionné des pertes en vies humaines et de nombreuses personnes déplacées. La ville est peuplée surtout de Bwabas, Markas, Dogons et Peuls. On y trouve de nombreux chasseurs dogons convertis en groupes d'autodéfense à la faveur de la crise sécuritaire et ayant beaucoup d'affinité avec les dogons du Mali, d'où les nombreuses tensions interethniques entre Peuls et Dogon dans cette partie du Burkina Faso.

***La région du Nord** est une zone très vulnérable du fait de sa proximité avec le Mali voisin. Elle a connu de nombreuses attaques et de nombreuses exactions contre la communauté peule, dénoncées à de maintes reprises par les ONG de défense de droits humains en 2019[19], notamment dans les localités de Kain, Kain-Ouro (province du Yatenga) et Banh (province du Loroum).*

Ouahigouya. Capitale de la région du Nord, avec une population de plus de 100,000 habitants, n'a pas connu d'attaques de groupes armés, mais tous les villages environnants ont été touchés. 11786 personnes déplacées y sont enregistrées à la date d'écriture du présent rapport[20]. L'attaque du 8 mars 2020 des localités de Bargas-Peuls et de Nguillis ont fait 44 morts[21]. Les groupes d'autodéfense Koglwéogo, tous d'ethnie Mossi et Fulsé, sont particulièrement actifs dans la zone et sont chaque fois aux prises avec les communautés peules soupçonnées de complicité avec les GANE. Les populations sont en majorité Mossi et Peul. C'est un grand carrefour commercial avec de nombreux échanges commerciaux avec le Mali et Bobo-Dioulasso.

Thiou. Commune rurale située à 30 km du chef-lieu Ouahigouya. Sa population est estimée à 48,296

[17] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

[18] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

[19] https://www.france24.com/fr/20200420-au-burkina-faso-des-dizaines-de-civils-tu%C3%A9s-par-les-forces-de-s%C3%A9curit%C3%A9;https://www.jeuneafrique.com/730284/politique/burkina-faso-des-ong-alertent-les-autorites-sur-des-massacres-ethniques-visant-les-peuls/;https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/07/2019_07_N-Hubert_Burkina-Faso.pdf

[20] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

[21] https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Burkina-Faso-attaques-meurtrieres-villages-peuls-2020-03-09-1201082982; https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/burkina-faso-witness-testimony-confirms-armed-group/

habitants et le nombre de personnes déplacés à 3,374.[22] Cette commune a été éprouvée par les attaques des groupes armés, mais également par des violences des FDS. Il faut signaler que Thiou est un émirat peul avec un chef de canton peul. La commune est située à moins de 40 km de Koro, le premier cercle malien frontalier avec le Burkina Faso, zone extrêmement instable avec des attaques récurrentes des GANE, mais surtout des conflits meurtriers très fréquents entre Peuls et Dogons[23]. La situation sécuritaire très volatile au Mali voisin déteint sur la sécurité de Thiou. La ville est peuplée de Peuls (majoritaires), de Mossis et de Dogons. À la faveur de la création récente de la zone pastorale de Thiou, on a assisté à une augmentation de conflits agriculteurs-éleveurs autour de cette zone.

***La région du Sahel** est le premier foyer des violences liées à l'action des GANE. Les GANE ont fait leur apparition au Burkina Faso à travers le prédicateur Ibrahim Malam Dicko, originaire de la province du Soum Djibo, dans la région du Sahel. Ce dernier, au contact avec Amadou Kouffa, le chef de la Katiba du Macina au Mali en 2015, s'est radicalisé et a commencé à perpétrer les premières attaques au Burkina faso. Les conflits liés aux attaques des GANE ont par la suite connu des dérapages ethniques à la suite des événements de Yirgou [24](zone frontalière du Soum) de janvier 2019 où on a assisté à des massacres communautaires, sur fond de vengeance.*

Dori. Capitale de la région du Sahel et de la province du Séno, Dori a une population estimée à 20,000 habitants (RGHP 2006[25]). La ville de Dori n'a pas connu d'attaques d'origine terroriste. Cependant, la plupart des localités voisines, même situées à une dizaine de km, ont connu des attaques violentes. Elle accueille à ce jour de nombreuses personnes déplacées venues de Bani, de Lamdamol, de Arbinda, etc, pour un total de 34218 selon les chiffres disponibles à la date d'écriture du rapport.[26] Cependant, la ville n'étant pas habilitée à accueillir des personnes déplacées internes, les autorités se refusent catégoriquement à communiquer sur leur nombre. La ville est peuplée de Peuls, de Rimaibés, de Bellas, de Sonrais et de Fulsés. Les populations sont en majorité des éleveurs. Une des caractéristiques de cette localité, à l'instar de la plupart des zones sahéliennes, est le clivage Peuls-Rimaibé.

Seytenga. Commune rurale de la province du Séno, située à 45 km de Dori et à une dizaine de km de la frontière du Niger. Sa population est estimée à environ 11,000 habitants (source mairie). La ville n'a que très peu de personnes déplacées (54)[27]. Fait curieux, malgré la proximité avec le Niger et de la zone dite des 3 frontières (Burkina, Mali, Niger), cette commune rurale n'a jamais connu d'attaques violentes. La population est composée en majorité de Peuls et de Sonrais qui ont une cohabitation relativement

[22] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

[23] Entretiens et groupes de discussion

[24] https://www.sig.bf/2019/01/evenements-de-yirgou-foulbe-le-gouvernement-condamne-avec-fermete-les-violences-et-appelle-les-populations-au-calme-et-a-la-retenue/; https://lefaso.net/spip.php?article87554; https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere_5418966_3212.html

[25] Recensement général de la population et de l'habitation au Burkina Faso (RGPH) 2006 https://tinyurl.com/ybkowta2

[26] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

[27] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

harmonieuse. Les habitants sont en majorité des éleveurs avec des échanges commerciaux intenses avec le Niger voisin. On signale rarement des conflits intercommunautaires. Les écoles de la ville sont envahies par des enfants venus des localités voisines peu sécurisées, notamment de la province du Yagha.

La région de l'Est *est une des régions les plus touchées par les attaques des GANE appartenant à l'État islamique du Grand Sahara. Après avoir subi certains revers dans la zone des trois frontières, ils se sont déplacés dans la région de l'Est depuis 2018 où ils se sont sanctuarisés. La caractéristique principale de cette région est la richesse de son massif forestier et de sa faune. Elle compte à elle seule 50% des réserves forestières du Burkina Faso. Malheureusement cette richesse est un facteur de vulnérabilité de la population eu égard à son exploitation peu participative. Toutes les aires protégées ont été privatisées et cédées à des concessionnaires de chasse au détriment de la population, complètement écartée de leur gestion. Cette situation de frustration des populations a été exploitée par les groupes armés qui dès leur arrivée, ont libéré toutes les forêts en tuant massivement les agents de eaux et forêts qui s'y trouvaient, et faisant de ces forêts leur sanctuaire. Ils ont obtenu l'adhésion de la population, dont de nombreux jeunes qui n'ont pas hésité à les rejoindre.*

Cette zone contient de nombreux sites miniers qui étaient jadis soumis à l'orpaillage traditionnel. L'État a décidé en 2017 de procéder à une industrialisation de l'exploitation des sites aurifères, ce qui n'a pas été apprécié par les populations locales. Cette situation a été exploitée par les GANE qui, à leur arrivée, ont libéré les sites miniers. Ceci a été apprécié par les populations et favorisé leur adhésion aux idéaux prônés par les GANE. C'est la deuxième source de radicalisation des jeunes.

Mais, un troisième fait est que la région de l'Est est la plus grande zone de transhumance au Burkina Faso. La plupart des transhumants, du fait de l'occupation des aires protégés, sont obligés d'effectuer la transhumance sur le Togo, le Bénin ou même le Ghana. À la faveur de la libération des forêts par les GANE, nombre d'entre eux y ont trouvé leur compte, n'étant plus obligés de faire ces longs périples.

Enfin, les communautés d'éleveurs sont particulièrement brimées dans cette partie du pays avec l'occupation fréquente des espaces et les parcours pastoraux (zones pastorales, pistes à bétail, couloirs de passage, etc.) par des agriculteurs.

Diapaga. Chef-lieu de la province de la Tapoa, une des 5 provinces de la région de l'Est. Elle est située au carrefour entre la frontière du Bénin et du Niger, mais aussi à la lisière du Parc du W (patrimoine commun du Burkina, Bénin et Niger), donc une ville de grand commerce avec des marchés de renom et de trafic de tout genre, donc une ville très vulnérable. La population est estimée à 8,400 personnes (RGHP 2006[28]), en majorité Gourmantchés et Peuls, les uns agriculteurs, les autres éleveurs. Mais on y trouve aussi des populations Djerma et Haoussa venus du Niger et du Bénin. La ville de Diapaga n'a pas connu de violences significatives liées à l'action des groupes armés, mais tous les villages voisins ont été durement affectés.

Kantchari. *S*itué à 50 km de Diapaga, son chef- lieu. Elle une population de personne déplacées dont le nombre est estimé à 279.[29] La ville est située à une vingtaine de kilomètres de la frontière nigérienne. Elle

[28] Recensement général de la population et de l'habitation au Burkina Faso (RGPH) 2006 https://tinyurl.com/ybkowta2

[29] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

est également un carrefour commercial et une zone de trafic intense. Elle a connu quelques attaques de groupes armés se réclamant de l'État islamique du Grand Sahara (EIGS). Elle est particulièrement vulnérable du fait non seulement de sa proximité avec le Niger, mais aussi qu'elle est située sur des couloirs des nombreux transhumants du Niger en partance pour le Bénin et le Togo. Les populations sont en majorité Gourmantchés et Peuls, les uns agriculteurs et les autres éleveurs.

La région du Centre- Nord *est une des régions les plus sensibles à la crise du pays avec son lot quotidien de morts et de personnes déplacées. Elle abrite le plus grand nombre de personnes déplacées dans le pays.*[30] *La particularité de cette région est que la crise sécuritaire a un visage communautaire.*

En effet, l'exacerbation de la crise dans cette région est partie des événements de Yirgou en janvier 2019 avec le massacre de plus de 210 personnes de la communauté peule par les groupes d'autodéfense Koglwéogo composée majoritairement de Mossis. Ces massacres font suite à l'assassinat du chef de village de Yirgou et des membres de sa famille. Les Peuls ont été immédiatement indexés comme complices de cet assassinat. Depuis, la situation sécuritaire est devenue très volatile avec des scènes de vengeance à répétition.

Kaya. Chef-lieu de la région avec une population estimée à 85,000 habitants (source mairie), avec un record de personnes déplacés internes, 80 703[31]. La ville traverse une situation humanitaire des plus préoccupantes quoique relativement bien sécurisée, notamment avec la présence de la première région militaire du pays. À ce titre, elle n'a jamais connu des violences mais reste la destination privilégiée de nombreuses personnes déplacées internes. Les habitants sont composés essentiellement de Mossis et de Peuls.

Bourzanga. Épicentre d'un terrorisme à visage communautaire, à l'instar de plusieurs localités du Centre-Nord. Sa population est estimée à 10,000 habitants (source mairie) et environ 31 723 personnes déplacées internes[32]. La ville connaît des attaques régulières, en moyenne une fois toutes les deux semaines. Ces attaques sont aggravées par l'action des groupes d'autodéfense Koglwéogo, très actifs dans cette zone et souvent accusés de violations massives des droits humains. Les habitants sont majoritairement Mossis, Fulsés et Peuls.

Le tableau ci-dessous donne les chiffres officiels du CONASUR sur le nombre de personnes déplacées présentes par commune.

[30] https://www.acted.org/fr/pays/burkina-faso-3/

[31] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

[32] https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso consulté le 10.07.2020

Tableau 1 : Répartition par communes des personnes déplacées internes enregistrées au Burkina Faso au 22 avril 2020 selon les données du CONASUR[33]

Région	Commune	PDI	Femmes	Enfants
Boucle du Mouhoun	Djibasso	1,415	311	816
	Dédougou	404	93	238
Nord	Ouahigouya	11,786	3,024	6,800
	Thiou	3,374	730	2,016
Sahel	Dori	34,218	8331	19,225
	Seytenga	54	7	36
Est	Kantchari	279	57	161
	Diapaga	-	-	-
Centre-Nord	Kaya	80,703	17,934	51,274
	Bourzanga	31,723	7,297	19,522

[33] Document disponible uniquement en version papier, produit par le CONASUR (Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation)

5. Méthodologie

5.1. Collection et analyse des données

Le processus d'analyse de conflit de *Search for Common Ground* met l'accent sur l'inclusion des parties prenantes locales, permettant aux personnes les plus proches du conflit de participer à la définition de la méthode de recherche, à la collecte de données et à l'analyse. Ce faisant, *Search* a travaillé au développement d'une méthodologie visant à faire un diagnostic chiffré et analytique des objectifs de cette étude. La méthodologie choisie repose sur la combinaison de collecte de données quantitatives et de données qualitatives.

Volet qualitatif

Le volet qualitatif de l'étude a permis de recueillir, entre autres, les points de vue et les recommandations des personnes cibles sur les différentes questions de l'étude. Cette approche à consister à la revue documentaire, l'organisation des groupes de discussion et des entretiens individualisés/Key Informant Interviews (KII).

- ***Revue documentaire***

L'étude a démarré avec la revue documentaire. Celle-ci a consisté à collecter et à exploiter toute la documentation disponible sur les thèmes de l'étude, à savoir : des études déjà disponibles, des revues et articles de presses, etc.

Cette revue documentaire a permis de disposer d'informations utiles qui ont mises à profit pour mieux affiner les outils de collecte et de mieux cibler les sites de déploiement du personnel d'enquêtes sur le terrain.

- ***L'entretien individuel (KII)***

Les entretiens individuels ont été réalisés auprès des autorités locales et administratives, des forces de défenses et de sécurité, les représentants des organisations de la société civile (OSC), les chefs coutumiers et religieux, les acteurs humanitaires, etc. Ils consistent en des échanges entre un enquêteur et une personne à enquêter, les questions à poser étant consignées dans un guide d'entretien individuel semi-structuré préalablement élaboré.

- ***Les groupes de discussion***

Le groupe de discussion (ou *focus group*) est une forme de recherche qualitative/étude qualitative qui prend forme au sein d'un groupe spécifique culturel, sociétal ou idéologique, afin de déterminer la réponse de ce groupe et l'attitude qu'il adopte au regard d'un contexte, une situation ou d'un concept. Le résultat de cette forme de recherche reflète l'interaction entre les attitudes des participants et le processus social au sein du groupe. Cette méthode a permis de comprendre les tendances des idées, perceptions et appréhension des populations sur l'extrémisme violent dans leurs milieux de vie.

Volet quantitatif

Quant au volet quantitatif, il vise à collecter les données nécessaires à l'évaluation quantitative des indicateurs des questions de l'étude. Il a consisté en une enquête de type sondage auprès des populations dans zones cibles du projet. Il est important de préciser qu'un sondage est une méthode statistique visant à évaluer les proportions de différentes caractéristiques d'une population à partir de l'étude d'une partie seulement de cette population, appelée échantillon. Les proportions sont déterminées avec des marges d'erreur dans lesquelles se situent les proportions recherchées avec telle ou telle probabilité.

Échantillonnage

Un échantillonnage probabiliste a été utilisé pour cette étude. Le sondage a été fait selon la méthode des itinéraires dans les ménages et les lieux publics. Cela a conduit les enquêteurs à suivre un chemin bien déterminé à partir de la première collecte. Les individus ont été enquêtés de manière aléatoire au niveau des commune en respectant les critères établis (genre, résident de la localité, individu de plus de 18 ans). L'échantillonnage a été fait suivant les facteurs marge d'erreur et le niveau de confiance. Note marge d'erreur est de 5% et le niveau estimé est de 95%. Il faut dire que l'avantage de cette méthode est sa bonne dispersion géographique qui aura pour effet d'améliorer la précision de son échantillon.

5.2 Zones étudiées et type de données collectées

Cette étude a été réalisé dans les communes de cinq régions du Burkina Faso. Le choix de ces régions est fait en commun accord avec UNICEF suivant le contexte sécuritaire et humanitaire dans ces régions. La collecte de données est faite de façon à obtenir des données pour les zones urbaines et rurales de ces régions. La mission de collecte de données s'est déroulée sur terrain du 6 au 14 mars 2020 dans les dix communes des cinq régions ciblées (Voir Carte 1).

Au total, 79 entretiens individuels ont été menés, avec la répartition indiquée dans le tableau 2, par commune et par catégorie d'acteur. En plus de ces entretiens au niveau local, 3 entretiens ont été menés avec des agents d'organisations humanitaires basés à Dori, mais ayant une vision globale de la situation. Ils sont déjà inclus dans les 79 entretiens recensés dans le tableau.

Tableau 2 : Entretiens réalisés par catégorie d'acteur

Catégorie d'acteur	Nombre d'entretiens réalisés
Autorités administratives locales	11
Autorités coutumières	10
Leader des agriculteurs	7
Leader des éleveurs	7
Leader des femmes	6
Leader des jeunes	12
Leader des OSC	6

FDS & GAD[34]	6
Leaders & intellectuels	6
Média	5
Total	79

Le détail des entretiens par localité est présenté dans un document en annexe.

Les groupes de discussion ont permis de rencontrer 329 personnes (159 femmes et 170 hommes) répartis dans 42 focus groups (18 avec des femmes et 24 avec des hommes), dont les détails sont présentés dans le tableau 3.

La taille des groupes de discussion variait de 5 à 9 participants, sauf une exception avec les femmes résidentes de Dédougou où elles étaient 26.

Tableau 3 : Groupes de discussion conduits par catégorie d'acteur

	Nombre de groupes de discussion réalisés avec des hommes/femmes	Total personnes dans les groupes de discussion
Agriculteurs	2 avec des hommes	8 hommes
Éleveurs	3 avec des hommes	22 hommes
Femmes résidentes	6 avec des femmes	62 femmes
Jeunes résidents	10 avec des garçons ; 4 avec des jeunes filles	69 garçons ; 30 filles
Hommes/Femmes déplacées	5 avec des hommes ; 7 avec des femmes	37 hommes ; 53 femmes
Jeunes Hommes déplacés	4 avec des garçons ; 1 avec des jeunes filles	28 garçons ; 6 filles
Total par sexe	42 groupes de discussion en tout dont 24 avec des hommes/garçons et 18 avec des femmes/filles	329 personnes consultées dont 170 hommes/garçons et 159 femmes/filles

5.3. Profils des enquêtés par sondage

Cette partie présente les caractéristiques principales du profil des 1,613 participants au sondage. Cependant, pour 39 d'entre eux, toutes les réponses apparaissent vides, soit 2,4% du total, et ne peuvent donc pas être considérées.

[34] GAD : Groupe d'autodéfense

Il était initialement prévu d'enquêter un même nombre de personnes par région. Il apparaît toutefois que la Boucle de Mouhoun est sous représentée, cela pour des difficultés sécuritaires intervenues lors de la collecte des données.

Les interviewés par sondage sont ainsi répartis

- Boucle de Mohoun : 16% - Dédougou 6,4% et Djibasso 9,1%
- Sahel : 20% - Dori 10,1% et Seytenga 9,2%
- Centre Nord : 21% - Kaya 12,2% et Bourzanga 8,6%
- Est : 21% - Diapaga 10,4% et Kantchari 10,7%
- Nord : 22% - Ouahigouya 8,9% et Thiou 12,2%.

Si la plupart des communes représentent 9 à 10% du total, on note une sous-représentation de Dédougou (6,4%).

À titre de précision initiale, il est spécifié que chaque répondant était libre de décider de répondre ou pas à chaque question, ce qui fait que le nombre de répondant par question peut être plus bas que le nombre global de personnes ayant participé au sondage. Second point, pour la plupart des questions pouvaient être choisies plusieurs réponses cumulativement, donc le nombre total de réponses reçues est souvent plus élevé que le nombre de répondants.[35]Cela a pour conséquence que pour certaines questions, le nombre de réponses récoltées peut varier fortement d'une commune à une autre, avec des rapports parfois de 1 à 10.

Enfin, l'analyse des données a démontré que des différences majeures se remarquent entre les localités, et sont assez peu basées sur le genre ou l'âge. Ces dernières seront donc présentées uniquement lorsque cela apparaît pertinent.

La répartition par sexe des personnes ayant participé au sondage est de 63% d'hommes et 37% de femmes. Les hommes sont surreprésentés à quasiment 2/3 contre 1/3 pour les femmes. Cela peut s'expliquer par différents facteurs : si les personnes ont été choisies au hasard dans la rue, il y aurait davantage d'hommes visibles, accessibles et prêts à être interrogés et il y a également l'influence des barrières culturelles qui font que les femmes sont plus réticentes aux entretiens. Ce déséquilibre se retrouve aussi en partie dans les groupes de discussion, mais de façon moins marquante. Il est cependant remarquable qu'au sein de la catégorie des personnes déplacées, les femmes sont représentées à 48%.

La répartition par âge des personnes ayant participé au sondage est la suivante : 33% de 25-35 ans ; 29% de 36-45 ans ; et 19% pour les catégories de 18 à 24 ans et 19% au-dessus de 46 ans. La grande majorité des répondants sont des adultes entre 25 et 45 ans (62%), les jeunes de 18 à 24 ans étant représentés à 1/5 (19%).

Le statut social est un aspect important aussi dans cette étude qui cherche à inclure des personnes déplacées, outre les résidents. Dans cette classification la répartition est la suivante :

- Population hôte : 42,2%
- Personnes ressources (leaders, autorités, intellectuels, etc.) : 29%

[35]Par exemple à la question "Quelles sont les parties en conflit dans votre localité » les répondants au sondage pouvaient choisir de répondre ou de ne pas répondre. S'ils choisissaient de répondre ils pouvaient choisir parmi les catégories proposées d'en sélectionner une seule, ou deux, ou trois, ou quatre, ou toutes.

- Personnes déplacées : 20,5%
- Réfugiés : 4,3%
- Retournés : 1,7%
- Non signalé 2,4%.

Les personnes déplacées et réfugiées ne représentent donc que 25% des personnes interrogées. Les données reflètent probablement plus le point de vue des résidents, ce qui sera partiellement corrigé par les données qualitatives. La catégorie des personnes ressources est aussi nombreuse (presque un tiers, 29%) que inhabituelle. Il y a donc une proportion relativement haute de répondants ayant un certain rôle et donc une certaine influence dans les communautés (autorités, leaders divers, etc.). Cette même tendance se retrouve dans le qualitatif où les entretiens avec les acteurs clés sont bien plus nombreux que dans les groupes de discussion. Des efforts ont été menés afin de corriger cette potentielle influence en exploitant de façon approfondie les groupes de discussion avec la population.

Enfin deux autres caractéristiques renseignent le profil des personnes interrogées : le niveau d'instruction et la profession.

- Niveau d'instruction : la plupart des répondants n'est jamais allé à l'école (43,6%) ; 14,6% a commencé le secondaire sans le finir ; 14% a commencé le primaire sans le finir ; 11,3% a terminé le primaire ; 11,8% a au moins terminé son secondaire ; 2,4% n'a pas répondu et 2,3% a répondu par 'autre'.
- Profession : la réponse la plus citée est agriculteur avec 25,4% ; suivi de ménagère à 19,4% ; autre à 18,4% ; commerçant à 12,9% ; diverses professions manuelles ou artisanales 17,3%, d'étudiants 4,2%, et pas de réponse à 2,4%.

Une fois ces grandes lignes tracées, le contenu central du rapport va se structurer comme suit :

- 6.1. Présente les résultats sur les conflits (typologies, causes)
- 6.2. Analyse les conséquences de ces conflits, le niveau de cohésion sociale et les dynamiques de résilience au conflit
- 6.3. Approfondissement des vulnérabilités sociales, de la situation humanitaires et des mécanismes d'aide déjà en place
- 7. Conclusion et recommandations

5.4. Limitations

Certaines limites sont apparues au sujet de la méthodologie adoptée et de la collecte des données.

- Les répondants au sondage étaient libres de choisir de répondre ou pas à chacune des questions, donc le nombre de réponses récoltées par communes pour certaines questions peut parfois fortement varier, d'autant plus lorsque ce sont des questions auxquelles plusieurs réponses peuvent être sélectionnées. Cela aboutit à ce que pour certaines questions au sondage, le nombre de réponses

par commune pouvait être 10 fois plus élevé que pour d'autres communes. Cela n'influence pas forcément les résultats.

- Les données qualitatives sont très nombreuses mais pas toujours approfondies, ce qui fait que des illustrations, des explications et des approfondissements manquent parfois. Si certains constats sont peu expliqués dans l'analyse, c'est que les données disponibles ne permettent pas de le faire avec suffisamment de rigueur. Certains de ces constats gagneraient à faire l'objet de recherches ultérieures approfondies, si l'engagement de l'UNICEF requiert une compréhension plus affinée.

Dans son ensemble, la collecte des données s'est bien déroulée et a permis de nombreuses consultations. Toutefois des contraintes se sont présentées aux équipes d'enquête. Les principales sont :

- Le contexte sécuritaire de certaines zones a constitué une contrainte majeure pour l'atteinte des cibles, principalement dans les localités de Djibasso dans la boucle du Mouhoun où de graves violences ont été signalées à Kolonkan, village situé à une dizaine de kilomètres de Djibasso. Ces violences ont opposé les chasseurs Dozo de la communauté dogon à la communauté peule à partir du 6 mars 2020 (date de début de la mission) et ont fait 7 morts, des blessés et de nombreux déplacés. Dans un tel contexte, la suite de la mission devenait périlleuse et fortement risquée au regard de la psychose qui s'est installée au sein de la population. Dans la localité de Bourzanga dans la région du Centre-Nord, l'équipe a connu, dans une moindre mesure, les mêmes contraintes, avec des menaces d'attaques signalées au quotidien tout au long de la mission.
- L'indisponibilité de certains acteurs de premier rang, notamment les autorités locales (gouverneurs, haut-commissaires, préfets, maires), souvent accaparés par leurs soucis quotidiens de gestion des personnes déplacées internes ou en proie à des surcharges d'horaires.
- La réticence de certains acteurs de se prêter aux entretiens soit par peur ou par méfiance. C'est le cas notamment des personnes déplacées dans certaines localités, mais aussi de certains éléments des FDS qui redoutent la réaction de leur hiérarchie.
- Une proportion réduite de femmes.
- La 'saturation' des acteurs face à la multiplicité des missions du genre au Burkina Faso, conduites par plusieurs partenaires depuis le début de la crise sécuritaire. Ils commencent à exprimer une fatigue pour ce genre d'entretiens. D'après eux, ces missions à répétition deviennent quelque peu agaçantes, surtout qu'elles ne leur rapportent rien.

6. Résultats

6.1. Dimensions des conflits[36]

Cette première partie est composée de deux sous parties : la typologie des conflits (6.11) et les causes des conflits (6.1.2).

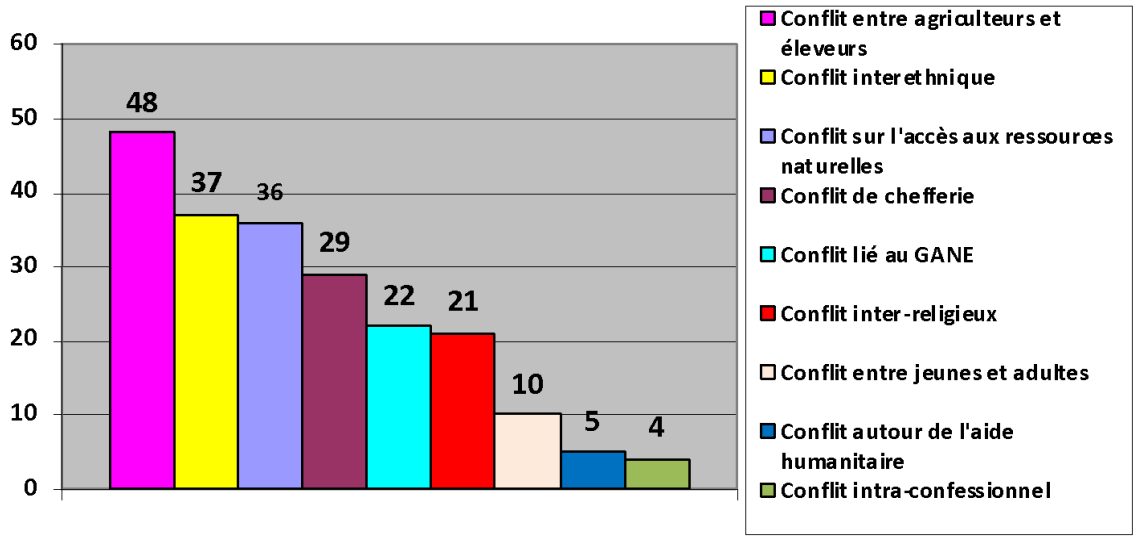
6.1.1. Typologie de conflits

Généralités introductives

L'existence de conflits est globalement confirmée par l'ensemble des données dans toutes les communes. À la question « Existe-t-il des conflits dans votre localité ? » 74,4% des interrogés ont répondu oui, 17,3% non et 5 ,9% ne savait pas. Les femmes ont globalement répondu moins souvent par oui (69,6%) que les hommes (80,1%). Les jeunes de 18-24 ans ont aussi répondu moins souvent par oui (69,7%), que les répondants de plus de 25 ans (78,3%). Les données collectées, tout comme l'exploitation de la littérature, ne font pas émerger les raisons de ces différences de façon suffisamment claires.

Graphique 1 : Typologie des conflits les plus présents dans les localités d'étude selon les participants

[36] https://www.hrw.org/fr/news/2020/01/06/burkina-faso-flambee-datrocites-commises-par-des-islamistes-armes
UNICEF, note de plaidoyer pour la région du sahel central, janvier 2020 https://www.unicef.org/media/64591/file/Sahel-central-note-de-plaidoyer-2020.pdf
https://www.lepoint.fr/afrique/ce-sort-douloureux-fait-aux-enfants-par-le-terrorisme-dans-le-sahel-28-01-2020-2360014_3826.php#
Leur combat contre l'éducation, Attaques commises par des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso, Mai 2020 https://www.hrw.org/fr/report/2020/05/26/leur-combat-contre-leducation/attaques-commises-par-des-groupes-armes-contre-des
https://burkinafaso.savethechildren.net/news/plus-de-55-000-crimes-contre-les-enfants-commis-dans-les-zones-de-conflit-en-afrique-en-cinq
Risques et Besoins en matière de protection de l'enfance au Burkina Faso Analyse des données secondaires, 2019 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/burkina_faso_sdr_29_august_2019_french_final.pdf ;
Mission d'évaluation conjointe sur l'assistance humanitaire d'urgence pour les personnes déplacées internes suite aux évènements de Yirgou, January 2019 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_final_mission_conjointe_devaluation_rapide_23012019.pdf



Dans le graphique 1, les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses. Les étiquettes représentent le pourcentage de répondants ayant choisi chacun des réponses. Comme chaque répondant pouvait donner plusieurs réponses, alors le cumul de celles-ci dépasse 100%. Par exemple pour le cas du conflit agriculteurs-éleveurs, 48% des répondants ont cité le conflit agriculteurs-éleveurs. En ordre décroissant (du plus cité au moins cité) les réponses les plus citées sont : conflit agriculteurs-éleveurs (48), conflit interethnique (37), conflit sur l'accès aux ressources naturelles (36) et conflit de chefferie (29). Comme on le voit les conflits liés à l'aide humanitaire sont très peu nombreux, de même dans les données qualitatives, ils ne ressortent que très peu. Par conflit autour de l'aide humanitaire, il est entendu les situations où, dans les communautés bénéficiaires, il est perçu que l'aide apportée est injustement ou inéquitablement repartie.

Les tableau 4 et 5 proposent une classification de tous les conflits identifiés dans le cadre de cette recherche. La classification est développée principalement sur la base des données récoltées sur le terrain et tient compte de l'exploitation de la littérature.

Les réponses sur le type de conflits sont les mêmes entre les hommes et les femmes, les femmes ayant juste un peu moins souvent mentionné l'accès aux ressources (16,4% pour les femmes contre 19,8% pour les hommes) et un peu plus souvent le conflit interreligieux (13,5% pour les femmes contre 9,8%pour les hommes).

Les réponses sont les mêmes aussi entre les différents âges. On remarque une légère différence au sujet du conflit interconfessionnel plus souvent mentionné par les 18-24 ans (4,3%) que par les répondants plus âgées (1,7%), et au sujet des conflits agriculteurs-éleveurs moins souvent mentionné par les jeunes (22,5%) que par les personnes âgées de 25 ans et plus (25,5%).

Sur la dynamique des conflits, les femmes considèrent moins souvent que les conflits s'aggravent (60%) que les hommes (64,9%). Au contraire, les jeunes répondent plus souvent que les conflits s'aggravent (69,3%) que ne le font les autres catégories d'âge (62,4%). Les éléments récoltés ne permettent pas d'identifier avec précisions les raisons de cette différence de perception.

Aperçu par commune

Les différences entre communes peuvent être assez fortes, d'où le choix d'une analyse plus pointue par commune. La présentation est faite dans un ordre qui, de façon approximative peut être considéré comme allant de la commune la plus sujette à conflits ou tensions, à celle qui l'est le moins. Les conflits liés aux GANE ne ressortent pas dans le sondage sur le type de conflits par commune. Toutefois, en croisant les données qualitatives et d'autres questions du sondage, il est possible de les replacer dans les réalités locales. De façon générale dans les entretiens et groupes de discussion, la question de la crise et des attaques des GANE influence très fortement tout le contenu des discussions, car ces violences planent au-dessus de toutes les autres réalités. Comme le dit le préfet de Dori : « *Ce sont les conflits armés que nous connaissons, ces conflits ont absorbé tous les autres conflits* ». Sur ces conflits il est souvent dit que « *C'est des individus non identifiés. Personne ne sait qui sont-ils.* », comme par le groupe de discussion des agriculteurs à Ouahigouya.

Djibasso. Cette commune paraît être une de celles à la dynamique la plus préoccupante, avec le plus haut pourcentage de répondants déclarant que des conflits existent (97% oui ; 3% non) et qu'ils s'aggravent (95%). Les conflits les plus cités sont : 32% liés à l'accès aux ressources naturelles ; 28% agriculteurs-éleveurs ; 21% interethniques ; 6% de chefferie. Les forces de sécurité sont parfois citées comme acteur au conflit, par exemple par un leader d'agriculteurs et par un leader des éleveurs, les désignant comme stigmatisant et commettant des arrestations arbitraires vis-à-vis des peuls.

Dori. Ici aussi apparaît le plus haut pourcentage de répondants affirmant que des conflits existent (97% oui ; 3% non), et décrit une tendance à l'aggravation mais un peu moins forte (59% aggravation ; 37% stagnation). Les conflits cités sont très variés : 22% interethniques ; 20% interreligieux ; 16% agriculteurs-éleveurs ; 14% de chefferie ; 12% entre jeunes et adultes ; 11% lié à l'accès aux ressources naturelles. Les religieux sont cités dans cette commune comme acteurs au conflit plus que dans toutes les autres, à hauteurs de 16% des réponses.

Kantchari. La tendance semble similaire à Dori, dans la mesure où de nombreux conflits existent (93% oui ; 5% non), et tendant à s'aggraver (57% répondent que les conflits s'aggravent et 37% qu'ils stagnent). Les types de conflits sont aussi variés : 23% entre agriculteurs et éleveurs ; 20% interreligieux ; 16% de chefferie ; 13% lié à l'accès aux ressources naturelles ; 12% interethniques. Une particularité est la mention des groupes d'autodéfense à hauteur de 11% comme acteurs aux conflits.

Ouahigouya. On y observe une reconnaissance générale de l'existence de conflits (88% oui ; 12% ne sait pas) avec une forte dynamique d'aggravation (70% répondent que les conflits s'aggravent et 26% qu'ils stagnent)**.** Ici aussi les conflits sont variés : 25% interethnique ; 23% de chefferie ; 22% agriculteurs-éleveurs ; 13% lié à l'accès aux ressources naturelles ; 11% interreligieux. Dans les discussions, il est souvent question des attaques des groupes armés et des FDS, ainsi que des conflits interethniques entre peuls et dogons autour du foncier, et les tensions d'esclavage. Les groupes armés sont cités par 27% des réponses comme étant liés aux conflits, et les groupes d'autodéfense à 13%.

Thiou. Si une majorité de répondants reconnaît que les conflits existent (79% oui ; 21% ne sait pas), l'appréciation de la dynamique est plus mitigée dans la mesure où presque la moitié des répondants

considèrent que les conflits s'aggravent (46%), mais un tiers d'entre eux répond qu'ils diminuent**.** Divers types de conflits sont présents : 36% interethniques ; 22% de chefferie, 18% agriculteurs-éleveurs ; 15% lié à l'accès aux ressources naturelles. Les acteurs des conflits les plus cités sont de loin les groupes armés (48%). Malgré cela une certaine cohésion sociale persiste à la suite d'activités regroupant les différentes communautés, selon certains interviewés, dont le maire qui explique que « *Les activités organisées ont contribué à lier le tissu socia*l. ».

Dédougou. Les conflits existent (66% oui ; 27 % ne sait pas ; 7% non), mais la dynamique est partiellement positive selon les réponses au sondage : 48% affirment qu'ils diminuent ; 17% qu'ils stagnent ; 34% qu'ils s'aggravent. Le secrétaire général du gouvernorat est assez positif : « *Les conflits sont plus ou moins maîtrisés. Il' n'y a pas de conflits ouverts.* », alors qu'un intellectuel considère que « *les tensions sont à un point critique* ». Divers types de conflits existent : 45% lié à l'accès aux ressources naturelles ; 23% agriculteurs-éleveurs et 16% interethniques. Les données qualitatives mettent en avant les autochtones et les étrangers comme parties au conflit en lien avec les ressources naturelles (FGD vs femmes résidentes de Dédougou). Les forces de sécurité sont aussi citées, notamment par les jeunes.

Seytenga. Le constat de l'existence des conflits (66% oui ; 22% non ; 12% ne sait pas) et d'une dynamique d'aggravation est assez clair (62% s'aggravent : 20% stagnent) : **.** 64% entre agriculteurs et éleveurs ; 10% de chefferie ; 8% interethniques. Les groupes armés sont cités par 28% des réponses comme étant parties au conflit, et les leaders communautaires à 20%. Les forces de sécurité sont aussi citées par des leaders chrétiens.

Kaya. Les conflits semblent exister moins fortement qu'ailleurs (52% oui ; 22% non ; 26% ne sait pas). Cependant il semble y avoir une forte tendance d'aggravation (84%). Le conflit le plus cité est interethnique (59%) ; 28% agriculteurs-éleveurs ; 10% entre jeunes et adultes. Les agriculteurs ont dénoncé le recrutement forcé des orpailleurs par les groupes armés, et les conflits récurrents entre éleveurs peuls et Koglwéogo autour des taxes au marché à bétail. Les acteurs des conflits les plus cités sont de loin les groupes armés (42%)

Bourzanga. Elle semble être la commune avec la situation la plus positive. Des conflits existent mais un peu moins qu'ailleurs (40% oui ; 56% non) et en plus ils tendent à diminuer (48% diminution ; 34% stagnation ; 18% aggravation). Un certain optimisme semble être partagé par plusieurs acteurs, comme le préfet « *On constate un renforcement de la solidarité intercommunautaire, une baisse des troubles à l'ordre public.* », ce qui est confirmé par le maire. Les principaux conflits sont liés : 58% à l'accès aux ressources naturelles et 26% entre agriculteurs-éleveurs. Ce qui est notoire est que les jeunes sont souvent cités (32% des réponses) comme acteurs au conflit, les groupes armés sont cités dans 20% des réponses, et les autorités par 16%, le plus haut pourcentage de toutes les communes.

Diapaga. La situation de base est positive (6% seulement de répondants déclarant que des conflits existent ; 85% non ; 19% ne sait pas), mais avec une forte tendance d'aggravation (78%). Les conflits sont principalement de trois types : 38% agriculteurs-éleveurs ; 36% de chefferie ; 22% lié à l'accès aux ressources naturelles. Dans les groupes de discussion, les tensions autour des forêts protégées et des exploitations minières sont souvent mentionnées. Les groupes armés sont cités par 22% des répondants comme étant parties au conflit. Une leader d'association de femmes dit que les tensions s'aggravent « *à cause des FDS qui tuent les innocent la plupart de temps* ».

Systématisation d'un classement en catégories de conflit
Il est ici proposé de présenter les différents conflits selon qu'ils sont considérés classiques et habituels (Tableau 4) ou exceptionnels, liés à la violence armée (Tableau 5). Ils sont présentés dans un ordre décroissant de fréquence citée (des plus cités au moins cités).

Tableau 4 : Typologie des conflits « classiques »

CONFLITS « CLASSIQUES »	
Type de conflit	**Brève description**
Conflits individuels (initialement)	
Entre agriculteurs et éleveurs	Conflit d'occupation de terrain et de divagation d'animaux : accusations vis-à-vis des éleveurs (ou des pasteurs)[37] que leurs animaux piétinent les champs cultivés et abîment ainsi les productions agricoles. Conflit de non-respect des pistes de transhumance ou des couloirs de passage des animaux. Les points d'eau font également partie des conflits dans la mesure où ils sont précieux pour les activités d'agriculture et d'élevage, ainsi que pour la consommation et l'utilisation humaine. Les éleveurs disent que les agriculteurs envahissent ces espaces en cultivant dessus car ils manquent de terre, alors que pour les agriculteurs ce sont les éleveurs qui outrepassent ces pistes. Ces conflits peuvent survenir entre deux personnes pratiquant toutes deux l'agriculture et l'élevage mais se retrouvant alternativement en conflit à cause des animaux ou des champs. Ils surviennent aussi entre des personnes qui ne font que de l'élevage (sédentaires ou surtout nomades) et d'autres qui pratiquent essentiellement l'agriculture. ***Communes : toutes les communes***
Fonciers Remise en cause de vente	Conflits fonciers avec des revendications différentes portant sur le même terrain, notamment par des remises en cause de vente, souvent après un certain temps, que ce soit par la génération qui a réalisé la vente en remettant en cause le fait que c'était une vente (mais plutôt un prêt), ou surtout par la génération qui suit celle du vendeur, lorsque les enfants remettent en question les actes fonciers réalisés par leurs parents. ***Communes : toutes les communes***
Fonciers Entre autochtones, étrangers ou migrants	Cet ensemble comprend les conflits parfois dits entre autochtones et migrants. Avec la pression démographique, les terres cultivables deviennent très rares et on assiste à des conflits d'ordre générationnel : des terres ont été octroyées à des populations migrantes par les plus anciens et aujourd'hui les jeunes générations "autochtones" se trouvent confrontées à un manque criant de terres pour exploitation. Ces jeunes autochtones revendiquent alors le retour de ces terres dans leur patrimoine, en

[37] Ce sont ici les termes utilisés dans les entretiens. Les éleveurs sont les propriétaires des animaux, les pasteurs sont ceux qui les font paitre.

	remettant en cause la cession des terres de leurs ancêtres aux migrants. ***Communes : toutes les communes***
Fonciers Accaparement des terres/ expropriation	Cités plus rarement, il y a le phénomène d'accaparement des terres par des individus plus riches ou puissants en mode d'investissements (cf. notion de *land grabbing*), ce qui revient à une expropriation des paysans de leurs ressources (par exemple dans la zone du Sahel). Ces terres ont été parfois bradées inconsciemment par les propriétaires terriens moyennant de petites sommes d'argent, et aujourd'hui cela rattrape tout le monde car les jeunes n'ont plus de terres pour cultiver. Les opérations de délimitation des zones pastorales, dans le Sahel, ont pu aussi parfois être accusées de provoquer de nombreuses expropriations des populations de leurs terres. ***Communes : toutes les communes***
Entre familles peules, d'anciens maîtres et familles rimaibés descendantes d'anciens esclaves[38]	Ces conflits sont liés aux traces restantes de certains aspects de l'histoire du Burkina Faso, et existent au niveau individuel mais également au niveau des groupes ou communautés. Les Peuls ont à l'époque réduit en esclavage les populations dont ils occupaient le territoire. Ils étaient chargés de l'agriculture alors que les Peuls s'occupaient de l'activité d'élevage considéré plus noble. La communauté peule dans certaines « principautés » continue à entretenir des relations de maîtres à esclaves (via par exemple la religion ou la culture de terres appartenant « aux maîtres ») avec le clan des Rimaibés[39]. Ces derniers sont des descendants d'anciens esclaves de Peuls, dont ils épousent aujourd'hui langue et culture. Mais du fait de leur discrimination au sein de la grande famille des Peuls, ils accumulent beaucoup de frustration. Les Peuls sont accusés de « *mépris pour les dogons qu'ils traitent d'esclaves* » (FGD femmes de Thiou). Cela est aussi répété à plusieurs reprises par l'animateur radio de Dori. Cette situation de discrimination rend les Rimaibés particulièrement vulnérables à l'influence des groupes promouvant le soulèvement, comme ce fut le cas du mouvement de Ibrahim Malam Dicko[40], ***Communes : Thiou, Dori***
Héritages	Ces conflits sont cités notamment dans des foyers polygames (jeunes filles résidentes de Dédougou). La question de l'héritage se pose dans ces situations avec davantage d'acuité car si le père décède, la répartition entre les enfants des différentes femmes peut-être inégale et donc problématique ***Communes : Dédougou***
Conflits liés à la	Ce problème est aussi lié à des survivances de pratiques/coutumes/croyances

[38] International Crisis group « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », 2017 https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north
Honko Roger Judicael Bemahoun « L'extrémisme violent dans l'espace culturel du Djelgodji : facteurs associés et modalités de mitigation », 2017.

[39] Les Rimaibés sont, ou peuvent être, des Dogons.

[40] Voir explication encadrée sur la Région du Sahel, partie 4.2.3.

sorcellerie	anciennes. Des personnes âgées, principalement des femmes, sont souvent accusées de sorcellerie. Elles sont communément appelées des "mangeuses d'âme" et souvent répudiées de leur communauté, sous le regard impuissant de leurs proches parents. Elles sont obligées de quitter le village de force pour se réfugier ailleurs. Ce phénomène est très courant au Burkina Faso et il y a même des sites pour ce types de personnes, même dans la capitale Ouagadougou. Cette situation est de plus en plus à l'origine de tensions dans certaines localités du pays et constitue du même coup un facteur de vulnérabilité. En effet certains jeunes adhèrent aux groupes extrémistes pour venger leur mère excommuniée. ***Communes : Dédougou***
Conflits entre groupes liés à l'accès à des ressources et au pouvoir	
Liés à l'accès et l'exploitation des ressources naturelles (minières et forestières)	Les régions du Sahel et de l'Est se caractérisent par une concentration des sites extractifs industriels et artisanaux, et par une forte présence d'espaces protégés et de parcs nationaux. Ces ressources naturelles (minières et forestières avant tout, hydriques et foncières dans un second temps) sont l'objet d'utilisation et de convoitises par de nombreux acteurs : en premier lieu les populations locales qui y ont toujours vécu, mais aussi par l'État et ses différents services, par des entreprises nationales ou plus souvent multinationales, et enfin par les groupes armés[41]. Cela peut aboutir à des tensions, conflits, violences, violations ou exactions. Les mineurs 'artisanaux' ont été déplacés pour laisser la place aux compagnies minières, et les populations locales sont frustrées de voir leurs attentes et leurs demandes non satisfaites, notamment dans la contrepartie en investissements socio-économiques. La pratique de l'extraction artisanale provoque de plus en plus des conflits entre autochtones et mineurs (majoritairement allogènes). Le GRIP explique d'ailleurs que les conflits entre les propriétaires terriens des parcelles exploitées et les orpailleurs tendent à se multiplier.[42] Les conflits dits d'orpaillage sont cités notamment par les jeunes résidents de Dédougou et les personnes déplacées de Dori et de Djibasso. ***Communes : toutes les communes, surtout Dédougou, Djibasso***

[41] Burkina Faso : un terreau pour la propagation du conflit malien ? https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/07/2019_07_N-Hubert_Burkina-Faso.pdf

[42] Note d'analyse du GRIP Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest : Juillet à septembre 2017 : https://grip.org/monitoring-de-la-stabilite-regionale-dans-le-bassin-sahelien-et-en-afrique-de-louest-juillet-a-septembre-2017/

Chefferie	Ces conflits existent et sont permanents. À titre d'exemple, dans le Sahel, il y a aujourd'hui deux chefs opposés pour le royaume du Liptako (capitale Dori). Chacun s'est fait introniser et se réclame chef. Les sujets sont donc très divisés et chacun décide de faire allégeance à un chef de son choix. Malheureusement, ce sont des disputes au sein d'une même famille qui entraînent souvent des conflits ouverts jusqu'à l'affrontement physique. ***Communes : Kantchari, Ouahigouya, Dori, Thiou***
Politique	Les conflits politiques sont également assez répandus dans certaines zones. Les populations appartenant à des formations politiques différentes se regardent souvent en chiens de faïence et cela peut aller jusqu'à l'affrontement. À titre d'exemple, dans certaines localités, le maire est incapable de tenir les sessions du conseil municipal faute de quorum. Ce qui entraîne même la suspension de certains conseils municipaux et la mise de la localité sous tutelle de l'administration déconcentrée à travers une délégation spéciale. ***Communes : Thiou***
Conflits entre ethnies dits aussi conflits intercommunautaires	
Interethniques/intercommunautaires	Ces conflits sont nés de l'un des conflits cités précédemment (en premier lieu entre agriculteurs et éleveurs, mais aussi fonciers entre autochtones et migrants, entre anciens esclaves et maîtres), qui n'ont pas été gérés lorsqu'ils étaient encore à un niveau réduit, personnel. Ces conflits se sont envenimés, et comme les différences entre les parties au conflit recoupent souvent des lignes ethniques, ils ont un potentiel d'escalade très important au niveau communautaire. Cela concerne principalement les Peuls versus les Dogons, les Peuls versus les Mossis, les Peuls versus les Fulsés, et enfin le cas des Peuls et des Rimaibés. Ces conflits sont particulièrement problématiques car ils se complexifient avec les temps, concentrent divers types de tensions et rancœurs. Ils deviennent difficiles à traiter, d'autant plus qu'ils rentrent généralement dans des cercles vicieux dans lesquels la méfiance réciproque s'autoalimente. Lorsqu'à ces conflits s'ajoute l'intervention de GANE et des groupes d'autodéfense, les lignes ethniques se démarquent davantage et les tensions s'exacerbent. ***Communes : toutes les communes, surtout Kaya, Thiou, Ouahigouya, Dori, Djibasso***

Il a été choisi de séparer la catégorie de conflits exceptionnels de la précédente dans la mesure où il y a entre les deux un changement de paradigme. Si les conflits précédents peuvent avoir des chances d'être résolus par une confrontation et un dialogue entre les deux parties, cela paraît ici plus compliqué (bien que possible) dans la mesure où les principales parties en cause (État et ses représentations versus les groupes armés) ont énormément de difficultés à discuter. En effet, au moins une fraction de chacune d'entre elle veut l'annihilation de l'autre.

Ces conflits exceptionnels sont répartis en deux groupes : le premier est celui lié aux attaques des groupes armés et le second lié à la gestion ou à la réaction à ces attaques.

Tableau 5 : Typologie des conflits « exceptionnels »

CONFLITS « EXCEPTIONNELS »	
Type de conflit	**Brève description**
Liés à l'action des GANE ***Communes : Ouahigouya, Thiou, Kantchari, Bourzanga***	
Attaque des groupes armés contre la population	Ils sont en général l'œuvre de groupes armés extrémistes venus du Mali, souvent relayés par l'action de Ansarul Islam (mouvement de Malam Dicko). Deux grands groupes sont clairement identifiés : le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), plus au nord du pays et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), plus à l'est du pays. Lors de ces attaques, les personnes sont blessées, tuées, violées, enlevées et leurs biens volés, pillés, détruits, brûlés. Ce sont la plupart du temps ces faits qui poussent les populations à se déplacer. Chronologiquement il semble que les attaques des GANE contre les populations civiles soient arrivées après les attaques des GANE contre les symboles de l'État, surtout à partir de 2018 et 2019.
Attaque des groupes armés contre les symboles de l'État	Relevant des mêmes auteurs, à savoir les GANE, ces attaques se dirigent contre tout ce qui symbolise l'État, en premier lieu les autorités politico-administratives locales, les membres de forces de sécurité (FDS), les enseignants, les agents des eaux et forêts. Lors de ces attaques, les parties ou les victimes sont tuées ou blessées, les autorités peuvent être enlevées (surtout dans les provinces du Nord). Les bâtiments publics sont également des cibles privilégiées, par exemple les mairies, les infrastructures de services public, les écoles, les centres de santé, les points d'eau, voire les voies de communication. Ils sont visés pour ce qu'ils représentent mais aussi pour leur potentiel de nuisance dans la mesure où attaquer ces infrastructures réduit encore davantage la présence de l'État, nuit à l'économie, et pousse les populations à fuir car les conditions de vie deviennent impossibles, ce qui augmente le potentiel d'influence négative des auteurs de ces attaques.
Liés à la gestion /réaction/ répression des groupes armés	
Attaques des FDS contre la population	Dans de nombreuses zones, surtout dans le nord du pays, les forces de sécurité sont accusées d'exactions contre les populations : arrestations arbitraires, coups et blessures, assassinats mais aussi massacres indiscriminés de familles ou villages entiers, avec l'accusation d'être des complices ou des informateurs des groupes armés. Un facteur aggravant de ces actes déjà très graves, est qu'ils sont souvent basés sur un 'délit de faciès' comme cela est souvent mentionné dans les entretiens et les groupes de discussion. Les Peuls sont en effet les premières cibles de ces violations.

	Communes : Thiou
Attaques des groupes d'autodéfense contre les populations	Des groupes d'autodéfenses, bien que certains existent dans les traditions locales depuis très longtemps, se sont créés ou redynamisés au motif de l'absence de l'État et l'inefficacité de sa protection, et parce que les attaques des groupes armés rendaient nécessaires que la population prenne en main sa protection. Il s'agit notamment des Koglwéogo et des Dozo (Boucle de Mouhoun par exemple). Le problème causé est double, le premier étant le plus immédiat et le plus grave : ces groupes tendent à fonctionner sur base de vengeance ethnique, au-delà de la simple protection de leur communauté, c'est-à-dire qu'ils commettent des exactions contre ceux qu'ils considèrent ennemis (les Peuls en général). D'autre part, comme cela est souvent le cas, après un certain temps, une partie de leurs membres modifie son objectif, à savoir que leur action doit aussi devenir leur source de revenu, ce qui peut inclure taxation, vol, et pillage dans les communautés voisines voire dans leur propre communauté. Ces groupes peuvent devenir des facteurs de nuisance pour tous, ne protégeant que leurs intérêts économiques. ***Communes : Ouahigouya, Bourzanga***
Tensions produites par l'actions de ces groupes	Un autre aspect qui n'est pas un conflit indépendant à proprement parler mais doit tout de même être remarqué est le fort degré d'influence négative que ces conflits dits 'exceptionnels' ont sur l'exacerbation de tous les autres conflits cités ci-dessus, et surtout sur les conflits interethniques. La création de tension, peur, haine, et méfiance aboutit à la création de nouveaux conflits ou à l'aggravation de conflits 'normaux'. ***Communes : toutes les communes***

Place des jeunes filles et des femmes dans les conflits

La place et le rôle des jeunes filles (à partir de 15 ans) et des femmes dans les conflits cités est généralement celui de victime, comme l'explique un leader musulman de Seytenga « *Les femmes […] sont en majeure partie des grandes victimes* ». Le type de conflit le plus considéré dans les données qualitatives pour cette question est celui des groupes armés. Les jeunes filles sont avant tout des victimes, des cibles de premier plan lors d'exactions par les groupes armés. Comme l'explique un intellectuel de Kaya « *Les jeunes filles sont enrôlés de force et violés* ». Mais ces mêmes jeunes filles peuvent aussi être actrices dans les conflits de leur propre gré, ou du moins sans y être matériellement contraintes par d'autres. Par exemple un leader de jeunes de Dédougou explique « *Les jeunes filles s'adonnent au terrorisme en qualité d'informatrice* ».

Dans le cadre des entretiens dans les groupes de discussion et du sondage, la question à savoir quels étaient les acteurs prenant part aux conflits était posée. Les femmes faisaient parties des réponses possibles et ont parfois été citées, bien qu'elles ne fassent pas partie des premiers choix. Elles ont été citées par les répondants au sondage comme prenant part aux conflits selon les proportions suivantes : à Dori (8%) ; Seytenga (7,5%) ; Djibasso (7%) ; Bourzanga (6%) ; Kantchari (6%) ; Dédougou (5%) ; Ouahigouya (4%) ; Diapaga (1%) ; Kaya et Thiou (0%). Les femmes sont aussi actrices de paix et dans la résolution des conflits. Cela est analysé dans la partie V sur les mécanismes de résolution des conflits.

Place des enfants et des jeunes dans les conflits

La place et le rôle des enfants (moins de 15 ans) et des jeunes (15-24 ans) est généralement celui de victime, comme l'explique un leader Musulman de Seytenga les enfants *"sont en majeure partie des grandes victime"*. Le type de conflit le plus considéré dans les données qualitatives pour cette question est celui des groupes armés. Les enfants sont presque toujours mentionnés au titre de victime, mais peuvent parfois être acteurs du conflit s'ils s'engagent dans un des groupes, ou s'ils sont utilisés comme informateurs.

Les femmes et les enfants faisaient partie des acteurs listés dans ceux proposés parmi les réponses proposées dans le cadre du questionnaire à choix multiple du sondage à la question sur les parties au conflit. Ils ne sont pas parmi les acteurs de premier plan, mais ont tout de même été cités dans certaines communes. Les enfants sont cités à Dori (9%) ; Djibasso (7,5) ; Ouahigouya (5%) ; Dédougou (3,5%) ; Bourzanga (3%) ; Seytenga (2%); Kantchari (1%); Thiou (1%) ; Diapaga (0,5%) ; Kaya (0%).

Au vu de leur position principalement de victimes, c'est dans la partie sur les conséquences des conflits (6.2) sur ces catégories de personnes que les interviewés s'expriment davantage.

*La question de la participation des enfants dans le conflit et notamment de leur recrutement par des groupes armés est bien mentionnée dans la littérature, mais quasiment pas de données précises sont disponibles. L'information la plus explicité trouvée est celle contenue dans l'enquête de 2019 « **Risques et Besoins en matière de protection de l'enfance au Burkina Faso : Analyse des données secondaires »**[43]. Un paragraphe y est consacré :*
« Enfants associés aux forces armées et aux groupes armés (CAAFAG)
Le recrutement à partir de groupes armés représente l'une des plus grandes menaces pour les enfants impliqués dans les conflits armés. Bien qu'il n'existe pas de données spécifiques sur le nombre de CAAFAG dans le conflit burkinabé, des sources judiciaires ont reconnu la présence de mineurs dans les centres de détention, accusés de délit d'association à des groupes armés.

*Dans ses observations finales sur le rapport initial du Burkina Faso, présenté en application de l'article 8 du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le Comité des droits de l'enfant s'est dit préoccupé par l'insuffisance des mesures prises par le pays pour empêcher le recrutement d'enfants burkinabé par les groupes armés non étatiques présents près de sa frontière avec le Mali. Malgré certaines mesures législatives positives, telles que la loi **No 037-2008/AN du 29 mai 2008**, en vertu de laquelle aucune personne âgée de moins de 18 ans ne peut être enrôlée volontairement dans les forces armées nationales, et le décret **No 560 du 5 juillet 2012**, qui porte l'âge minimum de la conscription à 20 ans, le pays ne prend aucune mesure plus efficace pour qu'aucun enfant recruté sur son territoire par un groupe armé non étatique du fait de la guerre au Mali.*

En avril 2019, plus de 20 hommes armés ont été arrêtés au Togo et rendus aux autorités burkinabés. Les médias ont rapporté que des enfants armés et de grosses sommes d'argent ont été retrouvés parmi les détenus.

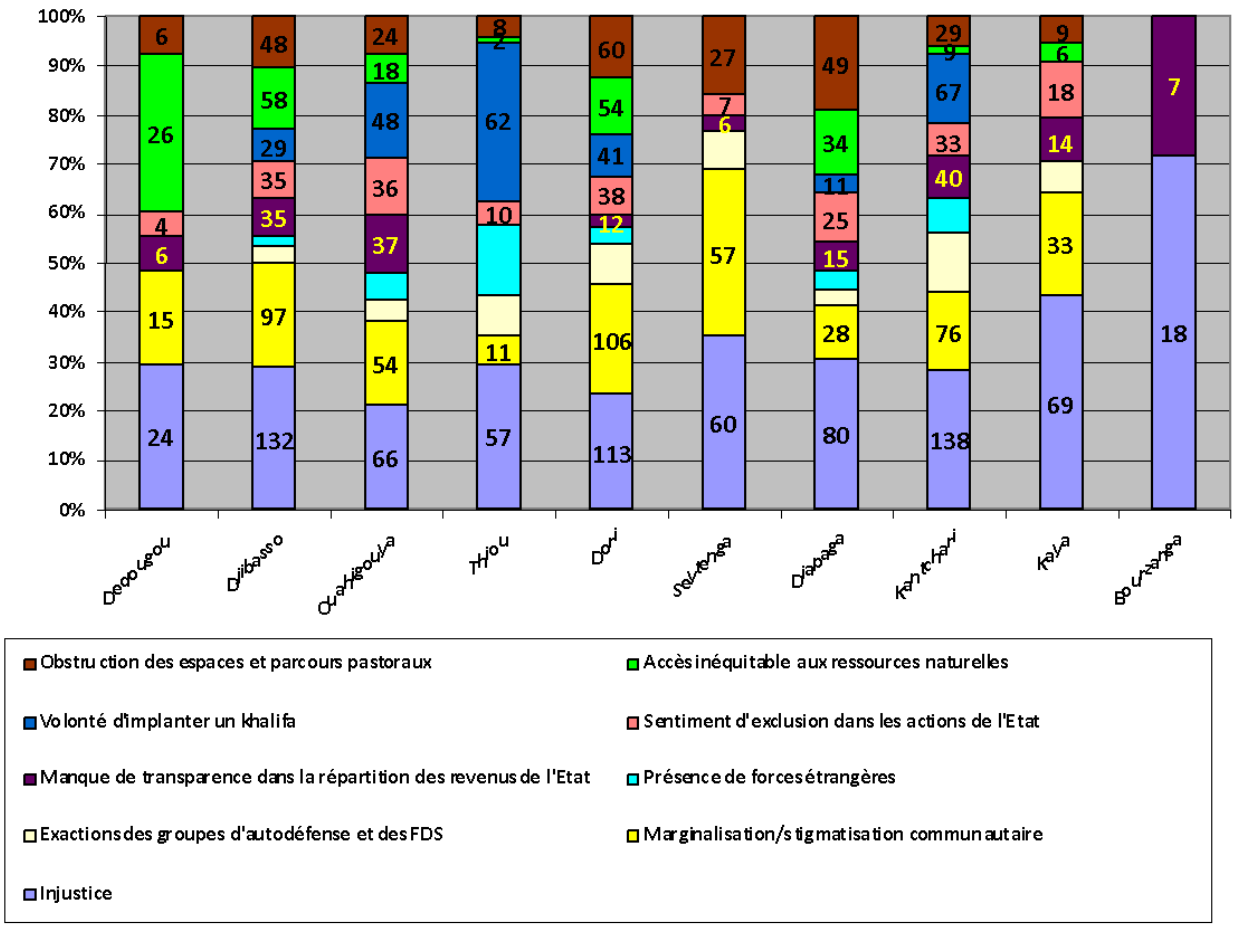
[43] Risques et Besoins en matière de protection de l'enfance au Burkina Faso Analyse des données secondaires, 2019 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/burkina_faso_sdr_29_august_2019_french_final.pdf

L'UNICEF a identifié un total de 17 enfants détenus en prison, tous accusés d'être associés à des groupes armés, dont 7 dans la prison de haute sécurité de Ouagadougou et 10 dans d'autres régions, en attente d'être transférés dans la capitale. »

6.1.2. Les causes des conflits

Cette partie présente de façon globale les résultats des analyses sur les causes profondes des conflits, les causes immédiates, et les facteurs aggravants. Avant d'entrer dans cette analyse, le graphique 2 ci-dessous montre les causes les plus citées par commune.

Graphique 2 : Causes des conflits par commune selon les répondants



Ce graphique nous montre que l'injustice, et la marginalisation ou stigmatisation communautaire sont globalement les deux causes les plus souvent citées dans le sondage dans toutes les communes, bien que dans des proportions différentes.

Les expressions de marginalisation et stigmatisation communautaires, lorsqu'elles sont expliquées, renvoient en général à la question des Peuls, des éleveurs nomades, comme étant mal perçues, et faiblement intégrés dans le reste de la société. L'accès inéquitable aux ressources est cité surtout à Dédougou, la volonté d'implanter un khalifa surtout à Thiou, le manque de transparence dans la répartition des revenus de l'État davantage à Bourzanga, l'obstruction des espaces et parcours pastoraux à Seytenga et Diapaga. Les trois autres causes proposées (sentiment d'exclusion dans les actions de l'État, présence des forces étrangères et exactions des groupes d'autodéfense et des FDS) sont citées dans toutes les communes mais restent globalement marginales, dans la mesure où la proportion des enquêtés qui les mentionnent ne dépassent pas 13%.

Les causes profondes des conflits

Aperçu de la littérature sur le contexte et les causes historiques favorisant l'émergence des conflits et tensions.[44]

La chute du régime Kadhafi est suivie de la fragilisation de la bande sahélo-saharienne avec la prolifération des groupes extrémistes violents qui commencent à s'implanter dans le nord du Mali depuis 2012.

En 2015, le Burkina Faso connaitra ses premières attaques après la chute du régime Compaoré. Les attaques s'intensifieront et révèleront une armée peu organisée voire fragile, structurellement et fonctionnellement. Cette fragilisation trouve son origine dans une politique de restructuration qui avait été mis en œuvre au sein des Forces armées burkinabè. Au-delà de l'armée, l'absence ou la faible présence de l'État dans certaines localités, accompagné par le manque de justice sociale en termes de répartition des ressources, l'accès aux services publiques comme l'éducation et la santé, l'accès à des sources de revenus, etc., vont constituer des terreaux fertiles à l'implémentation des groupes extrémistes violents dans certaines régions comme le Sahel et l'Est. À cela s'ajoutent des facteurs endogènes (tensions au sein ou entre les communautés) sur lesquels les GANE vont aussi surfer afin d'avoir des adhérents dans certaines localités. Ces tensions sont en général liées à des problématiques anciennes de concurrence dans l'utilisation des ressources naturelles, foncières et hydriques en premier lieu, forestières et minières dans un second temps.

De plus, la communauté peule entre autres, présente dans plusieurs pays de la sous-région, s'est retrouvée démantelée et répartie dans plusieurs États-nations créés par suite de la colonisation, dont les frontières ont été tracées de la façon la plus artificielle possible et sans tenir compte des réalités des populations et communautés locales. Depuis, cette communauté essai de trouver sa place au sein de ces États et souffre d'une marginalisation et stigmatisation de plus en plus fortement ressenties par ses membres.

En définitive, il apparait que la situation du Burkina Faso, marquée par la présence d'une armée mal organisée et pas assez outillée, une vulnérabilité de certaines provinces (pauvreté et sentiment d'injustice sociale) par des tensions subsistantes ou latentes intercommunautaires et/ou intracommunautaires, constitue une opportunité pour les groupes terroristes. La situation d'insécurité lié à la criminalité et au grand banditisme a provoqué l'émergence de groupes d'autodéfense comme le Koglwéogo et la montée des groupes terroristes va accentuer le rôle de ces groupes d'autodéfense qui procédaient déjà à l'arrestation de présumés bandits et l'exécution d'une justice populaire et expéditive.

Avec les évènements de Yirgou en janvier 2018, les groupes d'autodéfense vont s'illustrer dans le massacre de plusieurs personnes de la communauté peule. Cette donne marque un nouveau tournant à la situation, dans un mélange d'extrémisme violent, conflits et massacres communautaires.

La cause des conflits la plus citée dans le cadre du sondage est l'injustice[45]. L'injustice est ici à comprendre dans sa perspective socio-économique. Les entretiens et groupes de discussion citent très souvent la pauvreté[46] croissante, l'accroissement des inégalités socio-économiques et surtout leur visibilité, ce qui

[44] Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone : bilan et perspectives https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/bm_WestAfrica_bryden_fr.pdf
Le Sahel et la contagion libyenne 2012, https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-4-page-835.htm
Vers une réforme du système de sécurité burkinabé ? 2017 https://www.frstrategie.org/web/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/15.pdf
Les défis et enjeux sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien la perspective de la Libye 2016 https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/14015.pdf

[45] FGD Femmes de Dédougou

[46] FGD Éleveurs de Seytenga

rejoint et accentue le sentiment d'injustice (dans sa connotation économique). La recherche du gain facile est également citée dans le même prolongement d'idées, en particulier vis-à-vis des jeunes[47]. Ces perceptions sont valables pour l'ensemble de la population de la région du nord du pays, sans trop de différenciation ethnique. Il en est de même pour les impressions de mauvaise gouvernance et de corruption. Ces dernières alimentant le sentiment d'injustice des populations, mais également la déception et le sentiment d'être ignorés ou abandonnés par l'État. La mauvaise gouvernance et la corruption sont perçues à tous les niveaux et concerne les policiers, les agents des eaux et forêts, et les hautes autorités en collusion avec le secteur privé[48]. En effet, la relation avec l'État a souvent été conflictuelle, ou en tous les cas de défiance. L'État, né de la colonisation, ne s'est pas suffisamment construit ni rapproché des communautés du nord du pays. Au contraire, il tend à rester une réalité lointaine, abstraite, qui ne ***descend*** vers elles que pour oppresser, faire de la ***prédation*** ou encore exploiter les ressources naturelles.

La seconde cause mentionnée est la marginalisation ou stigmatisation communautaire, dont les Peuls sont les principales victimes, et les Rimaibés qui se sentent à leur tour, méprisés par les Peuls en tant que descendants d'esclaves. Cette même ***survivance*** des pratiques esclavagistes est source de nombreuses frustrations, et a parfois servi de détonateur à la radicalisation de certains jeunes, notamment les Rimaibés.[49]

La question des ressources naturelles est clé. Il s'agit de la raréfaction des ressources, leur détérioration due au changement climatique et à des exploitations irrationnelles, l'augmentation de la pression sur celles-ci, et donc l'accroissement des tensions autour de leur accès, notamment la terre et l'eau. Au vu de l'importance des activités de l'agriculture et de l'élevage dans la survie quotidienne des populations, la réduction de leur productivité devient de facto très problématique. Cela est provoqué par la croissance démographique, le changement climatique, et le phénomène de l'accaparement des terres (*land grabbing*[50]). Cela s'ajoute enfin à une gestion et une gouvernance de ces ressources qui sont souvent considérées injustes et inéquitables par les populations.

Le problème de raréfaction des ressources et de leur gestion perçue comme injuste est rejoint par le manque de perspectives des jeunes, étant donné que les activités traditionnelles d'agriculture et d'élevage ne permettent plus de vivre dignement, ou du moins, pas comme avant. À cela s'ajoute le fait que les jeunes sont le plus souvent exclus des prises de décisions et se retrouvent donc dans une situation critique sans même avoir la possibilité d'influencer directement le cours des choses dans leur milieu de vie. Cela explique en partie le choix de certains jeunes de partir ailleurs chercher des opportunités, voire de rejoindre les groupes armés. Il serait intéressant d'approfondir la question des perspectives des jeunes, du choix de

[47] Entretiens avec un jeune de Diapaga, une dirigeante d'un groupement de femmes de Kantchari, un leader éleveur de Thiou, un leader agriculteur de Thiou, FGD jeune fille de Dédougou et FGD jeune garçon de Ouahigouya

[48] Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale 2014 https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2014/07/BF-Assessment-FR-with-Logos-low-res.pdf
Si Les Victimes Deviennent Bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central 2018 https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_FR_2018.pdf

[49] Entretien avec les autorités du Sahel
Burkina Faso : pourquoi le terrorisme intérieur prospère-t-il autant ? https://www.lepoint.fr/afrique/burkina-faso-pourquoi-le-terrorisme-interieur-prospere-t-il-autant-13-01-2020-2357484_3826.php
La communauté peule au Sahel, nomades au cœur des amalgames https://www.observatoirepharos.com/pays/burkina-faso/la-communaute-peule-au-sahel-nomades-au-coeur-des-amalgames-fr/

[50] Accaparement des terres ou *land grabbing*. Le terme désigne le phénomène d'investissement marchand et financier sur les terres par des acteurs tiers

s'exiler, de s'engager dans un groupe armé, ou de s'engager dans des associations locales de paix ou de développement, et des raisons sous-jacentes à leurs choix.

Dans le cadre du sondage, il était demandé aux participants quelles étaient les causes ayant mené à des conflits dans leur communauté, et « La volonté d'implanter un khalifa » était une réponse proposée. Elle est citée principalement dans trois communes : à Thiou (32%), Ouahigouya (16%) et Kanthari (15%). Un leader d'éleveur à Djibasso en parle aussi « *Les groupes armés terroristes veulent instaurer la charia. Ce qui aggrave la situation, c'est la confusion de l'ennemi et la gestion de la crise* ». Il n'y a pas de différence marquante selon le genre sur cette perspective et la seule différence, par âge, est la volonté d'implanter un khalifa, qui est un peu plus souvent mentionnée par les jeunes (15%) que par les autres catégories d'âge (11,7%).

Causes récentes et facteurs aggravants

Certaines causes complémentaires, plus immédiates, ont également été identifiées.

Le non ou mauvais règlement de conflits préexistants, par exemple entre agriculteurs et éleveurs, fonciers, ou liés aux réminiscences des pratiques esclavagistes, contribuent à créer une situation de tension.

L'expression "non ou mauvais règlement de conflits préexistants" fait référence à lorsque des conflits ont éclaté et des tentatives de traitement ont été menées, mais la situation à laquelle cela aboutit n'est pas satisfaisante pour au moins une des deux parties. Différentes raisons peuvent être données : un accord qui n'est pas satisfaisant, pas appliqué, ressenti comme injuste ou imposé, ou remis en cause après peu de temps. De même, dans l'immédiat, lorsque quelqu'un subit un tort et que rien n'est fait pour le réparer, la volonté de vengeance peut naître, surtout dans le contexte où le tort subi est très grave, comme des exactions, que ce soit par les groupes armés, les forces de sécurité, ou les groupes d'autodéfense.

En lien avec la question de la pauvreté précitée et le sentiment d'injustice économique, l'appât du gain est cité en particulier par les jeunes[51] et par l'ensemble des acteurs consultés comme un facteur de conflit les incitant à commettre des actes violents, délinquants ou conflictuels. La volonté de vivre au-dessus de ses moyens, l'imitation de styles de vie qui ne sont pas traditionnels mais ceux des plus riches est souvent invoqué. Cet aspect est cité dans quasiment tous les entretiens avec des leaders de jeunes ou de femmes, et quasiment tous durant les groupes de discussion avec les jeunes résidents, les hommes et femmes déplacés, FGD Ouahigouya éleveurs, FGD jeunes filles de Dédougou, etc. Dans les entretiens, sont parfois mentionnés d'autres faits facilitant l'émergence de tensions ou conflits, notamment :

- La prise de stupéfiants, en général associée aux membres des groupes armés, aux groupes d'autodéfense, ou aux jeunes en général[52] ;
- La méfiance envers les FDS pour leur incapacité à gérer la question des groupes armés, et à sécuriser le territoire et la population[53], ou leur tendance à stigmatiser certains groupes comme les pasteurs[54], ou

[51] Entretiens avec un jeune de Diapaga, un leader d'un groupement de femmes de Kantchari, un leader éleveur de Thiou un leader agriculteur de Thiou, FGD Jeune fille de Dédougou, FGD jeune garçon de Ouahigouya. Cela est mentionné dans pratiquement toutes les communes

[52] FGD jeunes de Ouahigouya

[53] Entretien leader jeune d'une association de veille citoyenne à Dédougou

[54] Entretien leader d'éleveur de Djibasso

à commettre des exactions[55] ;

- Les effets néfastes des réseaux sociaux[56] qui, permettent une circulation à très grande vitesse d'informations fausses et de rumeurs, attisant ainsi haine et ressentiments
- Enfin, et ce facteur a été mentionné de façon très marginale, certains prêches dans des mosquées, l'instrumentalisation de la religion[57], ou le 'fanatisme religieux'[58]

Les facteurs aggravants des conflits sont souvent les mêmes que ceux précédemment cités : mauvaise gestion des ressources naturelles (par l'État et les individus, occupation d'espaces protégés, occupation des pistes de bétail, etc.), stigmatisation communautaire, mauvais règlement des conflits, exactions des FDS[59] ou groupes d'autodéfense.

La question de la gestion des sites miniers par l'État est également citée parmi les facteurs aggravant les conflits, en plus de type de conflit spécifique, comme indiqué dans le tableau 4. Le seul élément nouveau est les 'dégâts champêtres' qui font référence à l'accusation faite par les agriculteurs vis-à-vis des éleveurs de laisser leurs animaux piétiner et occuper les champs autrui, détruisant ainsi les récoltes des champs et produisant des pertes matérielles. Selon les éleveurs, ces accusations sont soit fausses, ou qu'elles sont dues au fait que les espaces normalement réservés aux animaux ont préalablement été occupés par les agriculteurs afin de cultiver.

6.2. Conséquences des conflits et mécanismes de gestion des conflits

Cette partie vise à explorer les conséquences des conflits dans les divers domaines de la vie, et consacrera une partie à l'analyse sur les conséquences touchant particulièrement les femmes et les enfants (6.2.1), puis à regarder l'état de la cohésion sociale et des mécanismes de résilience au conflit (6.2.2).

6.2.1. Conséquences des conflits

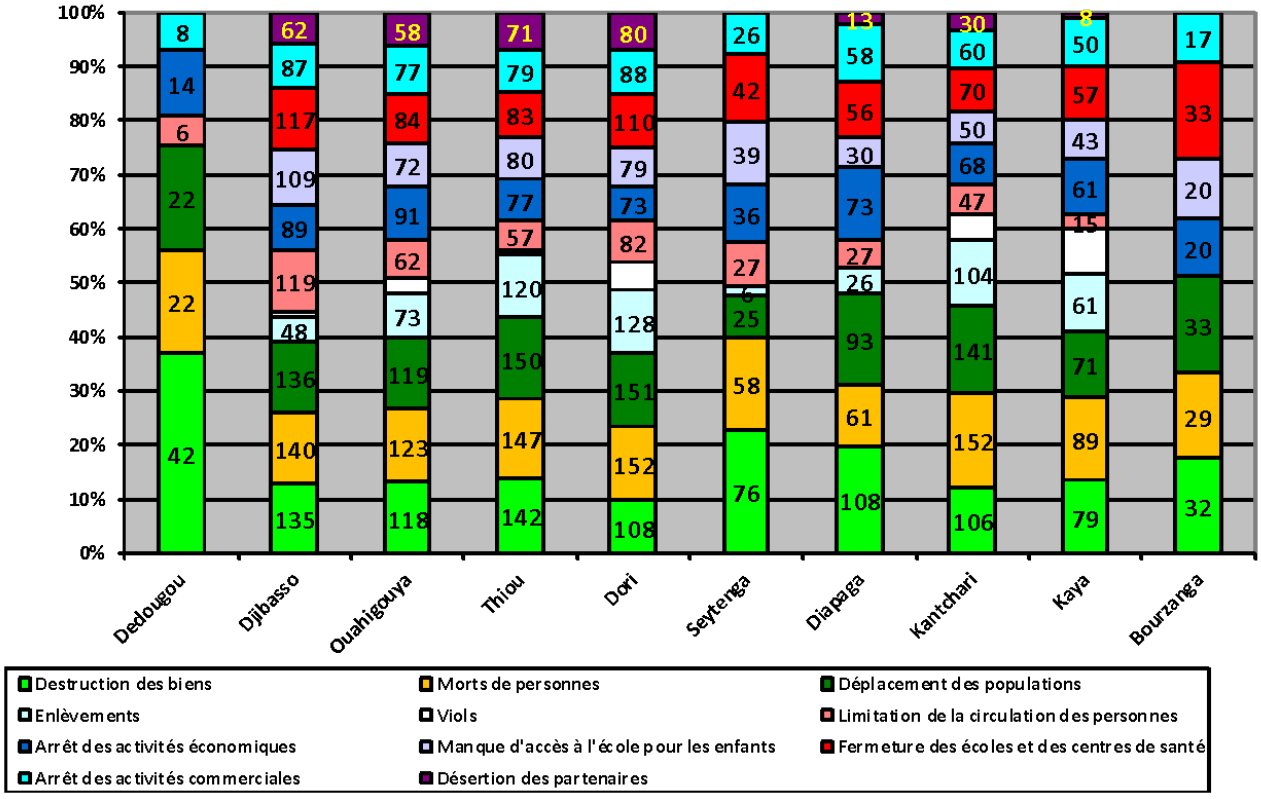
Conséquences générales

Sur base des données récoltées est proposée une classification des conséquences tenant compte aussi des éléments des données qualitatives.

Avant cela, le graphique 3 donne un aperçu par localité des conséquences qui ont été principalement citées par les répondants au sondage.

Graphique 3 : Conséquences des conflits sur la population par localité

[55] Entretiens leader d'une association des femmes de Diapaga et leader des jeunes de Kaya
[56] FGD jeunes, Boucle de Mouhoun et FGD leader des médias, Nord
[57] Entretien OSC de Diapaga
[58] Entretien du préfet de Dori, préfet de Bourzanga, Intellectuel de Seytenga
[59] FGD femmes déplacées de Thiou, FGD femmes résidentes de Thiou, FGD jeunes déplacés de Thiou



Les conséquences les plus citée partout sont : destruction des biens, mort de personnes et déplacement des populations. Les viols sont cités de façon marginale mais apparaissent davantage à Kaya, Kantchari et Dori avec une fréquence de 4 à 8% des réponses. Le manque d'accès à l'école pour les enfants, et la fermeture des écoles et des centres de santé est cité dans toutes les communes entre 10 et 25% des réponses, le plus cité à Djibasso, Bourzanga et Seytenga.

En s'inspirant des réponses données à ces questions lors des entretiens et des groupes de discussion, il est proposé de revenir sur les divers éléments soulevés en les structurant en quatre groupes principaux présentés dans le tableau ci-dessous : humain, psychologique et émotif, social et économique. Il est ensuite développé une quatrième catégorie de conséquences qui résulte de la conjugaison de différents facteurs et conséquences.

Tableau 6 : Conséquences des conflits : tableau récapitulatif

Conséquences sur les **humains**
Pertes de vies humaines et atteinte à l'intégrité physique Un leader des jeunes de Dori explique « *qu'il n'y a plus de père de famille à cause des tueries*. » Les hommes et les jeunes sont souvent cités comme étant les premières cibles des attaques des groupes armés, voire des représailles par les milices Dozo, Poglweogo ou peuls (FGD femmes de Diapaga). Selon un agent d'une ONG de Dori, s'observent « *de plus en plus de morts de civils* ». Il apparaît que cette conséquence s'est fortement accrue avec la crise actuelle et l'intensification des conflits violents, liées aux attaques des groupes armés (Leader chrétien de Ouahigouya).

Déplacements des populations. Un jeune leader de Djibasso explique que les déplacés fuient les violences des « *groupes terroristes, des Peuls et des Dogons* ». Le déplacement des populations est en effet une conséquence des attaques des groupes armés ou des affrontements interethniques découlant en partie de ces mêmes attaques. Le leader d'une association de veille citoyenne de Dori explique que dans ce contexte effectivement « *La population se déplace de plus en plus* ». Un intellectuel de Kaya résume : « *Cette crise se manifeste à plusieurs niveaux : le sentiment de peur, tuerie, déplacement….* ».
Dislocation de familles : étant donné que les hommes sont les principales cibles lors des attaques de la part de groupes armés, des groupes d'autodéfense et des forces de défense et sécurité, ils tendent au bout d'un certain temps à partir en laissant derrière eux femmes et enfants. (« *Les hommes ont fui en abandonnant la famille* » FGD Hommes déplacés de Dori). Il s'observe que les femmes et les enfants sont ensuite amenés à partir aussi, mais pas tous ne vont au même endroit d'où les séparations de familles et des contacts difficiles. Il arrive aussi lors des fuites que des membres de familles se perdent, et notamment des enfants qui restent en arrière. En plus des dislocations dues aux séparations, il y a aussi celles dues aux réelles pertes d'un membre, souvent l'homme, qui laisse donc orphelins et veuves.
Conséquences **psychologiques et émotionnelles**
Les personnes victimes d'attaques sentent leur « dignité bafouée » (FGD jeunes filles déplacées).
Le mot qui revient le plus souvent dans tous les entretiens est « PEUR » ; « peur au ventre » (FGD éleveurs Diapaga) ; « angoisse » ; « psychose ». Le conseiller municipal de Seytenga explique : « *Oui car avant on avait peur des animaux sauvages dangereux quand on voyageait alors que maintenant on a plus peur de nos alter-ego* ». Les pasteurs de Ouahigouya racontent « *Pour nous d'abord c'est la peur qui nous anime* » Les agriculteurs de Seytenga témoignent « *Nous vivons avec des angoisses* ». Les femmes de Diapaga expliquent « *Tout le monde a peur* ».
À côté de la peur, le mot « traumatisme » revient aussi souvent, comme pour accentuer comment ce qui a été vécu a marqué et laissé une trace qui perdure. Le FGD des hommes déplacés de Kaya explique : « *On a vécu la crise sécuritaire dans des moments difficiles. Nous on ne vivait que dans la peur. On vivait sur les arbres, dans les trous, lieux de cachette* ».
La volonté de vengeance soit personnelle, soit en rejoignant des groupes armés ou des groupes d'autodéfense, est très souvent mentionnée aussi bien comme conséquence que comme cause du conflit.
Conséquences **économiques**
La perte de biens matériels, que ceux-ci aient été volés, pillés, brulés, détruits est une constante, surtout pour les déplacés, ce qui les rend encore plus démunis et accroît la pauvreté.
Cela a donc un effet direct en termes de réduction de la possibilité d'exercer les activités génératrices de revenus : élevage, agriculture, commerce, etc., ce qui accroît la pauvreté.
La réduction de la production agricole et donc de la nourriture disponible et accessible. La quantité et qualité de la nourriture disponible sont réduites.
Le chamboulement des conditions de vie, la fermeture des écoles, la perte de biens, la réduction des revenus familiaux pousse à la recherche de sources alternatives de revenus, et notamment pour les femmes, les jeunes et les enfants. Dans ces situations, nombreux se tournent ou sont forcés de se tourner vers des formes d'activités les plus pénibles portant attentes à leurs droits et leur santé : l'orpaillage, la

prostitution, le travail des enfants, le vol, etc.
Conséquences sociales
La réduction de la liberté de mouvement pèse : pour aller au champ, à l'école, au marché, chercher de l'eau, se soigner, faire paître les animaux.
La réduction de l'accès à l'eau, car les points d'eau sont détruits ou les trajets pour les rejoindre est risqué
La réduction de l'accès à certains services sociaux, les plus souvent nommés étant tout d'abord l'éducation car les écoles sont détruites, fermées ou les enseignants partis, puis les centres de santé pour les mêmes raisons.
L'accroissement des mariages précoces et forcés (FGD des hommes et des femmes déplacées de Djibasso ; FGD Jeunes filles de Seytenga ; très nombreux entretiens avec les leaders jeunes ou femmes). Cet accroissement des mariages précoces et forcés est justifié par plusieurs facteurs : la déscolarisation des enfants, donc on marie plus tôt les filles ; la pauvreté et donc une façon d'avoir une bouche à nourrir en moins et de toucher une dot ; mais aussi la volonté de protéger l'honneur de sa fille en temps d'insécurité (si des viols arrivent, etc.)
La stigmatisation encore majeure de certaines communautés, principalement les pasteurs Peuls, car accusés, y compris souvent par des discours officiels ou de personnes influentes, d'être proches, de soutenir voir de participer activement aux groupes armés. Cela empire leur situation déjà souvent défavorisée ou à la marge, augmente les rancœurs en leur défaveur, accroît la méfiance voire porte à des actes ou attaques contre eux. Les leaders des éleveurs de Djibasso expliquent « *aujourd'hui tout le monde dit que ce sont les peuls qui sont des terroristes et cela est révoltant, des personnes mal intentionnées détruisent des biens de cette communauté à cause des fausses accusations* ». Selon cet interlocuteur les FDS font partie des acteurs qui marginalisent et stigmatisent les peuls. Les femmes de Diapaga expliquent « *les gens croient que ce sont les Peuls qui tuent les gens* ». Comme pour confirmer les leaders des éleveurs de Bourzanga expliquent que « *les peuls sont les acteurs de conflits, ils tuent les mossis et hébergent les terroristes* ».
Enfin, et c'est un élément essentiel de toute la situation, actuelle et future, la MÉFIANCE. Elle a explosé entre les individus, entre et au sein des familles, entre et au sein des communautés. Comme l'ont dit les agriculteurs de Bourzanga « *Ici dans notre localité la crise a semé la méfiance entre nous* » ; ou les éleveurs de Ouahigouya « *La méfiance car on ne sait plus qui est qui* ».

Les femmes, jeunes filles et filles

Comme il a été présenté ci-dessus les conséquences des conflits et tensions ont été classés en quatre grandes catégories : dégâts humains, psychologiques, économiques, et sociaux.

Les conséquences des conflits en termes humains incluent : morts et blessés ; déplacements des populations ; dislocation de familles. Sur ce premier plan, il semblerait que les femmes soient moins victimes d'assassinats, dans la mesure où ce sont les hommes et les garçons qui sont visés[60] en premier lors des attaques. En effets les hommes sont visés aussi bien par les attaques des groupes armés que par les éventuelles attaques des groupes d'autodéfense ou de l'armée, car ils sont les chefs de ménage, les responsables de la communauté et les potentiels suspects de collaboration avec l'ennemi. Cela a pour effet

[60] FGD Jeunes garçons déplacés de Bourzanga

que le nombre de veuves[61] et orphelins augmente. Cela a aussi des effets en termes de déplacement, car il a été expliqué que suite aux attaques ou aux rumeurs et craintes de celles-ci, les hommes fuyaient en premier,[62] laissant derrière eux le reste de la famille, qui souvent a dû partir dans un second temps[63]. La question du viol a été posée, mais les viols ne sont cités que marginalement en termes de conséquences, souvent de l'ordre de 1 à 2% des réponses. Ils apparaissent davantage à Kaya, Kantchari et Dori avec une fréquence de 4 à 8% des réponses. Il n'y a pas de différences entre les femmes et les hommes sur cette réponse.

Les conséquences psychologiques incluent : la dignité bafouée[64], la peur, l'angoisse et la psychose, les traumatismes. Elles sont citées très fréquemment, aussi bien pour les femmes que les hommes, sans que des différences de genre n'apparaissent. A Diapaga on explique de façon générale que « *les femmes ne peuvent plus faire ce qu'elles veulent* »[65]. Un élément qui revient à plusieurs reprises est l'impossibilité pour les femmes de se réunir : une conséquence « *la peur de se réunir* »[66], « *que les femmes ne peuvent plus faire de rencontres* »[67].
Les conséquences économiques et sociales s'appliquant particulièrement aux femmes sont en premier lieu la réduction de la liberté de mouvement, ayant pour conséquence la réduction de la possibilité d'exercer les activités génératrices de revenus car les femmes ne peuvent plus se déplacer facilement vers les champs, et surtout vers les marchés [68], ou bien ceux-ci sont devenus très peu fréquentés[69].

La réduction de l'accès à certains services sociaux, en premier lieu les points d'eau, ensuite les écoles et les centres de santé sont des limitations qui touchent la population dans son ensemble. Les femmes étant en général chargée de l'eau, elles vivent en première place un accès plus difficile et une dégradation des puits[70], probablement par manque d'entretien.

L'accroissement des mariages précoces et forcés est probablement une des éléments saillants en termes de conséquences sur les filles et les jeunes filles.[71]

Ensuite ont été identifiées des conséquences psychologiques se traduisant en des comportements individuels, puis en des phénomènes sociaux influençant directement les conflits : la volonté de vengeance ; la recherche de sources alternatives de revenus ; la stigmatisation accrue de certaines communautés, et enfin la méfiance. Parmi ces conséquences générales, la recherche de source alternative de revenus à travers notamment la prostitution[72] (ou les mariages précoces, car une de leurs utilités est celle-ci) et la méfiance

[61] FGD Jeunes garçons déplacés de Ouahigouya
[62] FGD Jeunes garçons déplacés de Ouahigouya
[63] FGD Femmes déplacées de Dori, FGD Hommes déplacés de Dori
[64] FGD Jeunes filles déplacées de Bourzanga
[65] FGD Femmes résidentes de Diapaga
[66] FGD Femmes résidentes de Dédougou
[67] FGD Femmes résidentes de Thiou ; FGD Femmes de Kantchari
[68] FGD Femmes résidentes de Dédougou ; FGD femmes résidentes de Thiou
[69] FGD Femmes résidentes de Diapaga ; FGD Femmes résidents de Kantchari
[70] FGD Femmes de Ouahigouya
[71] FGD Hommes déplacés de Djibasso ; FGD Femmes déplacées de Djibasso ; Entretien leader des jeunes de Dori ; Entretien femme leader de Kaya
[72] FGD Jeunes filles de Dédougou ; Entretiens avec les leaders des jeunes de Dédougou, Thiou et Bourzanga

qui touche toutes les catégories.

Les enfants, garçons et filles

L'UNICEF ayant au centre de son travail l'enfant, il est question de voir quelle est la situation particulière de l'enfant dans ce contexte. Une situation de guerre et de crise accroît les inégalités et pèse plus fort sur ceux qui sont déjà vulnérables, parmi lesquels évidemment les enfants. Ce paragraphe ne comprend donc pas de nouveaux éléments, plutôt il souligne la pertinence et l'applicabilité de conséquences déjà mentionnées précédemment. Comme l'explique un FGD d'éleveurs de Ouahigouya « *Le problème est général, même chez les enfants cela les a marqués de façon négative* ».

- La violence physique subie : « Les enfants garçons de plus de 5 ans sont tués aussi lors de leur passage. Pour les enfants filles elle sont violées ».[73]
- Les traumatismes psychologiques[74] liés à la peur ressentie, la violence vécue et observée[75] (« aux parents tués devant eux » (FGD agriculteurs de Bourzanga)), la perte d'un parent, l'isolement ou l'abandon qui peut en découler, sont d'autant plus probables, d'autant plus graves et porteurs de conséquences plus marquantes pour les enfants ;
- La peur qui continue après les faits vécus les plus graves, le sentiment d'insécurité que les parents décrivent et qui ne peut qu'être ressentie aussi et d'autant plus par les enfants. L'instabilité liée au déplacement, au changement de vie, à la perte de repères habituels, à l'ignorance de "où on sera demain", de "si, comment et quoi on mangera demain" ;
- La réduction de l'accès à la nourriture et à l'eau n'est pas une conséquence spécifique aux enfants, mais « la famine »[76] peut les affecter de façon plus grave que les adultes. « Il faut partager la nourriture ce qui provoque des bagarres »[77].
- La réduction de l'accès à l'éducation[78] est une des conséquences problématiques les plus citées. Elle est due à l'école qui ferme, ou qui est détruite, les enseignants qui fuient, l'école est cible d'attaque et donc n'est pas un lieu sécurisé, le trajet pour y aller est dangereux. Une fois un enfant sorti de l'école pendant un certain temps, il est difficile qu'il rattrape le temps « perdu », voir dans certains cas, s'il est plus grand, il est même probable qu'il n'y retourne plus, « cela entraîne l'abandon des enfants » (FGD agriculteurs Bourzanga). Les femmes déplacées de Doris craignent qu'avec la déscolarisation cela « livre les enfants à devenir des talibés ».
- Il a été vu que l'accès aux soins est aussi réduit, et cela, comme pour la nourriture, s'applique aussi à l'enfant et peut lui porter plus de préjudices qu'à l'adulte.
- La déscolarisation et la réduction des revenus familiaux poussent souvent les enfants à devoir participer à procurer un revenu à la famille, au prix souvent de violations de leur droit dans des situations critiques : mendicité[79], travail dans les mines[80], prostitution, vols. Les jeunes de Kantchari parlent de « grand banditisme ».
- Les mariages forcés et précoces sont très souvent mentionnés (FGD jeunes déplacés de Djibasso)

[73] FGD hommes déplacés internes de Kaya
[74] FGD Femmes de Dédougou, FGD Jeunes filles de Dédougou ; FGD jeunes de Ouahigouya
[75] « Traumatisme quand voit un FDS devant eux. » Entretien leader des jeunes de Kaya
[76] FGD Femme de Dédougou, FGD jeune fille de Bourzanga
[77] FGD Ouahigouya
[78] FGD femmes de Kantchari et FGD femmes de Thiou ; FGD Jeunes de Djibasso ; FGD jeunes filles de Seytenga
[79] FGD déplacées femmes de Ouahigouya
[80] FGD hommes déplacés de Djibasso

- La migration des enfants est aussi citée au titre de conséquence, en mentionnant particulièrement « la proximité avec la frontière nigérienne (FGD des femmes de Kantchari FGD jeunes de Djibasso)
- A Seytenga le FGD des éleveurs répond à la question de comment la crise a marqué les enfants par « radicalisation ».
- Les femmes du FGD de Ouahigouya mentionnent aussi plusieurs fois des conflits liés au comportement des enfants, qui manquent de respect, mais ne donnent pas plus de détails.

Complément d'information tiré de la littérature

L'ensemble des exemples cités ci-dessus en tant que conséquences des conflits sur les enfants est également présent dans la littérature. La question du non-accès à l'éducation, des mariages forcés et précoces et du travail des enfants sont particulièrement développés.
Les limitations au droit à l'éducation des enfants ne proviennent pas seulement des conséquences générales du conflit, mais aussi du fait que le secteur de l'éducation est spécifiquement une cible des groupes armés non étatiques. Un rapport uniquement à ce sujet vient de sortir en mai 2020 : « Leur combat contre l'éducation. Attaques commises par des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso. » de Human Rights Watch. Il en ressort que bien que les élèves ne soient pas les cibles premières en termes de violences physiques des attaques, car ces dernières sont dirigées surtout contre le corps enseignant et le matériel, ils en restent des victimes directes notamment en termes de traumatisme et d'interruption de la scolarité.

Le mariage des enfants et les pires formes de travail des enfants sont identifiés dans le document « Risques et Besoins en matière de protection de l'enfance au Burkina Faso Analyse des données secondaires, 2019 » comme les principales menaces auxquelles les filles et les garçons des zones touchées sont confrontés. La question des mariages précoces et forcés était déjà un problème important au Burkina Faso avant le conflit, le pays ayant un taux les plus élevé au monde[81], et le conflit ainsi que la crise n'ont fait qu'aggraver cela, aussi bien pour des questions de sécurité que des difficultés économiques. Ce sont aussi les difficultés économiques des ménages et l'arrêt de la scolarisation des enfants qui ont aggravé la situation du **travail des enfants**. Comme expliqué dans le document précité : « *Dans les circonstances actuelles, les enfants ne vont pas à l'école et voyagent de plus en plus à la recherche d'un emploi, ce qui augmente leur exposition aux risques, en particulier le risque de se livrer aux pires formes du travail des enfants. Le Rapport de suivi sur les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, établi à Dori en mai 2019, indique que les parents ont perdu leurs sources de revenus traditionnelles en raison du déplacement, et que les enfants assument désormais la responsabilité de subvenir aux besoins de leur famille. En conséquence, un plus grand nombre de filles sont régulièrement envoyées dans les villes comme employées de maison, et les garçons se lancent dans la construction, le petit commerce ou même la vente d'eau. Les services sociaux ont été alertés d'avoir vu des enfants déplacés mendier dans les rues.* » Les données récoltées citent aussi les cas de travaux dans les mines d'or, dans les communes concernées.

Les notes des focus groups n'ont pas inclus cet aspect, mais il semblerait que pendant la récolte des données la question de **l'enregistrement des enfants à l'état civil** à leur naissance ait été mentionnée, notamment dans la région du Sahel, et dans une moindre mesure dans celle du Nord et du Centre Nord. De la littérature il ressorts que celui-ci soit un défi important.

[81] *"La situation des enfants dans le monde 2015 : Reimagine the future* ", UNICEF, novembre 2014, tableau 9, disponible à l'adresse : https://www.unicef.org/publications/files/SOWC_2015_Summary_and_Tables.pdf.

Le document « Risques et Besoins en matière de protection de l'enfance au Burkina Faso Analyse des données secondaires, 2019» rapporte que : « *Dans ses observations finales sur le septième rapport périodique du Burkina Faso en octobre 2017, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a noté que, malgré le cadre juridique régissant l'acquisition de la nationalité au Burkina Faso et les efforts du pays pour enregistrer les naissances, 20 % des enfants ne sont pas enregistrés à la naissance, ce qui les expose au risque de devenir apatrides et empêche leur accès aux services essentiels 11. En 2019, 22% des enfants ne sont pas enregistrés à la naissance au Burkina Faso, 60% dans la région du Sahel et 40 % dans l'est — les régions les plus touchées par la violence. L'absence d'enregistrement des naissances présente des risques supplémentaires pour les enfants, car elle entrave le regroupement familial et l'accès à différents services (tels que la santé et l'éducation).* »

6.2.2. Cohésion sociale et dynamiques de résilience au conflit

Cohésion sociale

Une fois le tableau des conflits terminés, cette partie est consacrée aux mécanismes de résilience au conflit. Le concept de résilience est ici entendu de façon large, à savoir tout ce qui permet à un individu, une société, une communauté ou une population de prévenir les conflits, de les gérer et les résoudre de façon pacifique, ou d'en atténuer les conséquences négatives (voir maximaliser celles positives lorsque possible).

En préalable, il est ici important de rappeler le constat de la dernière partie, à savoir que les différents conflits, et notamment l'émergence et à l'occurrence les conflits armés de plus en plus violents (impliquant groupes armés, groupes d'autodéfense et forces de sécurité), ont fortement mis à mal la cohésion sociale sous toutes ses facettes, et qu'une partie très importante de la population consultée vit dans la peur et la méfiance de l'autre. Cette méfiance est principalement entre les communautés ethniques (Peuls, Dogons, Mossi etc.), mais elle joue aussi entre générations. Les jeunes constituent actuellement une catégorie qui est assez facilement stigmatisée et qui soulève la méfiance. Le leader d'une organisation de veille citoyenne de Ouahigouya par exemple cite seulement « *les groupes de jeunes* » lorsqu'on lui demande qui sont les acteurs du conflit. Le FGD des femmes de Diapaga explique que « *le chômage des jeunes les conduit sur un mauvais chemin* ». Le FGD des femmes de Kantchari citent comme causes endogènes de la crise que des éléments qui concernent la jeunesse : « *L'influence psychologique des groupes violents sur la jeunesse ; l'analphabétisme de la jeunesse ; le chômage des jeunes* ». La méfiance s'est accrue aussi simplement entre individus, qu'ils soient d'une même communauté ou d'une même famille ou pas. Elle s'applique évidemment entre les agriculteurs et les éleveurs mais ces deux groupes recoupent souvent des groupes ethniques. Les femmes de Ouahigouya parlent de « méfiance généralisée », les femmes de Kantchari racontent que « *les gens ne se fréquentent plus comme d'habitude* » ; les jeunes de Seytenga expliquent qu' « *une atmosphère de méfiance s'est installée* ».

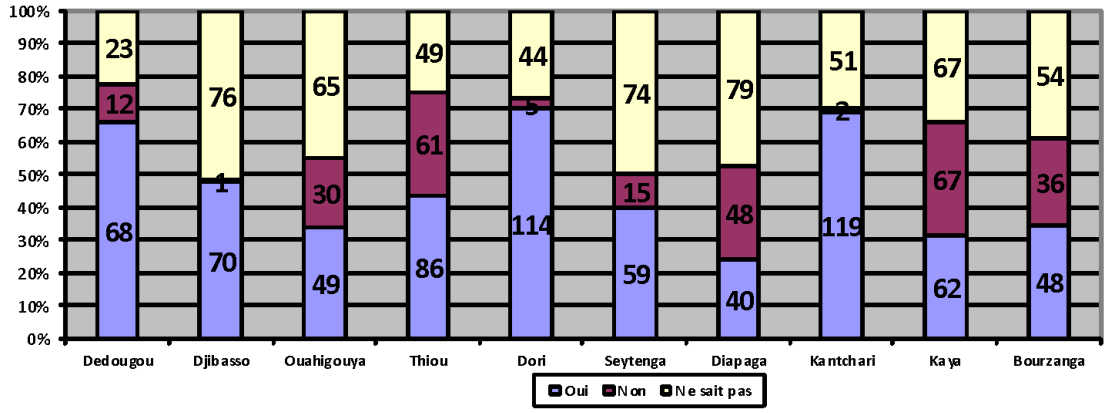
Il s'agit donc de voir au niveau local quels sont les mécanismes de prévention ou gestion des conflits existants, et quelles sont les perceptions de leur inclusivité et de leur efficacité.

Mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits

L'expression de « mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits » est ici utilisée de façon générale et recouvre toute une variété de réalités et d'initiatives dont les expressions peuvent être différentes

selon les localités et les types de conflits.

Graphique 4 : Existence des mécanismes locaux de prévention et gestion des conflits par localité



Le premier aspect surprenant des réponses à cette question est la proportion importante des répondants déclarant ne pas savoir si des mécanismes locaux de prévention ou règlement de conflits existent. Le plus bas pourcentage (de personnes déclarant ne pas savoir) est à Dédougou avec 23%. Plus de 45% des répondants déclarent ne pas savoir dans quatre communes : Seytenga, Djibasso, Diapaga et Ouahigouya. Il y a aussi des proportions importantes répondant par le négatif : à Kaya (plus de 30%), Thiou, Diapaga, et dans une moindre mesure à Bourzanga et Ouahigouya (autour de 20%). À la fin le plus grand nombre de réponse positives est, en ordre décroissant, à : Dori, Dédougou et Kantchari (un peu plus de 60%), puis Djibasso et Thiou autour de 40%.

Les femmes répondent moins souvent que de tels mécanismes existent (42,5%) que les hommes (47,1%), et de même pour les répondants de 18 à 25 ans (42,2%) contre 46,6% des plus âgés.

Une des explications possibles de la proportion importante de répondants déclarant ne pas savoir est que certains répondants aient interprété la question par rapport aux conflits violents (groupes armés, groupes d'autodéfense et forces de sécurité), d'où leur réponse que pour ce type de conflit il n'y a pas de mécanismes de prise en charge. Thiou, Kaya, Ouahigouya, Seytenga, Diapaga et Bourzanga sont en effet les communes qui avaient le plus cité les groupes armés comme partie au conflit, or elles se retrouvent aussi parmi celles ayant le plus de réponses « *je ne sais pas* » et « *non* ». Il ressort des données qualitative une plus grande connaissance de ces mécanismes, c'est-à-dire que presque tous les focus ou entretiens déclarent que de tels mécanismes existent. Toutefois il est aussi signalé que ces mécanismes ont souffert de la crise actuelle, comme expliqué par les jeunes déplacés du nord : « *Il existait des cadres de concertation dans nos villages d'origine mais qui ont tous volé en éclat et certains responsables ont même été tués* ».

Les mécanismes de prévention et résolution des conflits de façon générale apparaissent relativement appréciés et une certaine utilité leur est généralement reconnue. Quelques exemples de mécanismes spécifiques sont cités plus loin dans ce document sur base des données qualitatives. Toutefois, ces mécanismes sont actuellement dépassés par les conflits liés aux attaques terroristes car ils n'ont pas

d'influence sur ceux-ci. Ces structures sont quelque peu fragilisées par la crise qui montre leur vulnérabilité et touche aussi leurs membres directement. Globalement elles maintiennent la confiance des populations, au moins pour les règlements des conflits individuels, tout en admettant leurs limites pour les conflits plus graves.

La perception de la composition de ces mécanismes et de leur caractère inclusif est variable selon les communes. Les catégories d'acteurs les plus citées comme intervenant dans ces mécanismes sont les autorités locales et les sages, ces derniers étant souvent des hommes d'un certain âge. Les femmes citent plus souvent les groupes d'autodéfense (9,3%) que les hommes (4,5%), et moins souvent les autorités locales (23,4% des réponses des femmes contre 27,7% des réponses des hommes) et moins souvent les sages (35,1% contre 39,1). Aucune explication évidente de ces différences n'a pu être tirée des données.

La question de l'inclusivité de ces mécanismes a été posée. Parmi les pourcentages globaux, les femmes répondent plus souvent que les mécanismes sont inclusifs que ne le font les hommes (65,3% pour les femmes contre 59,7% pour les hommes), et les jeunes aussi plus souvent que ne le font les plus âgées (63,7% pour les jeunes et 60,8% pour les autres).

Les jeunes participent dans certaines communes (ils sont cotés à Dori et Bourzanga) mais ils restent une catégorie peu inclue. Les femmes aussi sont globalement exclues. Il peut arriver qu'elles soient présentes lorsque la composition prévoit par exemple la présence des femmes la société civile, dans ce cas-ci elles peuvent être présentes en tant que leader femmes, mais cela reste marginal et elles restent globalement minoritaires. (Entretiens avec autorités locales, femmes et jeunes leaders).

Aucune donnée n'a été récoltée sur la participation des enfants, mais il semblerait fort probable qu'ils ne soient pas inclus étant donné que des catégories comme les femmes ou les jeunes ne le sont généralement pas non plus, et, comme vu au-dessus ne considèrent souvent pas que cela rende les mécanismes non inclusifs, vu que souvent ils les évaluent positivement, en termes d'efficacité comme d'inclusivité.

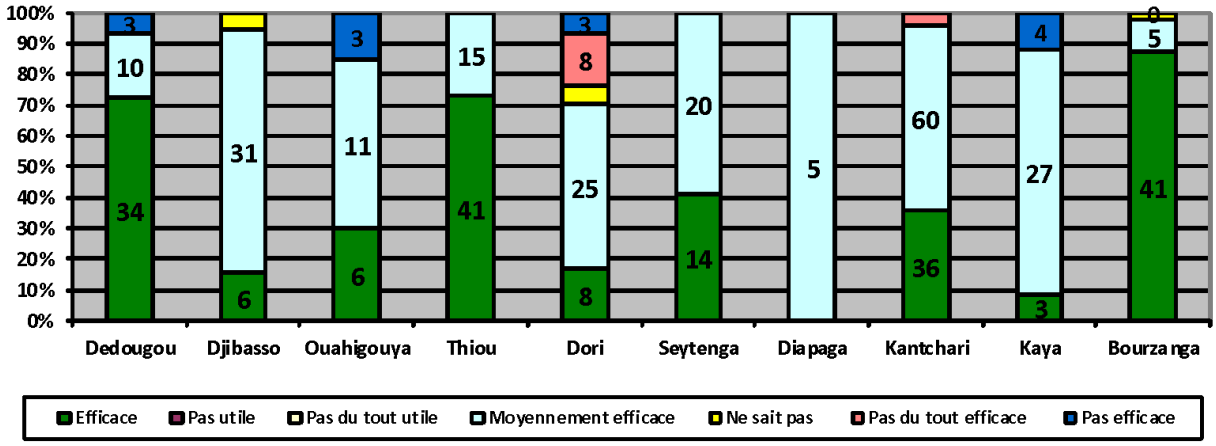
En ce qui concerne la question de quels seraient les groupes non inclus dans ces mécanismes, la plupart des répondant indiquent ne pas savoir (69%), 23% mentionnent les jeunes, 19% les femmes, 10% les représentants des éleveurs transhumants et 9% les groupes d'autodéfense. Les réponses des femmes mentionnent plus souvent la non-inclusion des jeunes (21,4%) que ne le font les hommes (15,2%). Dans les données qualitatives aussi la participation de jeunes et femmes est sujette à des avis divergents, toutefois la tendance est que cette présence est limitée.

Les données qualitatives confirment l'existence de cadres autour du Comité Villageois de Développement avec les leaders coutumiers et religieux, parfois élargis à l'administration, aux leaders communautaires, aux Organisations de la Société Civile (OSC). Il est expliqué que ces groupes font de l'information, de la sensibilisation, de la médiation et de la réconciliation. Il semble émerger une certaine différence de perspective, ou plutôt un gap de connaissance entre d'un côté des autorités et des leaders qui disent que ces groupes existent et font ce qui est indiqué ci-dessus, et d'un autre côté la population qui semble être moins informée dans le détail de leur existence. En ce qui concerne la place des jeunes et la place des femmes dans ces cadres, deux aspects émergent. D'une part dans le sondage à la question de quels sont les acteurs des mécanismes de résolution des conflits, les femmes ne sont jamais citées, et les jeunes aussi peu, bien qu'un peu plus. D'autre part, dans les données qualitatives cela est moins catégorique car on reconnait qu'ils ont un rôle, souvent d'information et sensibilisation, et parfois participent à ces cadres de

concertation[82], ce qui ne veut pas dire qu'ils y aient du pouvoir, ni qu'ils en réclament davantage.

Au sujet de l'efficacité de ces mécanismes, toutes les communes répondent que c'est efficace ou moyennement efficace à plus de 85%. Les femmes répondent plus souvent que les mécanismes sont moyennement efficaces (49,4%) que les hommes (46,8%) et moins souvent qu'ils sont efficaces (41,2% contre 44,6%). Au contraire les jeunes répondent plus souvent que les mécanismes sont efficaces que leurs aînés (50,6% contre 40%).

Graphique 5 : Appréciation de l'efficacité des mécanismes locaux



Des données qualitatives, il ressort que les cadres de concertation sont souvent efficaces car l'accent est mis sur le règlement à l'amiable. Il a été raconté à titre d'exemple que les négociations ont permis la fréquentation du marché de Kain par toutes les communautés (FGD groupe d'autodéfenses du nord).
Les causes de la capacité limitée ou faible de ces cadres sont le plus souvent le manque de moyens pour faire face aux conflits (cité dans toutes les commune), mais aussi l'incompétence de certains membres (à Kantchari et Seyrenga) ou la corruption de ces membres (Dori et Kantchari)
Des entretiens et focus group il ressort à différentes reprises la perception qu'il arrive régulièrement que des cas de conflits soient mal réglés devant par exemple les FDS, et généralement au détriment de l'éleveur.
Dans les entretiens sont également mentionnées d'autres initiatives localisées, comme par exemple :

- La Commission Foncière Villageoise (Maire de Djibasso) ;
- Le Bureau de Conciliation (Seytenga) ;

[82] Entretien leader des femmes de Kaya

- Une cérémonie de réconciliation entre femmes Bwaba et Peuls qui a été organisé à l'occasion de la journée du 8 mars (FGD femmes Dédougou) ;
- L'utilisation de la parenté à plaisanterie.

D'autres efforts ou acteurs en termes de prévention des conflits et amélioration de la cohésion sont également cités :

- Par exemple que les cadres de concertations, et notamment les autorités et leaders locaux, organisent des sensibilisations sur le respect des textes législatifs sur l'accès aux ressources naturelles (Boucle de Mouhoun)
- Des démarches d'Identification et délimitation de zones de pâture et de pistes à bétail pour les éleveurs Peuls (Boucle de Mouhoun)
- Que des activités sportives sont mises en place pour fédérer les communautés (Boucle de Mouhoun)
- Les acteurs pouvant avoir de l'influence positive de façon générale et y compris sur les questions de radicalisation selon la population sont :
- « Ceux qui peuvent avoir une influence positive sur les jeunes et prévenir la radicalisation, ce sont les maîtres coraniques sur les jeunes pour prévenir la radicalisation » (FGD femmes résidentes du nord) ; et les religieux, les Imams sont également cités comme vecteurs de paix et cohésion sociale ; FGD éleveurs de Ouahigouya ; FGD déplacés de Dédougou)
- Les "Grains de thé" sont aussi des espaces propices à la sensibilisation des jeunes contre la radicalisation (FGD femmes résidentes du nord)
- Les Leaders locaux, selon les leaders et intellectuels de Seytenga, par la discussion, l'éducation et « en faisant voire théoriquement le conséquences » (Leader d'opinion de Kantchari)
-

Lors des entretiens, plusieurs autres acteurs se sont autos désignées comme ayant un rôle à jouer pour prévenir la radicalisation. Ces acteurs ont rarement été cités par la population, peut-être car ils sont moins en première ligne et donc ce ne sont pas les catégories auxquelles la population pense en premier lieu, ce qui ne signifie pas qu'ils n'aient pas de rôle à jouer, au contraire :

- Selon la police de Dédougou, de Dori et de Kaya, les gendarmes de Kantchari et les membres de groupe d'autodéfense de Thiou et de Diapaga eux tous ont un rôle à jouer « par l'information et la sensibilisation » (Police de Dori) ;
- Les médias aussi : « passer des messages de paix (animateur radio de Kaya) ; en « faisant ressortir les valeurs citoyennes » (animateur radio de Diapaga) ;
- Les ONG et OSC, surtout en termes de sensibilisation.

Perceptions résumées par commune sur les mécanismes de prévention ou gestion des conflits

Djibasso. 49% des répondants affirment que des mécanismes existent (et 51% ne sait pas), ceux-ci ne sont composés quasiment uniquement d'autorités locales (50%) et de sages (42%). 57% des répondants les jugent inclusifs, alors que 38% ne sont pas d'accord. Ils sont qualifiés d'efficaces à 17% et moyennement efficaces à 78%.

Dori. 68 % des répondants affirment que des mécanismes existent, ceux-ci sont composés des sages principalement à 49% puis les **leaders religieux** à 25%, puis les **jeunes** à 16%. 41% des répondants les jugent inclusifs. Ils sont qualifiés d'efficaces à 18% et moyennement efficaces à 50%.

Kantchari. 68 % des répondants affirment que des mécanismes existent, ceux-ci sont composés des autorités locales selon 39% des répondants, les **FDS** selon 30% et les sages selon 26%. 86% des réponses jugent ces mécanismes inclusifs. Ils sont qualifiés d'efficaces à 35% et moyennement efficaces à 59%.

Ouahigouya. 34% des répondants affirment que des mécanismes existent (44% ne sait pas ; 22% affirment qu'ils n'existent pas), ceux-ci sont composés ainsi : 60% de sages ; 15% de groupes d'autodéfense ; 13% d'autorités locales. 52% des répondants ne les voient pas comme inclusifs, alors que 42% oui. Ils sont qualifiés d'efficaces à 31% et moyennement efficaces à 55%.

Thiou. 43 % des répondants affirment que des mécanismes existent**,** ceux-ci sont composés de :30% d'autodéfense ; 28% de sages ; 16% d'autorités locales ; 11% de FDS ; 11% de religieux. 65% des répondants les jugent inclusifs. Ils sont qualifiés d'efficaces à 71% et moyennement efficaces à 26 %.

Dédougou. 66 % des répondants affirment que des mécanismes existent, ceux-ci sont composés comme suit : 45% de sages et 21% d'autorités locales. 69% des répondants les considèrent inclusifs, 18% ne sont pas d'accord. Ils sont qualifiés d'efficaces à 72% et moyennement efficaces à 18%.

Seytenga. 40 % des répondants affirment que des mécanismes existent (et 50% ne sait pas), ceux-ci sont composés de : 48% d'autorités locales ; 14% de sages et 12% de leaders religieux. 60% des répondants les considèrent inclusifs. Ils sont qualifiés d'efficaces à 40% et moyennement efficaces à 57%.

Kaya. 33 % des répondants affirment que des mécanismes existent (34% ne sait pas et 33% le nie), ceux-ci sont composés de :48 de sages et 36% de d'autres non précisés. 55% des réponses les jugent inclusifs, alors que 38% pensent le contraire. Ils sont qualifiés d'efficaces à 9% et moyennement efficaces à 81%.

Bourzanga. 34 % des répondants affirment que des mécanismes existent (39% ne sait pas et 27% le nie), ceux-ci sont composés ainsi : 40% de sages ; 35% d'autorités locales ; 8% de jeunes. Selon un leader éleveur de Bourzanga « il est composé de toutes les couches sociales. C'est un mécanisme très efficace ». Il est déjà apparu précédemment que à Bourzanga la situation globale est relativement acceptable et que l'administration semble travailler à maintenir la cohésion (voir la partie sur les conflits). 98% des réponses jugent ces mécanismes inclusifs. Ils sont qualifiés d'efficaces à 87% et moyennement efficaces à 8%.

Diapaga. 24 % des répondants affirment que des mécanismes existent (48% ne sait pas ; 28% répond qu'ils n'existent pas), ceux-ci sont composés comme suit : 52% d'autorités locales ; 40% de sages. Ici 18% des réponses considèrent les mécanismes inclusifs, alors que 38 non. Ils sont qualifiés d'efficaces à 14% et moyennement efficaces à 69%.

Globalement il apparait que ces mécanismes ont une existence et une efficacité reconnue par une majorité de la population. Ils sont le plus souvent qualifiés d'inclusifs, en premier lieu par les femmes et les jeunes bien que ces dernières catégories n'en fassent pas partie, ou que de façon marginale pour faire de la sensibilisation mais pas vraiment pour contribuer à prendre des décisions. Cela reflète dans une certaine mesure un même paradoxe qui s'observe dans l'accès à la terre : souvent les femmes et les jeunes sont exclus de cet accès, ou en ont en accès très réduit par rapport aux hommes. Dans ces deux situations une partie des catégories concernées, des jeunes par exemple, dénoncent cela et notamment les conséquences

de cette exclusion (pauvreté, chômage, manque de perspectives économiques), mais il est beaucoup plus rare qu'ils réclament un changement de pratiques et un traitement des jeunes au même niveau que les hommes, ou du moins une réduction des discriminations. Et cela est d'autant plus vraie pour les femmes, qui apparaissent globalement accepter encore plus les discriminations à leur endroit, avec des exceptions évidemment. Cela s'observe par exemple comme cité ci-dessus par la contradiction entre le fait que les femmes ne sont que peu réellement intégrées dans ce type de mécanismes, alors qu'elles-mêmes qualifient ces mécanismes d'inclusifs. Malgré cela, il est certain que la situation précaire et marginale des jeunes au niveau économique et social doit être traitée car elle cause de plus en plus de frustrations et tensions et fait partie des causes et facteurs de conflit. Cela pourrait être le premier pas. Une fois leur situation sociale et économique améliorée, il est possible que leur place et rôle dans les mécanismes de décision au niveau local, que ce soient des mécanismes de gestion des conflits ou de concertation sur la vie du village ou autre, évolue de façon plus naturelle. De plus il a été vu que ces mécanismes sont compétents pour des conflits de faibles ampleurs, des petits conflits entre individus et certains conflits agriculteurs éleveurs. Ils sont toutefois limités face aux conflits liés aux attaques des groupes armés, qui les dépassent. Ils ont cependant encore une certaine efficacité en termes de cohésion sociale et donc un rôle clé à jouer en cette période. Ils pourraient être un des points de départ pour adresser la question de la méfiance comme difficulté de toute la population, et la question des manques de perspectives économiques des jeunes et de ce que cela entraîne, et de comment y remédier.

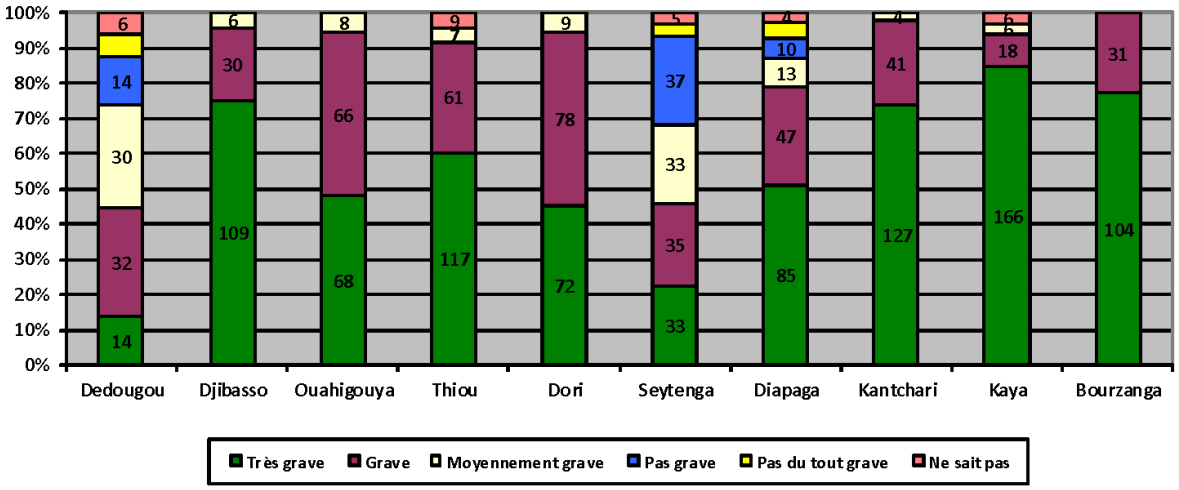
6.3. Vulnérabilités et situation humanitaire

Ce dernier chapitre veut analyser la situation de vie des localités d'étude : si et comment elles ont été affectées en termes de vulnérabilités, notamment sur l'épineuse question de la radicalisation (1) et ensuite quelle est la situation humanitaire en lien avec la présence des déplacés (2). À la fin de cette partie une synthèse est proposée par commune.

6.3.1. Vulnérabilités sociales

Crise sécuritaire et vie dans la localité

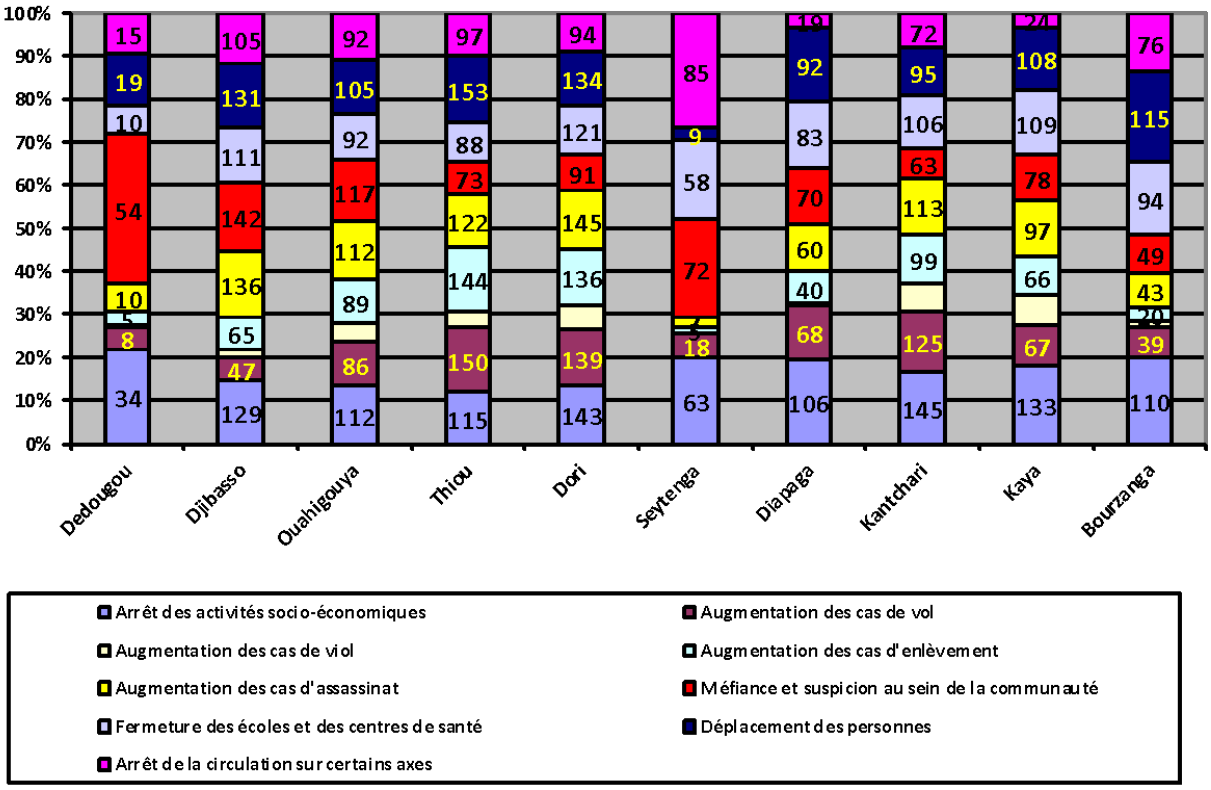
Graphique 6 : Qualification de la crise sécuritaire par localité



Les communes où la situation humanitaire est déclarée comme étant la plus grave sont : Kaya, Kantchari, Bourzanga et Djibasso avec plus de 70% des réponses étant « très graves » et jusqu'à 95% si on y ajoute les réponses « grave ». Dori, Thiou et Ouahigouya ont entre 45% et 60% de réponses « très grave » et arrivent aussi à plus de 90% si on y ajoute les réponses « grave ». Diapaga atteint aussi le 80% des réponses étant grave ou très grave. Seules Seytenga et Dédougou sont dans une position un peu moins alarmante où les réponses qualifiant la situation de grave ou très grave arrivent « seulement » à 45%, avec tout de même au moins 20% de personnes déclarant ne pas savoir. Toutefois par exemple il est ressorti du FGD avec les jeunes filles de Dédougou que : « *C'est très difficile à notre niveau car la vie n'est plus là même qu'avant. Il y a de la peur* ». Le FGD avec les jeunes filles de Kaya vont dans le même sens : « *Nous souffrons tous, nous avons tous peur* ». Le même sentiment est exprimé par le FGD avec les agriculteurs de Diapaga : « *Ici dans notre localité la crise a semé la psychose entre nous* ». Le FGD avec les éleveurs de Ouahigouya explique : « *C'est vraiment un problème pour nous. Nous assistons à des arrivées massives de population et le problème va de mal en pire* ». Le FGD avec les éleveurs de Diapaga relativise : « *Tout est rumeurs chez nous à Diapaga. Les informations sont effrayantes mais il y a la peur plus (que) le mal* ».

Dans toutes les communes il est considéré que la crise affecte la quiétude dans la localité entre 75 et 80% à Dédougou, Seytenga et Diapaga, et à plus de 85% dans les autres communes. Dans les entretiens et focus groupes, la réponse est toujours que la vie et la cohésion de la communauté est mise à mal « *car la méfiance s'installe* » (FGD Femmes résidentes de Bourzanga).

Graphique 7 : Réponses à la question de comment cela a-t-il affecté la localité ? (Par commune)



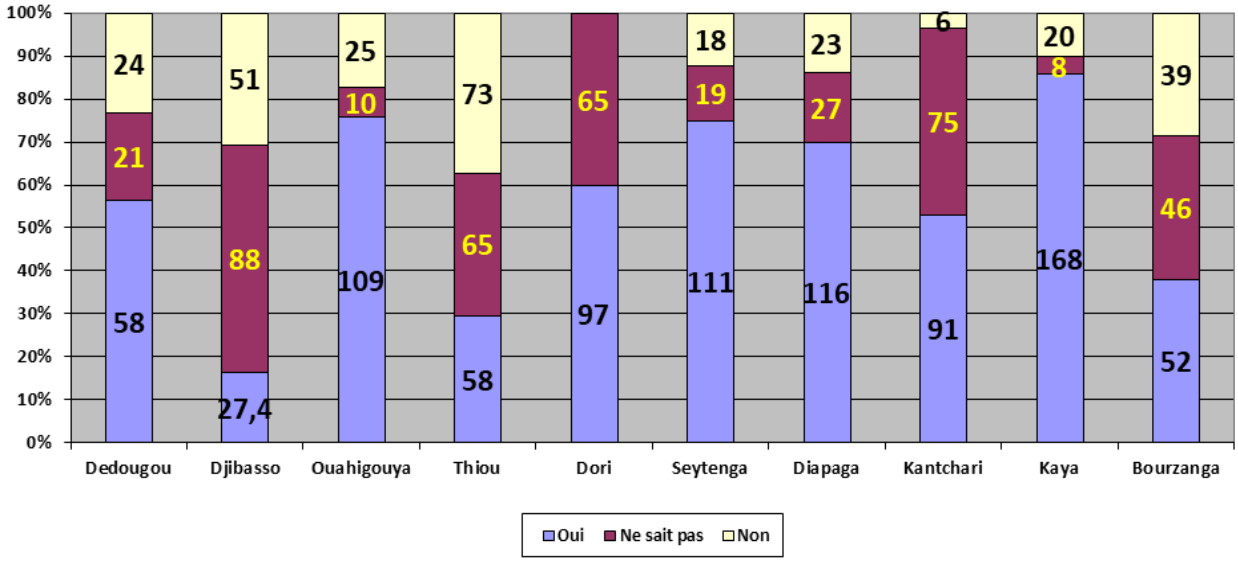
Les conséquences les plus mentionnées semblent être, en ordre décroissant (du plus souvent mentionné vers le moins mentionné) : arrêt des activités économiques, augmentation des cas de vol, d'enlèvements, d'assassinat et déplacement des personnes. Les viols sont rapportés surtout à Dori, Kaya et Kantchari (bien que par au plus 7% des répondants). La fermeture des écoles et centres de santé est mentionnée un peu partout, sauf à Dédougou. La méfiance et la suspicion entre les communautés est citée surtout à Djibasso et Ouahigouya, puis Dori, Kaya, Seytenga et les autres suivent de très près. La prolifération des messages identitaires est citée surtout à Dori, Djibasso et Ouahigouya, de même que l'aggravation du délit de faciès.

Les données qualitatives vont dans le même sens et mettent en avant « *le manque de cohésion sociale* » (Leader agriculteurs de Djibasso) ; à Ouahigouya le même groupe met en avant le fait que « *le risque d'insécurité alimentaire est imminente* ». Selon un leader agriculteur de Thiou les conséquences se sont manifestées dans d'autres domaines : « *Le problème de santé, alimentaire et d'éducation* », et ceux de Diapaga confirme et y ajoutent le chômage.

Crise sécuritaire et risque de radicalisation

Au sujet de la radicalisation les consultations ont porté sur l'influence de la crise actuelle sur les facteurs et le niveau perçu de radicalisation dans les localités et le acteurs perçus comme le plus « à risque de radicalisation ».

Graphique 8 : Perception de l'influence de la crise sécuritaire sur la radicalisation des personnes par localité



L'influence la plus forte en termes de radicalisation est signalée à Kaya, Ouahigouya, Seytenga et Diapaga (entre 85% et 75% et en ordre décroissant). Dori, Katchari et Dédougou sont entre 50 et 60% de réponses positives. Bourzanga, Thiou et Djibasso sont entre 18 et 38%. Les jeunes répondent un peu plus souvent que la crise ne favorise pas la radicalisation (17,7%) contre 14,5% pour leurs aînés. La différence est donc vraiment minime. Aucun élément des données en permet directement d'expliquer cela. Peut-être les jeunes qui répondent le font en pensant à leur propre situation et ne se reconnaissent pas dans la radicalisation. Pour les aînés l'influence en termes de radicalisation de la crise est claire dans la mesure où dans un tel contexte les jeunes ont encore moins d'opportunités économiques pour vivre qu'avant, encore plus de frustrations, et sont encore plus tentés ou sollicités pour se lancer dans des activités illégales leur permettant d'accéder à des gains rapides et faciles. La question de la radicalisation n'a été posée que par rapport aux jeunes et pas par rapport à la population en générale.

Des données qualitatives aussi il est difficile d'avoir une vision claire et partagée ne serait-ce que par commune, car les perceptions semblent être très différentes, même au sein d'une même commune, d'ailleurs dans de nombreux entretiens les interlocuteurs se déclaraient incapables de donner une estimation.

En ce qui concerne les aspects de la crise pouvant le plus favoriser la radicalisation, sont en général considérés être le sentiment d'insécurité, le désœuvrement des personnes, surtout des jeunes, et le manque de repères. Le sentiment d'exclusion et de stigmatisation et l'exposition aux discours et messages identitaires semblent venir dans un second temps, de même que le délit de faciès, les exactions et exécutions sommaires et la paupérisation des exploitations familiales. Les données qualitatives reviennent sur les mêmes éléments, en y ajoutant la volonté de « vengeance d'ethnie » (Agent d'ONG, Sahel) ou bien la

vengeance simplement après par exemple avoir subi des exactions des FDS[83]; soulignant une situation difficile pour le jeunes : « *le manque de politique favorable au jeune par l'état* » (Agent d'ONG de Dori) ; « *L' éducation (limitée), la pauvreté et le chômage, la non implication des jeunes dans la prise des décisions* » (OSC Ouahigouya), l'appât du « gain facile » (OSC Thiou).

Sur la question posée de la perceptions de quels seraient les groupes les plus susceptibles de radicalisation : les jeunes désœuvrés sont le groupe le plus cité dans toutes les communes (Dori 72% ; Dédougou 64% ; Kantchari 51% ; Ouahigouya 59% ; Djibasso, Seytenga et Kantchari 45%); sauf à Thiou (9%), Diapaga (44%) et Bourzanga (38%) où les jeunes éleveurs les dépassent, respectivement avec 47% à Thiou ; 36% à Diapaga ; et 36% à Diapaga

Tableau 7 : Extraits des entretiens et discussions des acteurs percevant la radicalisation comme une réalité dans leur localité

Région	Localité	Niveau de radicalisation de la jeunesse	
		Plutôt réduit	Plutôt élevé
Boucle de Mouhoun	**Dédougou**	Pas très inquiétant selon le Sec. Gen Gouvernorat	Oui selon le FGD jeunes résidents Oui un niveau inquiétant selon un intellectuel En augmentation selon un leader des jeunes
	Djibasso	Minime selon le maire Faible selon le CVD	
Nord	**Ouahigouya**	Non selon FGD éleveurs	Oui selon les femmes résidentes Oui selon le FGD jeunes résidents Pas négligeable selon un leader chrétien Grandissant selon préfet Ouahigouya Très grave selon une leader femme
	Thiou	Moyen selon le maire Moyen selon un leader jeune	Oui selon les femmes résidentes
Sahel	**Dori**	Un leader jeune dit qu'il n'y en a pas	Oui selon préfet augmente Niveau indescriptible selon un policier Un leader jeune dit que le niveau est grandiose, un autre assez grave, un autre très grave
	Seytenga	Leader musulman et conseiller municipal disent faible	Oui selon FGD éleveurs Oui selon le FGD jeunes résidents
Est	**Diapaga**	Chef Gourmatché dit de faible ampleur	Oui mais lentement selon FGD éleveurs Oui selon le FGD jeunes résidents
	Kantchari		Oui selon les femmes résidentes Oui selon le FGD jeunes résidents Important selon le préfet Selon un gendarme Faible à la ville mais élevé dans les villages « Les jeunes adhèrent de façon incontrôlée » selon une leader femme
Centre Nord	**Kaya**	Moyen selon un leader agriculteur	Oui selon le FGD jeunes résidents Très élevé selon un leader des jeunes

[83] FGD Femmes déplacées de Thiou ; FGD Femmes résidentes de Thiou ; FGD Jeunes déplacés de Thiou

	Bourzanga	En baisse selon chef Mossi Moyenne selon le maire Très faible selon le Préfet En diminution aussi selon les jeunes de Bourzanga	

Encre une fois, aucune vision homogène ne peut être ressortie de la plupart des communes au sujet de la radicalisation. De nombreuses personnes rencontrées dans les entretiens et les *focus groups* aussi se déclarent incapables d'apprécier ce phénomène dans leurs communautés. La perception des déplacés n'a pas été inclue dans la mesure où il a été remarqué que ceux-ci qualifient presque toujours la radicalisation de élevée'', probablement car ils parlent de leur localité d'origine et pas forcément de celle d'étude.
En essayant d'extraire une tendance des propos recueillis, il peut être proposé ce qui suit :

- La radicalisation est limitée à Bourzanga, Djibasso, Thiou, Diapaga.
- À Kaya, Seytenga et Dédougou elle est plus présente.
- À Kantchari, Dori, Ouahigouya elle parait particulièrement forte.

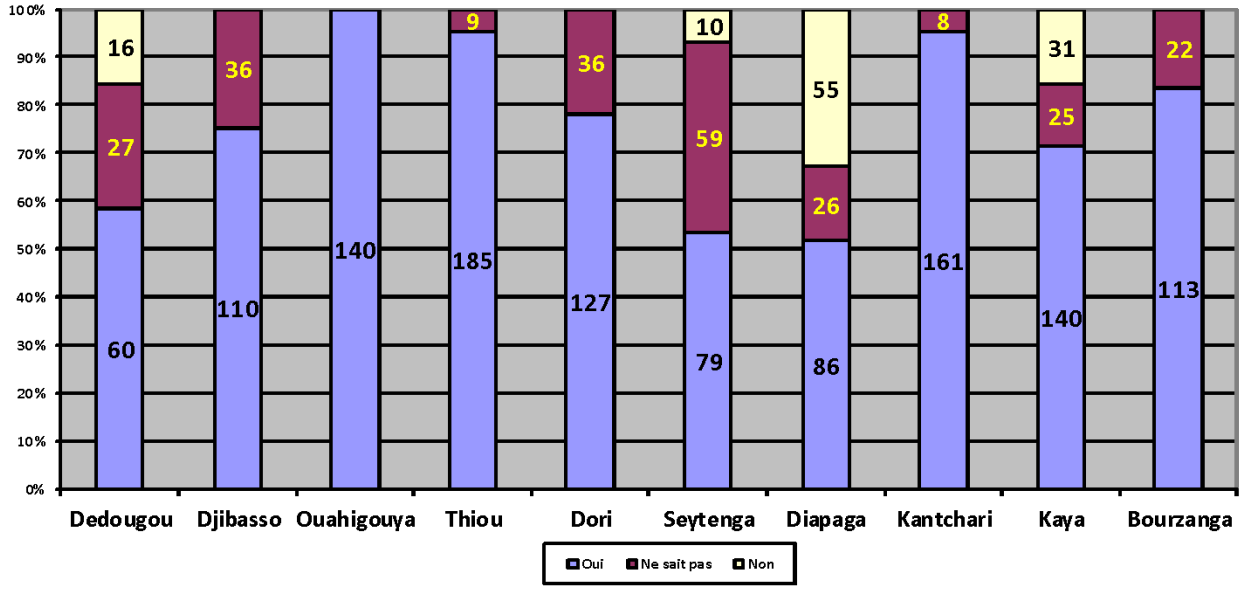
6.3.2. Situation humanitaire des personnes déplacées

Cette partie focalise sur la présence et la situation des personnes déplacées dans les localités d'étude, sur leur relation avec la communauté hôte et comment elles en sont perçues, ainsi que sur leurs conditions de vie, et l'assistance qu'ils reçoivent.

Présence de personnes déplacées

Il a été vu que les conflits touchent de façon différentes les localités d'études, en termes de type, de quantité et de gravité de conflits présents. Il en est de même pour la présence des personnes déplacées qui varie selon les localités de l'étude.

Graphique 9 : Perception sur l'existence d'une urgence humanitaire dans la localité

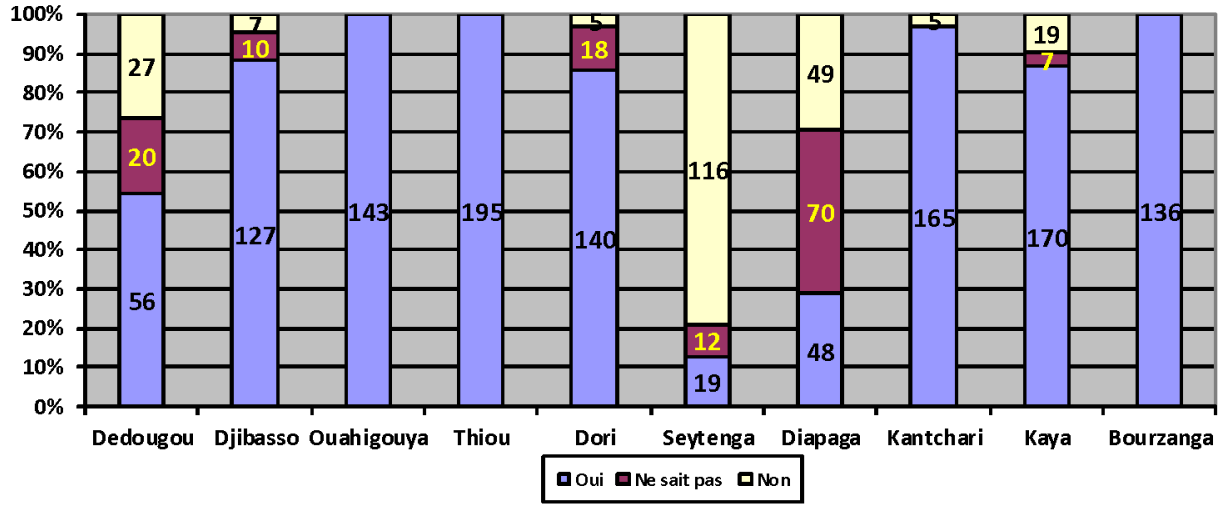


Dans toutes les communes au moins 50% des répondants déclarent qu'il y a une urgence humanitaire chez eux. Cela va jusqu'à plus de 80% pour Ouahigouya, Thiou, Kantchari, Bourzanga. La perception la plus mitigée est à Diapaga où plus de 30% répondent qu'il n'y a pas d'urgence humanitaire chez eux, et à Seytenga où le même pourcentage déclare ne pas savoir. Cela ressort également des données qualitatives : les répondants de ces trois communes semblent plus relativiser la situation que ceux des autres communes. Il a également été demandé aux répondants s'ils ont connaissance de la présence de personnes déplacées dans leur localité. Il est intéressant de voir que globalement les jeunes répondent plus souvent connaître leur présence que les personnes plus âgées (83,9% de oui pour les jeunes contre 74,8% pour les autres).

Cela est évidemment justifié par la situation objectives des localités : comme vus précédemment Diapaga et Seytenga sont les localités les moins touchées par des attaques et avec le plus petit nombre de déplacés enregistrés[84]. Dédougou et Kantchari sont aussi sur ces deux points dans des situations moins alarmantes que les six autres communes.

[84] Cf Tableau 1 et description du contexte de chaque localité ; ainsi que les réponses données aux précédentes questions

Graphique 10 : Connaissance de présence de personnes déplacées dans la localité



Comme les données précédentes l'ont laissé apparaître, toutes les communes sauf Dédougou, Seytenga et Diapaga ont répondu en grande majorité en confirmant la présence de personnes déplacées autour de 80%. A Seytenga plus de 80% répondent par le négatif (c'est-à-dire qu'il n'y a pas de personne déplacées), à Diapaga ils sont plus de 30% et plus de 40% qui déclare ne pas savoir, et à Dédougou ils sont également autour de 50% à répondre par le négatif ou ne pas savoir. Les mêmes tendances se retrouvent à travers les entretiens et les focus groups. Ces données s'expliquent, comme les précédentes, par la situation effectivement moins touchée par les attaques et les déplacées de ces communes par rapport aux autres.

Dans la plupart des localités il a été déclaré que le nombre de personnes déplacées présentes est en hausse. Les chiffres officiels des CODESUR ont été présentés dans le contexte pour chaque commune, mais il est très probable que l'ampleur soit sous-évaluée. Leurs conditions générales sont décrites comme très moyennes. Les personnes déplacées sont conscientes des efforts faits par la populations et autorités locales pour de les accueillir, toutefois elles restent dans une situation précaire. En dehors de leurs besoins de base (logement, nourriture y compris l'eau), elles sont dans un état psychologique difficile. D'une part parce qu'elles ont encore peur ou demeurent traumatisées par ce qu'elles ont vécu, d'autre part car elles sont dans une insécurité et une instabilité forte. Elles ont dû abandonner ou perdre leurs biens, ne sont pas en mesure de pratiquer l'activité qui habituellement leur génère des revenus et ne sont donc pas autosuffisantes, et enfin le futur leur échappe : elles ne savent pas si, quand et comment elles pourront rentrer chez elles. Il semblerait que dans la majorité des cas, les déplacés présents dans les localités d'études soient des agriculteurs, et peu d'éleveurs.

Relation des personnes déplacées avec la communauté hôte

Avant de rentrer dans le détail de cette partie, il est important de regarder de plus près le statut des personnes ayant répondu au sondage au sein de communes, car il varie parfois fortement de l'une à l'autre.

Tableau 8 : Répartition des répondants en pourcentage selon leur statut par commune

Commune	Déplacé	Hôte	Personnes ressource	Refugié
BOURZANGA	53,6	34,1	2,2	
DEDOUGOU	1,9	33,9	63,1	
DIAPAGA	1,2	34,7	63,5	
DJIBASSO	12,2	53,7	28,6	
DORI	49,7	26,9	3,7	17,2
KANTCHARI	15,7	68,6	6,4	7,6
KAYA	23,5	28,1	41,8	5,6
OUAHIGOUYA	15,3	11,9	68,1	
SEYTENGA		85,1	13,5	
THIOU	29,6	51,5	17,8	

Ce tableau nous montre que dans le cadre du sondage, les déplacés ont été interrogés en nombre prépondérant à Bourzanga et Dori, alors que la population hôte est majoritaire à répondre dans les communes de Djibasso, Kantchari, Seytenga et Thiou, alors que les personnes ressources sont-elles les proportionnellement plus nombreuses à Dedougou, Diapaga, Kaya et Ouahigouya.

Graphique 11 : Perception des répondants de l'intégration des personnes déplacées dans la vie de la localité par commune

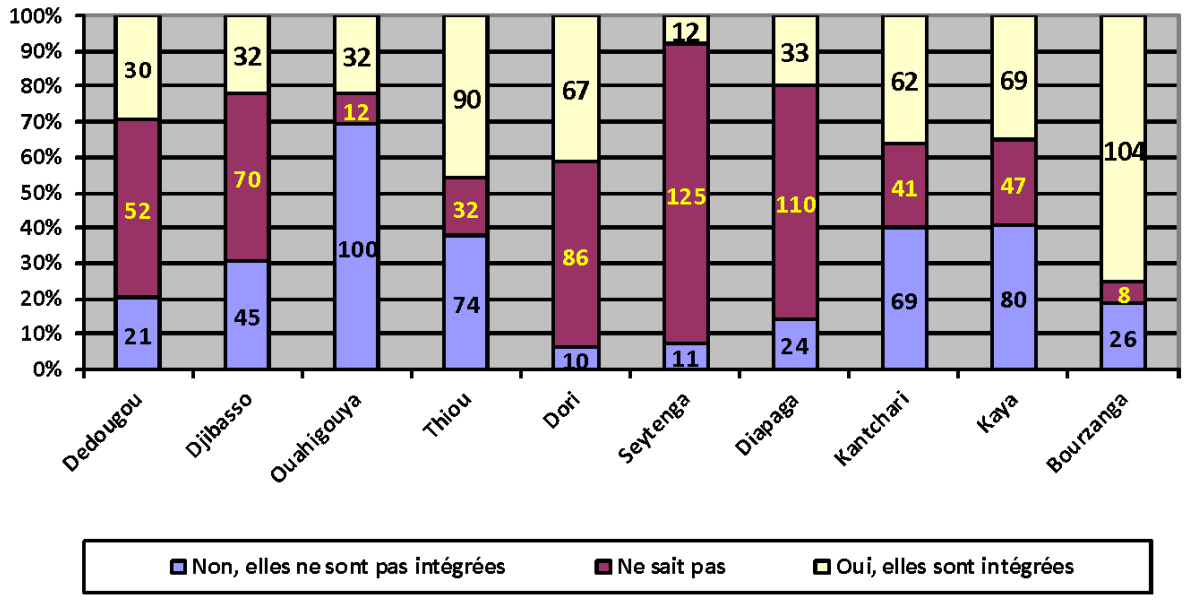


Tableau 9 : Répartition par statut des répondants à la question sur l'intégration des personnes déplacées dans la vie de la localité d'accueil

	Non	**NSP**	**Oui**
Personne déplacée	27,3	23	49,7
Hôte	27,8	39,6	32,6
Personnes ressource	33,8	41,2	25
Réfugié	23,2	44,9	31,9
Retourné	25,9	51,9	22,2

Il est marquant de voir comment les personnes se considérant le plus intégrées sont les déplacés eux – mêmes, suivis des populations hôte (et des réfugiés) et en tout dernier des personnes ressources (et des retournés) qui répondent le moins souvent oui à la question de leur intégration.

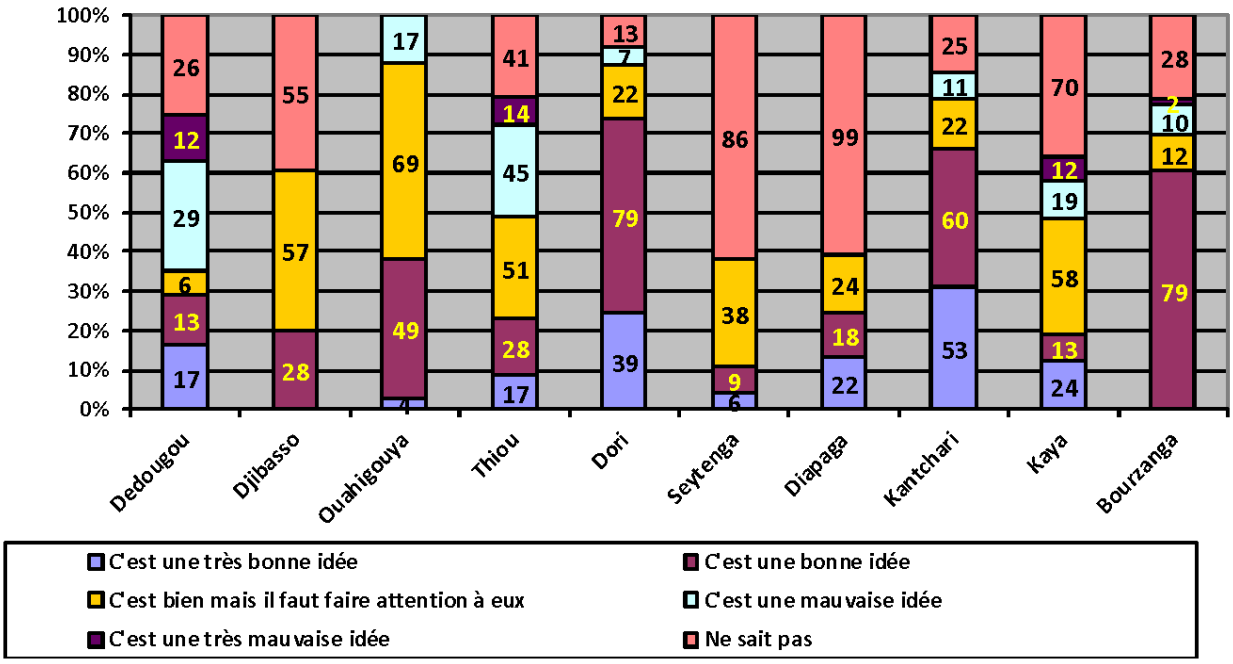
Globalement l'intégration semble être moyenne. Les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes à répondre que les personnes déplacées ne sont pas intégrées (31% pour les femmes ; 28,2% pour les hommes). Au contraire les jeunes répondent un peu plus souvent que leurs aînés que les personnes déplacées sont intégrées (39,8% des jeunes contre 32,6% des autres). Il n'est malheureusement pas possible à partir de données récoltées de comprendre les raisons de ces différences. Ouahigouya semble avoir la pire intégration (presque 70% de non) puis Katchari, Kaya et Thiou dont le non est autour de 40%. La situation la plus positive en termes de perception de l'intégration est à Bourzanga avec environ 70% de réponses positives et Thiou et Dori qui arrivent à 40%. A Diapaga, Seytenga et Dédougou la plupart des personnes répondent ne pas savoir étant donné que le nombre de personnes déplacées chez elles a été considéré faible voir nul. A Djibasso et Dori également environ 40% des personnes déclarent ne pas savoir si les personnes déplacées sont intégrées. Les données qualitatives sont aussi diversifiées et divergent. Il est donc difficile d'en tirer une appréciation claire.

Il a été demandé aux participants « Voulez-vous que les personnes déplacées restent longtemps dans votre localité ? ». La majorité des réponses à cette question sont clairement négatives. A Thiou, Kantchari, Ouahigouya les réponses sont le plus négatives, à plus de 60%. Kaya, Bourzanga, Dori et Djibasso sont légèrement en dessous en termes de réponses négatives, autour de 50%. Diapaga, Seytenga et Dédougou sont des cas à part car elles n'accueillent actuellement que très peu de déplacés, en effet la plupart des personnes interrogés répondent qu'elles ne savent pas. Les jeunes répondent un peu plus souvent que leurs ainés qu'ils voudraient que les personnes déplacées restent longtemps dans leur localité (25,4% contre 20% pour les autres), mais la différence est presque négligeable. Les raisons de cette différence n'apparaissent pas à travers les données. Ce qui est toutefois le plus intéressant dans la réponse à cette question, est la différence de réponses selon le statut social des répondants : la catégorie répondant le plus qu'elle ne souhaite pas que les personnes déplacées restent dans la localité, sont les déplacés eux-mêmes : ils répondent en effet ainsi à 55,1%, alors que la population hôte le répond à 42% et les personnes ressources

à 41% aussi. Cela est en cohérence avec les données qualitatives, dans la mesure où lors des entretiens le premier souhait exprimé par les déplacés est bien de rentrer chez eux.

Il a ensuite été demandé aux répondants ce qu'ils pensaient du fait que les déplacés arrivent chez eux. Les femmes répondent moins souvent que les hommes que « c'est bien mais il faut faire attention à eux » (19,6% contre 25%). Les jeunes eux répondent plus souvent que leurs aînés qu'il s'agit d'une « très bonne idée » (15,1% contre 11,2%). Dans le cadre des interventions de Search ou UNICEF il serait intéressant d'approfondir ces différences de perspectives entre jeunes et adultes, femmes et hommes. Les différences sont assez faibles mais les explorer pourrait apporter des perspectives intéressantes en termes de modalités de programmes d'appui notamment en termes de cohésion sociale.

Graphique 12 : Réponses à la question " Qu'est-ce que vous pensez du fait que les personnes déplacées arrivent chez vous ? » par commune



A Bourzanga, Kantchari et Dori plus de 60% des répondants déclarent que c'est une bonne ou très bonne idée que les déplacés soient dans leur commune. A Diapaga et Seytenga plus de 60% déclarent ne pas savoir. À Dédogou ils sont indécis mais plutôt négatifs. A Djibasso et à Kaya la perception est mitigée, entre « je ne sais pas » et il faut faire attention ». A Thiou également mais un peu plus négatifs. À Ouahigouya ils sont mitigés, une peu plus positifs mais également dans l'idée de « *devoir faire attention* ». Du reste ces données ne sont pas surprenantes, notamment dans un contexte où l'on sait que la méfiance est forte même au sein des communautés.

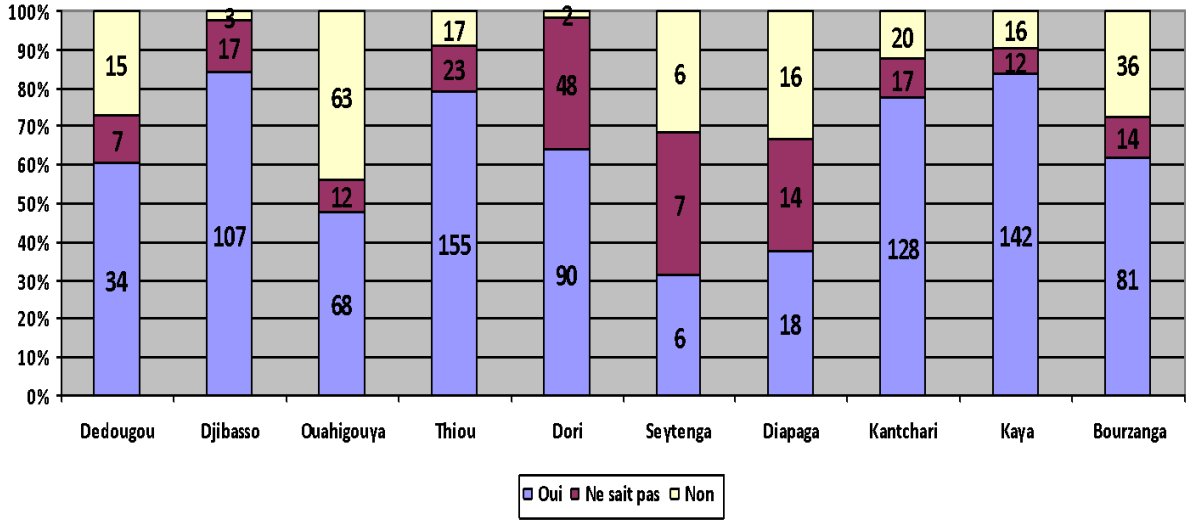
Des données qualitatives il ressort une cohabitation mitigée, relativement bonne, du moins sans heurts majeurs la plupart du temps. Les déplacés fuient la violence et l'insécurité que les personnes hôtes redoutent, bien qu'elles ne l'aient pas - tous - encore vécu, mais dont elles entendent souvent parler et qu'elles craignent, en sachant que celle-ci risque d'arriver jusqu'à eux. L'intégration socio-économique est tributaire en bonne partie de la situation économique des déplacés. Une situation économique précaire influe

négativement. C'est par exemple ainsi que les autorités de l'est concluent que « *L'intégration sociale est bonne mais au plan économique très difficile* »[85]. Cette explication parait refléter un point de vue partagé par de nombreux acteurs, déplacés et résidents confondus, dans plusieurs localités [86]

Assistance aux personnes déplacées

Il s'agit ici de comprendre dans quelle mesure les personnes déplacées reçoivent-elles une assistance, si oui laquelle, comment, par qui, etc. Les jeunes sont plus nombreux que leurs ainés à répondre que les personnes déplacées sont prises en charge (67,8% de jeunes contre 57,6% des autres).

Graphique 13 : Perception diversifiées par commune de l'existence de la prise en charge des personnes déplacées

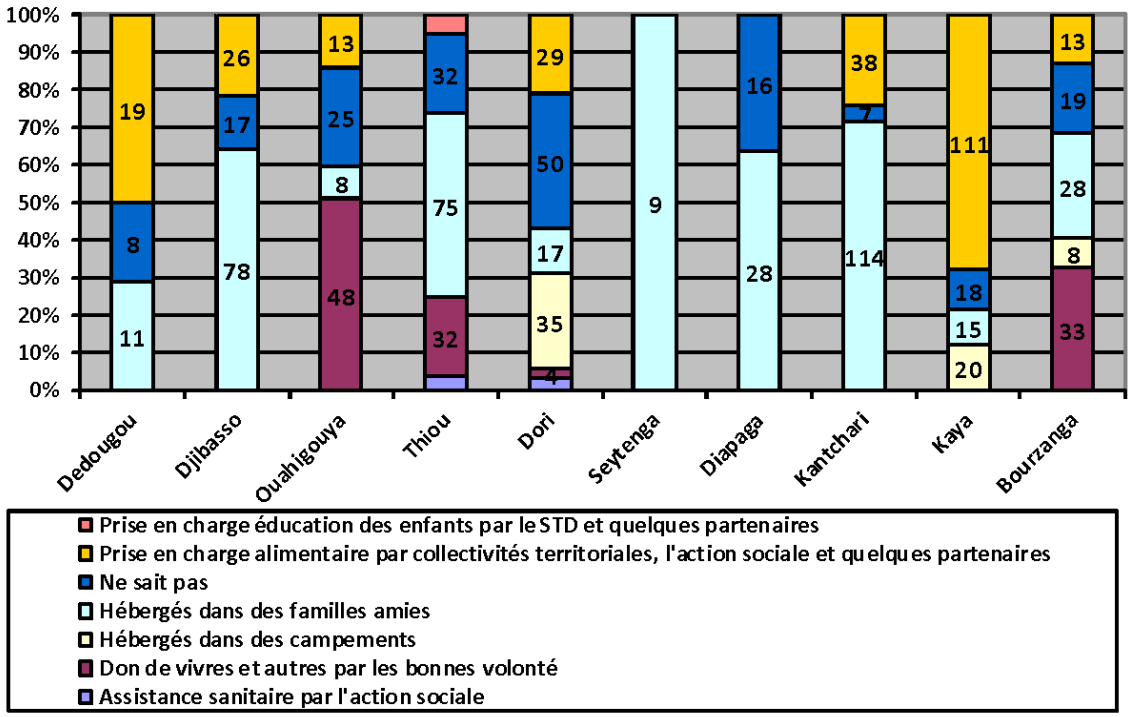


La réponse majoritaire est que les personnes déplacées reçoivent une assistance, si l'on met de côté Diapaga et Seytenga qui de toute façon déclarent avoir peu de déplacés. Ouahigouya est la commune où la situation semble être le plus délicate, avec plus de 40% de répondants qui déclarent que les personnes déplacées ne reçoivent pas d'aide. Ce pourcentage arrive aussi autour de 30% pour Bourzanga et Dédougou.

[85] Entretien Préfet de Kantchari

[86] FGD Agriculteurs de Seytenga ; FGD Jeunes déplacés de Ouahigouya ; FGD Jeunes déplacés de Bourzanga

Graphique 14 : Diversité des Modalités de prise en charge des personnes déplacées par commune



En ce qui concerne les acteurs de la prise en charge, les réponses sont assez variées. De façon générale les jeunes sont plus nombreux que leurs ainés à citer l'hébergement dans les familles amies (38,8% contre 33,9%) et la prise en charge alimentaire assurée par les collectivités territoriales, par l'action sociale avec l'accompagnement de certains partenaires (29,4%contre 26,5%). La réponse la plus citée est globalement l'hébergement dans les familles amies (Djibasso, Thiou, Seytenga, Diapaga, Kantchari), avec selon les cas, les dons par les bonnes volontés (Ouahigouya et Bourzanga) ou la prise en charge alimentaire par les collectivités territoriales, l'action sociale et des partenaires (Kaya et Dédougou). Les focus groupe et les entretiens citent aussi en plus la CONASUR et le CODESUR : les conseils Nationaux ou départementaux pour les secours d'urgence. Il est également très souvent précisé que les autorités locales font l'identification des personnes et délivrent en général les actes de naissance pour les enfants.

La question de la suffisance de l'assistance aux personnes déplacées est délicate dans la mesure où il est quasiment impossible de satisfaire tous les besoins d'une personne ou d'une famille dans ce contexte, fussent-ils primaires. Dans le sondage les répondants de 18 à 24 ans (déplacés comme résidents) sont encore plus nombreux que les autres répondants à considérer cette prise en charge ''non suffisante'' (58,9% pour les jeunes contre 51,9% pour les autres). Le non l'emporte donc partout, sauf à Seytenga et Diapaga où 70% déclarent ne pas savoir, logique étant donné qu'ils ont peu de personnes déplacées. La perception de l'insuffisance de cette assistance dépasse donc le 70% à Ouahigouya, Thiou, Kantchari et Bourzanga, alors que à Dédougou, Djibasso, Kaya il est entre 45 et 52%. A Dori il y a aussi comme précédemment un nombre important de répondants qui ne savent pas. Lorsque l'on regarde de plus près la statistique des répondants, on remarque que les déplacés sont plus nombreux que les autres catégories à déclarer que la prise en charge n'est pas suffisante (déplacés 66% de non ; population hôte 53% et personnes ressources

45%), alors que les deux autres grandes catégories répondent plus souvent qu'elles ne savent pas (population hôte 42% et personnes ressources 45%). Dans les focus group il ressort que les déplacés eux même, bien que reconnaissant de ce qui est fait pour les assister, considèrent quasiment toujours l'assistance reçue insuffisante au vu de leurs besoins mais surtout au vu de leur nombre.

La question de l'adaptation de l'aide est aussi délicate, car ce n'est pas une information facile à avoir pour les personnes non concernées directement. Dans le sondage la plupart des répondants déclarent soit ne pas savoir, soit que l'assistance humanitaire reçue n'est pas adaptée. La perception négative est forte surtout à Kantchari (65%), Thiou (50%), Ouahigouya (45%), Kaya (40%), Dori 35%. La perception la plus positive est à Ouahigouya (42% de oui) et à Bourzanga (36% de oui). Globalement les jeunes répondent plus souvent que les autres que l'aide n'est pas adaptée : 37,4% contre 33,1% pour les autres.

Il est toutefois intéressant de noter, que, bien que restant une réponse minoritaire au sein de la catégorie, les personnes déplacées sont celles qui répondent le plus souvent que l'aide reçue est adaptée : ils sont en effet 27% à l'affirmer, contre 14% parmi la population hôte et 18% parmi les personnes ressources. Toutes ces catégories répondent par la négative entre 32 et 35%, c'est cependant la réponse « je ne sais pas qui diffère : 37% pour les personnes déplacées ; 53% pour les populations hôtes et 49% pour les personnes ressources.

Situation des déplacés par commune

De façon globale, la situation des personnes déplacées dans chaque commune peut être résumée ainsi :

Djibasso. 88% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Au sujet de leur intégration, elles sont vues comme intégrées par 31% des répondants, alors que 47% ne sait pas et le restant 22% les considère non intégrées. 85% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge. 61% des réponses attribuent la prise en charge à des familles amies. Les hommes déplacés déclarent être hébergés dans les familles et recevoir de l'assistance par l'action sociale et les ONG, mais que celle-ci est insuffisante. La relation avec les résidents est moyenne. Ils manquent de vivre, logement et soins. Ils souhaitent de l'aide en termes de scolarisation de leurs enfants et des terres à cultiver, mais avant tout ils désirent que cette situation finisse et qu'ils puissent rentrer chez eux (FGD hommes déplacés et FGD femmes déplacées).

Dori. 85% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Au sujet de leur intégration, elles sont vues comme intégrées par 42% des répondants, alors que 51% ne sait pas et le restant 7% les considère non intégrées. 64% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge. Les modalités de prise en charge sont ignorées par 36% des répondants, alors que 25% mentionne l'hébergement dans des campements. Les femmes et hommes déplacés déclarent être bien reçus par les hôtes et recevoir une aide de la part de la population locale, de certaines ONG (hébergement, vivre, soutien psychologique) et de l'UNICEF (kit d'hygiène, assistance financière, formation pour les jeunes et éducation des enfants). Toutefois elles la considèrent insuffisante et souhaiteraient un meilleur appui en termes de logement et surtout d'AGR.

Kantchari. 96% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité, Au sujet de

leur intégration, elles sont vues comme intégrées par 36% des répondants, alors que 40% les considère non intégrées. 78% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge. 70% des répondants qualifie le mode d'assistance en hébergement comme dans des familles amies.

Ouahigouya. 99 % des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Au sujet de leur intégration, elles sont vues comme intégrées par 21% des répondants, alors que 69% les considère non intégrées. 48% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge et 44% qu'elles ne le sont pas. 51% des répondants mentionne les dons de vivres et autres par les bonnes volontés. Les déplacés de Ouahigouya déclarent être hébergés dans des familles résidentes, contre location. Ils regrettent ne recevoir aucune aide. Ils apprécient leur intégration comme faible et souhaiteraient être plus acceptée par la population locale, et recevoir de l'aide en termes de logement, vivres, soins et scolarisation. Ils voudraient enfin surtout rentrer chez eux en paix cultiver la terre. (FGD femmes déplacées).

Thiou. 99% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Au sujet de leur intégration, elles sont vues comme intégrées par 47% des répondants, alors que 38% les considère non intégrées. 79% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge. A Thiou l'hébergement se fait essentiellement chez des familles amies (48%). Les déplacés femmes déclarent avoir une assez bonne relation avec leurs hôtes, recevoir un peu d'aide d'ONG, mais en souhaiter davantage pour la scolarisation de leurs enfants (FGD femmes déplacées)

Dédougou. 54% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Au sujet de leur intégration, elles sont vues comme intégrées par 28% des répondants, alors que 52% ne sait pas et le restant 20% les considère non intégrées. 59% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge, et 27% qu'elles ne le sont pas. À 41% la prise en charge est attribuée à une prise en charge alimentaire par les collectivités locales, l'action sociale et quelques partenaires. Les déplacés de Dédougou déclarent se sentir bien accueillis, ne se prononcent pas sur l'assistance reçue, et voudraient seulement que les autorités les aident à rentrer chez eux (FGD hommes déplacés)

Seytenga. La question des déplacés est moyennement pertinente dans la mesure où seulement 13% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Logiquement, 84% ne sait pas si elles sont intégrées et la réponse quant 'à leur prise en charge est 1/3 oui, 1/3 non, 1/3 ne sait pas. 45% mentionne la prise en charge par des familles amies.

Kaya. 87% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Au sujet de leur intégration, elles sont vues comme intégrées par 35% des répondants, alors que 41% les considère non intégrées. 82% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge, et cela est attribué à 65% à la prise en charge alimentaire par les collectivités locales, l'action sociale et quelques partenaires. Les déplacés expliquent être bien reçus et recevoir une aide, y compris par l'UNICEF mais pas seulement (en vivres, éducation, formation, et assistance aux femmes), mais que celle-ci est « *inéquitable ment répartie* » car il y a ceux qui n'ont rien eu. Il n'est pas clair si ce reproche est dû au fait que certains seraient arrivés après la distribution de l'aide et n'ont donc rien reçu, ou s'il y a eu un dysfonctionnement. Le souhait est donc d'avoir davantage d'assistance en logement, vivres, eau, AGR, une répartition équitable et de pouvoir retourner chez eux. (FGD Hommes et FGD femmes déplacés de Kaya).

Bourzanga. 98% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité et 75% des répondants les considère non intégrées. Au sujet de leur intégration, elles sont vues comme intégrées par

76% des répondants. 61% des répondants déclarent que les personnes déplacées sont prises en charge, et 28% qu'elles ne le sont pas. La prise en charge est considérée comme repartie entre les dons de vivres et autres par les bonnes volonté (33%) et l'hébergement dans des familles amies à 28%. Cependant, les dires des personnes déplacées sont assez contraires par rapport à ce que disent les répondants. Elles disent ne pas recevoir d'aide, payer un loyer, avoir des problèmes d'accès à l'eau, la nourriture, les soins et l'éducation des enfants. Elles souhaiteraient de l'assistance dans tous ces domaines, en plus de pouvoir rentrer chez elles. Au sujet de l'intégration elles la qualifient de mauvaise, mais ils semblent ainsi se référer à leur capacité à s'intégrer économiquement, ce qui est évidemment difficile. La relation avec les hôtes est amicale et cordiale selon certains, absente selon d'autres (FGD Hommes et femmes déplacées de Bourzanga)

Diapaga. La question des déplacés est moyennement pertinente dans la mesure où seulement 29% des répondants déclarent qu'il y a des personnes déplacées dans la localité. Au sujet de leur intégration, 65% des répondants ne sait pas, et 19% les considère intégrées, et sur leur prise en charge les avis sont partagés de façon quasi égale entre oui, non et ne sait pas. 61% des répondants disent leur hébergement est faite par des familles amies, de même que prise en charge est attribuée à 60% à des familles amies.

L'aspect économique de la vie des déplacés est clé, aussi bien pour les besoins matériels et le bien-être psychologique des déplacés eux-mêmes, que pour la façon dont ils sont perçus par les populations hôtes, et donc pour la relation qui va exister entre hôtes et eux. Améliorer la situation économique des déplacés est une stratégie de prévention des conflits et de renforcement de la cohésion sociale, à condition que l'assistance aux déplacés ne soit pas perçue comme injuste ou disproportionnée par les populations hôte, et que certains projets produisent de la valeur ajoutée pour les deux communautés.

Tableau 10 : extraits de la situation telle que racontée dans les FGD ou les entretiens par les résidents et les déplacés

Localité	Présence des déplacés et relation avec communauté hôte	Support reçu
Boucles de Mouhoun		
Dédougou	« C'est comme si on était chez nous car on était vraiment accueilli » (FGD homme déplacés)	Action sociale Conasur **UNICEF** Association de femmes qui se cotisent pour apporter des petits soutiens
Djibasso	« Nous avons peur des hôtes et vice versa » ; « incompréhension avec nos hôtes » (FGD hommes et femmes déplacés internes) « risque élevé de ne plus nous accepter » (FGD Jeunes déplacés) Les déplacés sont logés dans des familles d'accueil ; « les rencontres avec chef village, sages et CVD permettent d'améliorer les relations » (FGD déplacés internes). « D'autres sont abandonnés sans abri » (Leader des éleveurs)	ONG Terre des hommes
Nord		

Ouahigouya	Perception mitigée de l'intégration : « pas intégrés » (FGD déplaces), alors que pour les jeunes déplacé les relations sont bonnes. Certains sont hébergés sur des sites, d'autres dans des familles amies ou parents, et d'autres encore en location. Les femmes déplacées disent qu'elles « causent ensemble" mais e ne sont « pas intégrées ».	Certains rapportent recevoir des vivres du PAM et Fan (et **UNICEF** ?) Education des enfants serait soutenue par l'association pour la promotion de l'éducation et l'association Ammie. Terres des hommes, Help et Croix rouge et Alima sont aussi présents Gascode appui la santé
Thiou	Pour les femmes déplacées l'intégration est « Bien. Elles (les femmes résidentes) nous aident dans tous les domaines elles nous donnent les bois de chauffe ». Pour les jeunes et les hommes déplacés l'intégration est moyenne.	Oui ONG Help, Alima, Gascode, Croix rouge (FGD déplacés)
Sahel		
Dori	« Nous avons une excellente collaboration avec elles au point qu'elles nous impliquent dans leurs activités » (FGD déplacés)	Prise en charge des projets comme le PAM la croix rouge, **l'UNICEF** (EAE), Handicap international DRC et d'autres associations locales (santé, suivi psycho, formation, éducation alimentaire logistique)
Seytenga	Familles d'accueil	Pam, Drc, Croix rouge, Handicap Aide Oxfam et UNICEF mais pas clair si pour réfugiés ou autre type de bénéficiaires
Est		
Diapaga	Pas de déplacé à Diapaga mais à Kantchari	Pas
Kantchari	Hébergement dans des familles a parenté	ACF
Centre Nord		
Kaya	Disent très bonne relation avec les hôtes (FGD déplacés) mais degré d'intégration est en baisse car ont du mal à s'adapter à la vie citadine (FGD hommes déplacés) Hébergement de certains dans les familles parents ou amies et dans les sites D'autres dorment dehors ou louent des maisons mais ne savent pas vraiment comment payer (Fgd déplacés)	Appui par **UNICEF** pour l'éducation et la formation Certains ont eu le soutien de PAM et Ocades, d'autres rien Disent qu'il y a prise en charge psychologique par Svc santé (leader éleveurs)
Bourzanga	« Pas de vraie collaboration », « juste des salutations ». « Il n'y a pas d'intégration ». (FGD déplacés). « Beaucoup sont hébergés dans des huttes, à la belle étoile et même dans des poulaillers. » (Fgd jeunes déplacés) Nombre élevé et croissant de déplacés	**UNICEF** et Plan Burkina (éducation) Pam et Solidarités international (alimentaire) Sos sahel (santé)

Ce tableau montre les différentes perspectives existant au sein d'une même commune sur la relation entre résidents et déplacés, et donne des indications sur le type et l'origine d'assistance reçue dans ces communes.

7. Conclusions

Les données récoltées, quantitatives comme qualitatives, démontrent que les différences de perspectives entre les genres et entre les générations sont souvent moindres. Cependant les réalités semblent être différentes non pas simplement entre les régions, mais entre les localités. Parmi les 10 localités étudiées peuvent ressortir trois groupes, mais qui ne sont pas stables : d'une part Dédougou, Seytenga et Diapaga, qui semblent les moins touchés par la crise actuelle. D'autre part Dori, Djibasso, Ouahigouya et Kantchari qui le sont fortement. Et Kaya, Bourzanga et Thiou pour qui la gravité semble dépendre selon les questions.

Partout les conflits identifiés sont principalement de quatre types : conflits agriculteurs éleveurs, conflits interethniques, conflits sur l'accès aux ressources naturelles et conflits de chefferie. Les conflits inter ou intra religieux ne sont que très peu mentionnés dans toute l'étude. La menace terroriste bien qu'existante car c'est elle qui est à l'origine de la crise humanitaire, des nombreux déplacés, des tensions interethniques, n'est pas souvent nommée en termes de conflit. Peut-être car c'est un phénomène qui dépasse la plupart des personnes consultées, notamment à travers le sondage. On ne sait pas bien l'identifier, la cerner, la mesurer, la comprendre, encore moins à qui s'adresser pour la résoudre, donc on la situe au-dessus des autres conflits traditionnels, habituels. Or l'aspect principal est bel et bien que la dynamique terroriste vient se poser sur les réalités locales, s'y mêler et exacerber les tensions existantes, qu'elles aient été déjà ouvertes ou simplement sous-jacentes. Les causes des conflits sont aussi les mêmes facteurs qui sont décrits comme composant un terreau fertile au terrorisme : injustice, discriminations, pauvreté, appât du gain, absence de perspectives. À part Bourzanga et Dédougou et partiellement Thiou, les conflits s'aggravent partout.

Les conséquences s'expriment en termes humains, psychologiques, socioéconomiques, et en un ensemble d'éléments psycho-sociaux qui viennent directement alimenter les tensions existences et exacerber les effets négatifs. Parmi ces derniers, comptent souvent le sentiment de frustration et de volonté de vengeance, et surtout l'augmentation de la méfiance entre les communautés tout d'abord, mais aussi la méfiance, entre les personnes, y compris au sein d'une même famille ou d'une même communauté. Des mécanismes de résolution et/ou de prévention des conflits existent dans toutes les localités, sont plus ou moins connues, vus comme assez inclusifs et relativement efficaces. Mais il semblerait de l'ensemble des données que ces mécanismes soient limités outre un certain degré de tensions, de gravité ; et que la situation créée par les attaques terroristes et par ses conséquences soit au moins en partie en dehors de la portée des mécanismes locaux seuls.

L'impact au niveau des enfants cristallise l'ensemble des impacts que la crise provoque à tous les niveaux car l'enfant s'insère tout d'abord dans sa famille, qui s'insère à son tour dans sa communauté, qui est-elle dans une réalité institutionnelle locale et nationale. L'enfant peut donc, par exemple au niveau psychologique et social, développer des traumatismes ou des peurs non seulement sur base de ce qu'il vit directement, mais aussi sur base de ce que son entourage lui transmet de ce qu'il vit. Fonctionnant comme une éponge, de ce qu'il voit et de ce qu'il vit et ce qu'il sent, l'enfant peut donc enregistrer la peur, la violence, l'isolement, la méfiance, l'insécurité, l'instabilité. En ce qui concerne son développement physique, au vu de la possibilité réduite pour les parents en cette période de crise de générer des revenus, l'enfant de trouve en situation de risque de ne pas avoir facilement accès à une eau et une nourriture en

quantité et qualité suffisante. Sa possibilité d'avoir accès à des soins et son accès à l'éducation sont fortement amoindris. L'imbrication de ces éléments fait que la potentialité de conséquences graves à long termes augmente, car de graves violations de droits sont plus répandues : travail pénible, mendicité, prostitution, mariage forcé et précoce, banditisme.

La dernière partie concerne la crise humanitaire actuelle, ses conséquences, y compris en termes de radicalisation et de présence des déplacés. La crise humanitaire a influencé la vie de toutes les localités, certaines un peu moins comme Seytenga et Dédougou car elles n'ont encore quasiment pas reçu de déplacées, mais quasiment partout les personnes sentent comme une épée de Damoclès qu'ils doivent prendre sur leurs têtes, car ils pensent que si aujourd'hui c'est le tour de leur voisin, demain ça leur arrivera à eux. Les jeunes garçons de Seytenga expliquent : « *Pour le moment Dieu merci on n'assiste pas à des attaques des groupes armée mais notons que ce qui est arrivé à ton voisin peut aussi t'arriver. (…) actuellement nous sommes envahis par la peur* ». Partout également cela semble influencer le niveau de radicalisation, bien que de façon moindre à Djibasso et Thiou. Le niveau de radicalisation actuelle est difficile à cerner et dans plusieurs localités les voix sont discordantes, mais la crainte existe.

En ce qui concerne la présence des personnes déplacées, à part Seytenga, Diapaga et Dédougou où il y a peu ou moins de déplacés, partout ailleurs leur présence est clairement rapportée. Leur intégration est appréciée de façon mitigée, plutôt négative, pour des questions de peur, mais aussi simplement parce que leur situation économique est difficile et il est alors aussi difficile qu'elles soient intégrées à ce niveau. Partout il est rapporté par la plupart des répondants qu'une certaine prise en charge de ces personnes déplacées existe (Dédougou Diapaga et Seytenga ont peu de déplacés), bien qu'à Ouahigouya cela semble être moindre. Les acteurs de prise en charge sont variés (autorités et populations locales, action sociale, ONG et autres intervenants humanitaires), sauf à Kaya et Dédougou, dans les autres localités l'assistance semble relever principalement des forces locales. En ce qui concerne la suffisance de l'assistance apportée et son adaptation, la plupart du temps les répondants ne savent pas ou répondent par la négative.

8. Recommandations

Recommandations adressées à l'UNICEF dont la mise en œuvre peut dépendre de l'UNICEF ou d'organisations à qui il délègue la responsabilité :

Recommandations pour améliorer la sensibilité des interventions aux conflits (do no harm)

Relatives à la conception/gestion/suivi des projets

1. Dans le cadre de futures analyses de conflit, de contexte, ou de besoin, continuer à effectuer ces travaux au niveau communal et les réaliser de façon participative en impliquant effectivement les catégories les plus marginales comme les femmes, les jeunes, les déplacés, certaines ethnies non majoritaires, les enfants selon les questions, etc... ;
2. Réfléchir entre acteurs humanitaires et avec l'État et les collectivités locales à comment mieux se coordonner afin d'éviter de multiplier les collectes de données dans une même zone, pour réduire le sentiment de saturation exprimée par une partie de la population locale qui a l'impression d'être constamment sollicitée. Un début pourrait être de s'assurer que les autorités communales et régionales disposent de l'ensemble des données qui sont récoltées dans leur territoire et les partagent avec les intervenants ;
3. Dans le même sens, s'efforcer pour les recherches à venir de travailler à ce qu'elles soient des processus appropriés localement auxquels les populations participent du début à la fin et dans lequel elles trouvent un sens ;
4. Organiser des restitutions de cette recherche dans les localités étudiées et auprès des publics sollicités. Elles ne devraient pas être des séances d'information, mais plutôt des séances d'échange et discussion, dans lesquelles les communautés peuvent s'exprimer et faire des suggestions ;
5. Promouvoir des dialogues autour des interventions et aider la communauté à faire ressortir celles qui sont d'après elle les bonnes pratiques ;

Relatives au soutien aux populations

6. Préférer lorsque faisable la mise en place de systèmes d'AGR plutôt que de distribution de nourriture, cela est également ce qui ressort des demandes des personnes déplacés elles même. Le type d'AGR n'est pas précisé et ne ressort pas des données ;
7. Les données ont démontré que les femmes et les enfants se trouvent souvent en situation de déplacement sans maris et pères. Si possible et en prenant les précautions nécessaires afin que cela soit accepté par les hommes, mettre les femmes en avant comme destinataires des soutiens prévus, car elles sont au centre de la gestion familiale ;
8. Mettre autant que possible en avant les acteurs locaux dans l'assistance aux personnes déplacées (autorité locales, Leaders communautaires, associations, etc…) afin de prévenir d'éventuelles tensions entre résidents et déplacés ;
9. L'aspect économique de la vie des déplacés est clé, aussi bien pour les besoins matériels et le bien-être psychologiques des déplacés eux-mêmes, que pour la façon dont ils sont perçus par la population hôte, et donc pour la relation qui va exister entre hôtes et déplacés. Améliorer la situation économique des déplacés est une stratégie de prévention des conflits et de renforcement de la cohésion sociale ;
10. Soumettre à discussion avec les communautés hôtes la pertinence et les modalités possibles afin d'inclure les « franges vulnérables des communautés hôtes » dans l'appui, ou du moins les faire bénéficier de « projets collectifs ». Par exemple les "Espaces Ami d'Enfant", peuvent être des lieux de sociabilité ouverts à tous (s'ils ne le sont pas déjà) et de déconstruction des préjudices ;

11. Maintenir en priorité le focus de l'UNICEF sur l'appui en éducation et en assistance psychosociale aux personnes déplacés et autres vulnérables ;
12. Identifier les points d'eau et les considérer comme points stratégiques et sensibles, Appuyer le développement de dynamiques positives autour de leur entretien et de leur sécurisation pourrait être une façon d'agir sur plusieurs problèmes dont l'accès à l'eau pour la nutrition la santé et l'hygiène, la facilitation de rencontres entre femmes, la prévention de conflits agriculteurs-éleveurs ;

Relatives au soutien aux mécanismes de prévention/gestion des conflits

13. Appuyer prévention des conflits et la résilience des populations est également clé dans la mesure où cela agirait à la base en limitant les risques de déplacements ;

Relatives au plaidoyer (n lien avec les recommandations à l'Etat et ses partenaires

14. Il ressort clairement des données récoltées que la priorité des personnes déplacées est de retourner chez elles, il est donc souhaitable de mettre au premier plan du travail de plaidoyer de l'UNICEF et des autres organisations auprès des acteurs compétents, la pacification et sécurisation du territoire afin de créer les conditions de retour ;

<u>Recommandations pour renforcer la cohésion sociale et la paix (do more good)</u>

Relatives au travail avec les communautés en général

1. Travailler sur la déconstruction des rumeurs et préjugés autour des ethnies, y compris l'ethnie peul, en impliquant l'ensemble des acteurs de changement au sein de la communauté, et notamment les leaders communautaires, les jeunes et les femmes, et s'assurer ensuite que ces derniers impliquent la communauté dans son ensemble ;
2. Appuyer le renforcement de capacités des acteurs clés des localités (*autorités locales administratives et politiques, leaders locaux (coutumiers, religieux, chefs de clan ou de famille) personnes ressources (enseignants, infirmiers), forces de l'ordre, leaders de la société civile (association de femmes, de jeunes, d'agriculteurs et d'éleveurs, médias))* sur l'identification et la déconstruction des rumeurs et des fausses informations circulant notamment en période de tension et conflit ;
3. Analyser les risques de protection de l'enfance vis-à-vis de la présence des groupes d'autodéfense dans les zones de conflits, y compris en matière de violations graves des droits de l'enfant (recrutement forcé) ;
4. Prévoir une assistance psychosociale pour l'ensemble de la population, dans la mesure où les mots le plus souvent utilisés sont peur, traumatisme et méfiance. Les groupes les plus en besoin sont les personnes déplacées, les enfants et les jeunes ;
5. Cette recherche a étudié la place des enfants dans les conflits et surtout les conséquences qu'ils subissent de ces conflits. Le rôle des enfants en tant qu'acteurs de paix, mais aussi les quelques éléments récoltés sur leur rôle en tant qu'acteurs de conflit, gagnerait à être davantage approfondi afin d'appuyer cette dynamique ;

Relatives à l'appui à la gestion et prévention des conflits en vue aussi de traiter les causes profondes des conflits

6. Par commune (et à l'aide de ce rapport et des données collectées) engager l'administration locale dans un processus de consultation ouvert et participatif afin d'identifier/valider les thèmes phares à traiter pour (1) réduire les risques de radicalisation et (2) réduire les tensions interethniques. La présentation des résultats de cette recherche dans les communes concernées pourrait être une occasion de réunir les catégories de personnes, discuter des résultats et proposer des pistes de mise en œuvre ;

7. Dans les communes où les tensions et violences ne sont pas trop élevées et en stricte collaboration avec les autorités locales, organiser des consultations afin d'identifier les différentes mesures les plus pertinentes à soutenir conjointement avec l'administration afin de résoudre mais surtout prévenir les conflits agriculteurs éleveurs ;
8. Renforcer les mécanismes de prévention et résolution des conflits, y compris dans leur rôle d'information et sensibilisation, les faire connaitre, les appuyer pour améliorer leur fonctionnement et accroitre encore davantage leur inclusivité et légitimité est une action toujours pertinente au vu de la position clé de ces structures et des acteurs qui en font partie ;
9. Réfléchir avec les communautés concernées aux meilleures stratégies de renforcement de la confiance, entre individus, au sein et entre les familles, entre générations, entre les communautés, et entre population et institutions. Analyser la pertinence d'un dialogue qui remonte aux premières fissures de la confiance pour arriver jusqu'aux plus récentes afin d'envisager ce qui peut être fait ensemble pour la rétablir, au sein des familles, des communautés, des villages, de la nation ;
10. Appuyer les groupes et dynamiques de femmes et jeunes leaders et renforcer leur capacité d'analyse, réflexion et action, peut leur permettre d'améliorer leur position et rôle dans une société qui tend à les maintenir marginalisés ;
11. Travailler également à un dialogue local intergénérationnel pourrait permettre d'identifier avec précisions les frustrations de jeunes et les pistes pouvant y remédier. Frustrations ne veut pas dire conflit intergénérationnel ouvert, mais insatisfaction des jeunes qui peut mener à leur exode, leur radicalisation ou autre. Ce dialogue pourrait être facilité par un spécialiste des questions de conflit et dialogue (ONGI ou ONGL) en collaboration avec l'administration. Il pourrait idéalement être fait en amont des activités d'UNICEF car il permettrait de séparer assistance matérielle et processus de dialogue neutre, mais au vu de la gravité de la situation humanitaire et des besoins sur place, et au vu du temps nécessaire à une tel dialogue, les deux activités peuvent être envisagées simultanément ;
12. Un autre facteur des tensions qui est ressorti est le décalage entre d'une part la pauvreté vécue au quotidien et l'absence de perspectives qui caractérise la situation des jeunes, et d'autre part leur très forte envie de gain rapide et facile. Ce point devrait être intégré dans le dialogue local. La question économique apparaît comme clé en tant que cause et conséquence de l'exclusion et la marginalisation. Il apparaît aussi que précisément cette marginalisation économique est facteur de frustration et tension pour les jeunes, et donc contribue aux phénomènes d'exode, migration, et engagement dans les groupes armés. Ces aspects gagneraient à être explorés davantage, afin notamment de développer des stratégies d'interventions efficaces avec les catégories concernées ;
13. Le potentiel d'action positive des jeunes en tant qu'acteurs de paix gagnerait à être développé, car cela leur redonnerait une place et de la responsabilité au sein de la communauté, améliorerait la perception qu'ils ont d'eux même et que les autres ont d'eux. Des actions pacifiques, comme la sécurisation de points d'eau, pourraient être envisagés, en prenant les précautions nécessaires à éviter les écueils des groupes d'autodéfense et autres milices communautaires ;[87]
14. Le développement de programmes DDRR pourrait être envisagé en ciblant particulièrement les jeunes (et les enfants lorsque applicable). Le contenu devrait être proposé par les jeunes eux-mêmes, et l'accent pourrait être mis sur les aspects de RR, en le maintenant ouvert à tous les jeunes affectés par le conflit, pas seulement ceux qui ont été dans les groupes armés. Si cela est bien fait ces programmes peuvent lancer une dynamique constructive d'espoir pour que ces jeunes envisagent et s'engagent dans un futur positif, en contribuant aussi à réduire l'attrait des groupes armés.

[87] Voire le rapport de Search 3M Global Evaluation of Child and Youth Participation in Peacebuilding

Remarque : les recommandations 6 à 14 sont des aspects spécifiques de l'approche globale d'un processus appelé de dialogue, qui n'est ni une simple analyse de conflit, ni une simple médiation de conflits, dans l'acception habituelle. Il s'agit d'un processus relativement long et approfondi, multi acteurs et multi niveau, géré par les communautés concernées. Il vise à identifier et discuter ensemble de façon approfondie par les acteurs eux-mêmes toutes les tensions et conflits existant dans la localité, en explorer les causes et les manifestations, en identifier « les responsables ». Il définit ensuite des actions à entreprendre par chaque partie, à chaque niveau, y compris national si les racines des conflits ont des aspects dépendant du niveau national et s'organise pour suivre la mise en œuvre de ces actions dans une approche commune. Ce processus est exigeant donc si Search ou UNICEF ne peuvent en appuyer le développement, les points ci-dessus permettent d'en saisir certains aspects essentiels.

Recommandations à l'État du Burkina et ses partenaires

1. Concentrer les efforts dans la sécurisation de l'ensemble du territoire burkinabé afin que les déplacés puissent dès que possible rentrer chez eux en paix
2. Travailler en vue d'assurer une présence effective et des services de l'État fonctionnels sur toute l'étendue du territoire, afin de rassurer et rapprocher la population
3. Soutenir une dynamique de dialogue au niveau national, régional et local qui se penche les causes profondes des conflits et de la radicalisation. En premier lieu appuyer les communes afin que, aussi sur base ce rapport, elles entament un travail impliquant toutes les parties prenantes afin de traiter les différentes tensions existantes au niveau local
4. Il est nécessaire de prévenir et réduire le sentiment de frustration de la population qui ressent une sur sollicitation de la part des acteurs humanitaires pour des collectes des données. Inciter au niveau central comme local au partage des données et à leur centralisation afin de les mettre à disposition de tous les intervenants, en vue d'éviter si possible de multiple collecte de données dans un même lieu, ce qui n'est pas apprécié par les populations locales

9. Annexes

Annexe 1 : Outils

Annexe 2 : Documents utilisés

Annexe 3: Tor